

Credit photos Ph. Frutier Altimage

Atlas du logement en Picardie

Édition Septembre 2014

DREAL Picardie

ECLAT / Pôle Habitat et Territoires

Septembre 2014

Le logement constitue, avec l'emploi, une des principales préoccupations de nos concitoyens et la crise actuelle se traduit pour eux par des difficultés croissantes d'accès à un logement de qualité à un coût abordable.

Dans ce contexte, le Président de la République a annoncé, le 21 mars 2013, un plan d'investissement pour le logement. Ce plan comporte 20 mesures qui visent à relancer l'activité de construction et de rénovation et notamment la construction de 500 000 logements par an dont 150 000 logements locatifs sociaux, ainsi que la réhabilitation thermique de 500 000 logements anciens par an dont 120 000 logements sociaux.

La question du logement est au cœur d'un triple enjeu social, territorial et économique.

Enjeu social, tout d'abord, car il s'agit de permettre à tous, y compris aux ménages les plus modestes, d'avoir un logement adapté à leurs besoins.

Enjeu territorial, ensuite, car la production de logements doit correspondre aux spécificités et aux besoins des territoires, et notamment contribuer à réduire les distances domicile-travail qui sont en Picardie les plus importantes de France métropolitaine.

Enjeu économique, enfin, car le secteur de la construction est l'un des plus importants de la région : avec 34 500 salariés, il représente, en effet, un peu plus de 9% des emplois du secteur marchand non agricole de Picardie et constitue un vivier d'emplois directs et indirects qui doit être soutenu.

Afin de répondre pleinement à ce triple enjeu, les données relatives aux marchés locaux de l'habitat, aux besoins en logement des populations et à leurs évolutions les plus fines et les plus précises doivent être disponibles.

C'est l'objet de cet atlas régional du logement en Picardie. Il comporte des « photographies » qui permettent de saisir les enjeux territorialisés en matière d'habitat, ainsi que des « dynamiques » impactant le logement à l'œuvre en région.

La connaissance de ces données permettra à l'Etat en région de jouer pleinement son rôle de garant de la mise en œuvre territoriale des orientations nationales, dans le souci d'équilibre et d'équité entre les territoires. Elle permettra aussi de mieux évaluer les politiques publiques et, ainsi, d'assurer une allocation des moyens adaptée aux besoins locaux

L'Etat n'agit pas seul dans le domaine du logement et de l'habitat. C'est pourquoi j'ai souhaité que cet atlas régional soit diffusé le plus largement possible à l'ensemble des acteurs publics et privés, et notamment aux partenaires du logement représentés au sein du comité régional de l'habitat : les collectivités territoriales et leurs groupements, les bailleurs, les professionnels de l'immobilier et de la construction, les partenaires financiers du logement, les associations qui viennent en aide des personnes défavorisées et les partenaires sociaux.

Cet atlas a, par ailleurs, vocation à être enrichi, complété, actualisé.

Je forme le vœu que, dès cette première édition, il puisse utilement « guider » les réflexions engagées en Picardie sur les actions à conduire à court, moyen et long termes pour un logement accessible à tous, dans une logique de développement et d'aménagement durables des territoires.

*La préfète de la région Picardie,
Nicole KLEIN*

Cartothèque

Code Carte	Echelle	Nom de la Carte	Source	Année
A - Démographie				
006 - A	EPCI	Variation de la population entre 2006 et 2011 par EPCI	INSEE	2011
007 - A	Commune	Variation de la population entre 2006 et 2011 par commune	INSEE	2011
008 - A	EPCI	Part des 60 ans et plus par EPCI	INSEE	2011
009 - A	Commune	Part des 60 ans et plus par commune	INSEE	2011
010 - A	EPCI	Part des 15-29 ans par EPCI	INSEE	2011
011 - A	Commune	Part des 15-29 ans par commune	INSEE	2011
B - Les ménages				
014 - B	EPCI	Nombre des ménages par EPCI	INSEE	2011
015 - B	Commune	Nombre des ménages par commune	INSEE	2011
016 - B	EPCI	Part des ménages installés depuis moins de deux ans par EPCI	INSEE	2011
017 - B	Commune	Part des ménages installés depuis moins de deux ans par commune	INSEE	2011
018 - B	EPCI	Part des ménages installés depuis dix ans et plus par EPCI	INSEE	2011
019 - B	Commune	Part des ménages installés depuis dix ans et plus par commune	INSEE	2011
020 - B	EPCI	Evolution du nombre de ménages 2006-2011 par EPCI	INSEE	2011
021 - B	Commune	Evolution du nombre de ménages 2006-2011 par commune	INSEE	2011
022 - B	EPCI	Revenu moyen par foyers fiscaux par EPCI	DGFIP	2009
023 - B	Commune	Revenu moyen par foyers fiscaux par commune	DGFIP	2009
C - Emploi				
026 - C	EPCI	Part des chômeurs de 15-64 ans par EPCI	INSEE	2011
027 - C	Commune	Part des chômeurs de 15-64 ans par commune	INSEE	2011
028 - C	EPCI	Indice de concentration d'emploi par EPCI	INSEE	2011
029 - C	Commune	Indice de concentration d'emploi par commune	INSEE	2011
030 - C	EPCI	Evolution du nombre d'emploi au lieu de travail par EPCI 2006-2011	INSEE	2011
031 - C	Commune	Evolution du nombre d'emploi au lieu de travail par commune 2006-2011	INSEE	2011

D - Le parc de logements

034 - D	EPCI	Le parc de logements par EPCI	INSEE	2011
035 - D	Commune	Le parc de logements par commune	INSEE	2011
036 - D	EPCI	Part des résidences principales par EPCI	INSEE	2011
037 - D	Commune	Part des résidences principales par commune	INSEE	2011
038 - D	EPCI	Part des résidences secondaires par EPCI	INSEE	2011
039 - D	Commune	Part des résidences secondaires par commune	INSEE	2011
040 - D	EPCI	Part des logements vacants par EPCI	INSEE	2011
041 - D	Commune	Part des logements vacants par commune	INSEE	2011
042 - D	EPCI	Indice de construction annuel moyen : 2009 - 2013 par EPCI	Sitadel	2013
043 - D	Commune	Indice de construction annuel moyen : 2009 - 2013 par commune	Sitadel	2013
044 - D	EPCI	Part du logement individuel par EPCI	INSEE	2011
045 - D	Commune	Part du logement individuel par commune	INSEE	2011
046 - D	EPCI	Part du logement collectif par EPCI	INSEE	2011
047 - D	Commune	Part du logement collectif par commune	INSEE	2011

E - Qualité du parc de logements

050 - E	EPCI	Part des logements médiocres par EPCI	DGFIP	2011
051 - E	Commune	Part des logements médiocres par commune	DGFIP	2011
052 - E	EPCI	Part des logements très dégradés par EPCI	DGFIP	2011
053 - E	Commune	Part des logements très dégradés par commune	DGFIP	2011
054 - E	EPCI	Part des logements dégradés par EPCI	DGFIP	2011
055 - E	Commune	Part des logements dégradés par commune	DGFIP	2011
056 - E	EPCI	Part des logements de mauvaise qualité par EPCI	DGFIP	2011
057 - E	Commune	Part des logements de mauvaise qualité par commune	DGFIP	2011
058 - E	EPCI	Part du parc privé potentiellement indigne par EPCI	PPPI	2013
059 - E	Commune	Part du parc privé potentiellement indigne par commune	PPPI	2013
060 - E	EPCI	Part du parc privé potentiellement indigne construit avant 1949 par EPCI	PPPI	2013
061 - E	Commune	Part du parc privé potentiellement indigne construit avant 1949 par commune	PPPI	2013

F - Statut d'occupation

064 - F	EPCI	Part des propriétaires occupants par EPCI	INSEE	2011
065 - F	Commune	Part des propriétaires occupants par commune	INSEE	2011
066 - F	EPCI	Parc locatif par EPCI	INSEE	2011
067 - F	Commune	Parc locatif par commune	INSEE	2011
068 - F	EPCI	Le parc de logements sociaux par EPCI	RPLS	2013
069 - F	Commune	Le parc de logements sociaux par commune	RPLS	2013
070 - F	EPCI	Le parc de logements locatif privé par EPCI	Filocom	2013
071 - F	Commune	Le parc de logements locatifs privés par commune	Filocom	2013

G - Le parc locatif social

074 - G	EPCI	Part des logements sociaux par EPCI	RPLS - DGFIP	2012-2012
075 - G	Commune	Part des logements sociaux par commune	RPLS - DGFIP	2012-2012
076 - G	EPCI	Part des logements sociaux vacants par EPCI	RPLS	2013
077 - G	Commune	Part des logements sociaux vacants par commune	RPLS	2013
078 - G	EPCI	Part de la rotation des logements sociaux par EPCI	RPLS	2013
079 - G	Commune	Part de la rotation des logements sociaux par commune	RPLS	2013
080 - G	EPCI	Part des logements vacants dans le parc social "PLS" par EPCI	RPLS	2013
081 - G	Commune	Part des logements vacants dans le parc social "PLS" par commune	RPLS	2013
082 - G	EPCI	Part de la rotation des logements dans le parc social "PLS" par EPCI	RPLS	2013
083 - G	Commune	Part de la rotation des logements dans le parc social "PLS" par commune	RPLS	2013
084 - G	EPCI	Mode de financement du parc locatif social par EPCI	RPLS	2013
085a - G	EPCI	La construction de logements locatifs sociaux de 2006 à 2009	SISAL	2006 - 2013
085b - G	EPCI	La construction de logements locatifs sociaux de 2010 à 2013	SISAL	2006 - 2013
086 - G	EPCI	Parc locatif social construit avant 1970 par EPCI	RPLS	2013
087 - G	Commune	Parc locatif social construit avant 1970 par commune	RPLS	2013

H - Le DALO

090 - H	EPCI	Nombre de recours au Droit Au Logement Opposable par EPCI	InfoDalo	2012
091 - H	EPCI	Nombre de bénéficiaires désignés par le préfet à un bailleur aux fins de les loger, par EPCI	InfoDalo	2012
092 - H	EPCI	Nombre de bénéficiaires désignés par le préfet à un bailleur avec motif de délai long, par EPCI	InfoDalo	2012

I - La demande locatif social

096 - I	EPCI	Nombre de demandes de logement par EPCI demandé	SNE	2013
097 - I	Commune	Nombre de demandes de logement par commune demandée	SNE	2013
098 - I	EPCI	Nombre de demandes en instance par EPCI demandé	SNE	Oct 2014
099 - I	Commune	Nombre de demandes en instance par commune demandé	SNE	Oct 2014
100 - I	EPCI	Part des mutations dans les demandes en instance par EPCI	SNE	Oct 2014
101 - I	Commune	Part des mutations dans les demandes en instance par commune	SNE	Oct 2014
102 - I	EPCI	Typologie des logements demandés par EPCI	SNE	Oct 2014
103 - I	EPCI	Typologie des logements ayant fait l'objet d'une mutation	RPLS	2013
104 - I	EPCI	Typologie des logements vacants	RPLS	2013
106 - I	Commune	Délai moyen d'attribution d'un logement dans la commune d'attribution	SNE	2013
107 - I	Commune	Délai moyen d'attribution d'un logement dans la commune demandée	SNE	2013

J - La planification

110 - J	PLH	Etat d'avancement des PLH	SUDOCUH	Oct 2014
111 - J	SCOT	Etat d'avancement des SCOTs	SUDOCUH DDT 02 DDT 60 DDTM 80	Oct 2014

K - Les zonages

114 - K	France	Zonage I, II, III	METL	2005
115 - K	France	Gradient synthétique de tension de marché de l'Anah	ANAH	2008

Démographie

Avec 1,9 million d'habitants, la Picardie est la 12ème région métropolitaine.

Avec un taux de croissance annuelle de 0,25%, la population picarde s'accroît régulièrement, mais 2 fois moins vite que la population française (0,54%). Ce développement démographique est porté par le dynamisme de la natalité : le taux de fécondité est supérieur à la moyenne nationale avec 2,11 enfants par femme contre 2,01.

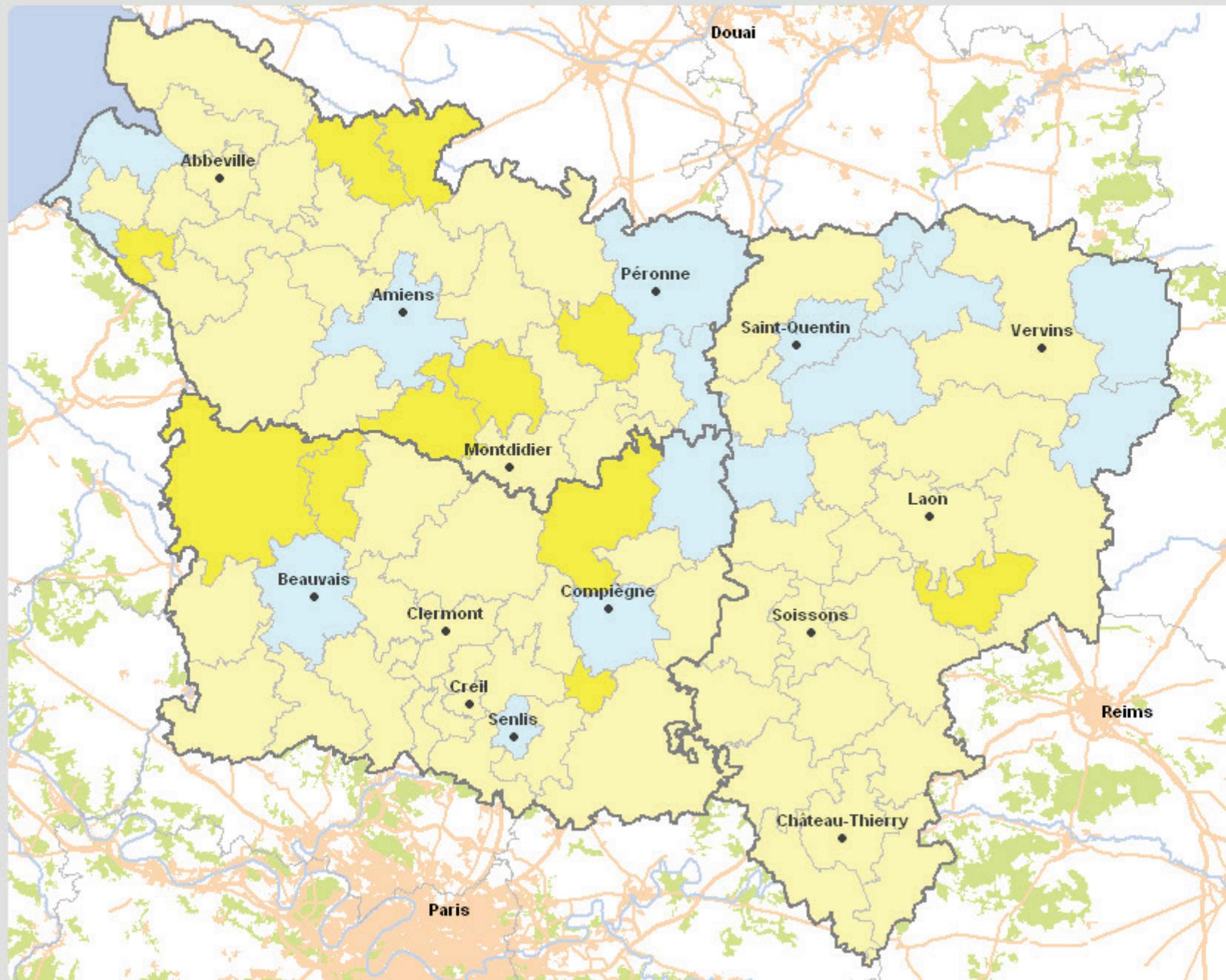
Mais le rythme de croissance est inégal :

- Les villages et les bourgs se développent au détriment des grandes villes ;
- La moitié de la croissance est portée par le département de l'Oise ;
- L'évolution samarienne est proche de la moyenne régionale avec un solde migratoire en quasi équilibre et un solde naturel modeste.

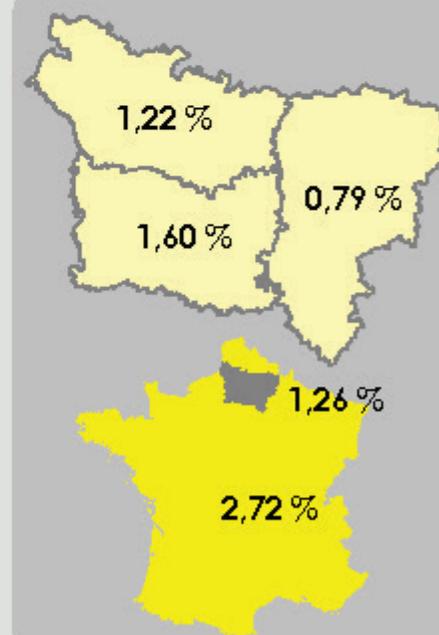
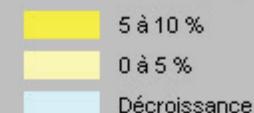
Le littoral présente la particularité de compter plus de 30% de sa population de plus de 60 ans ;

- L'Aisne évolue très peu avec un solde migratoire nettement déficitaire et un solde naturel modéré.

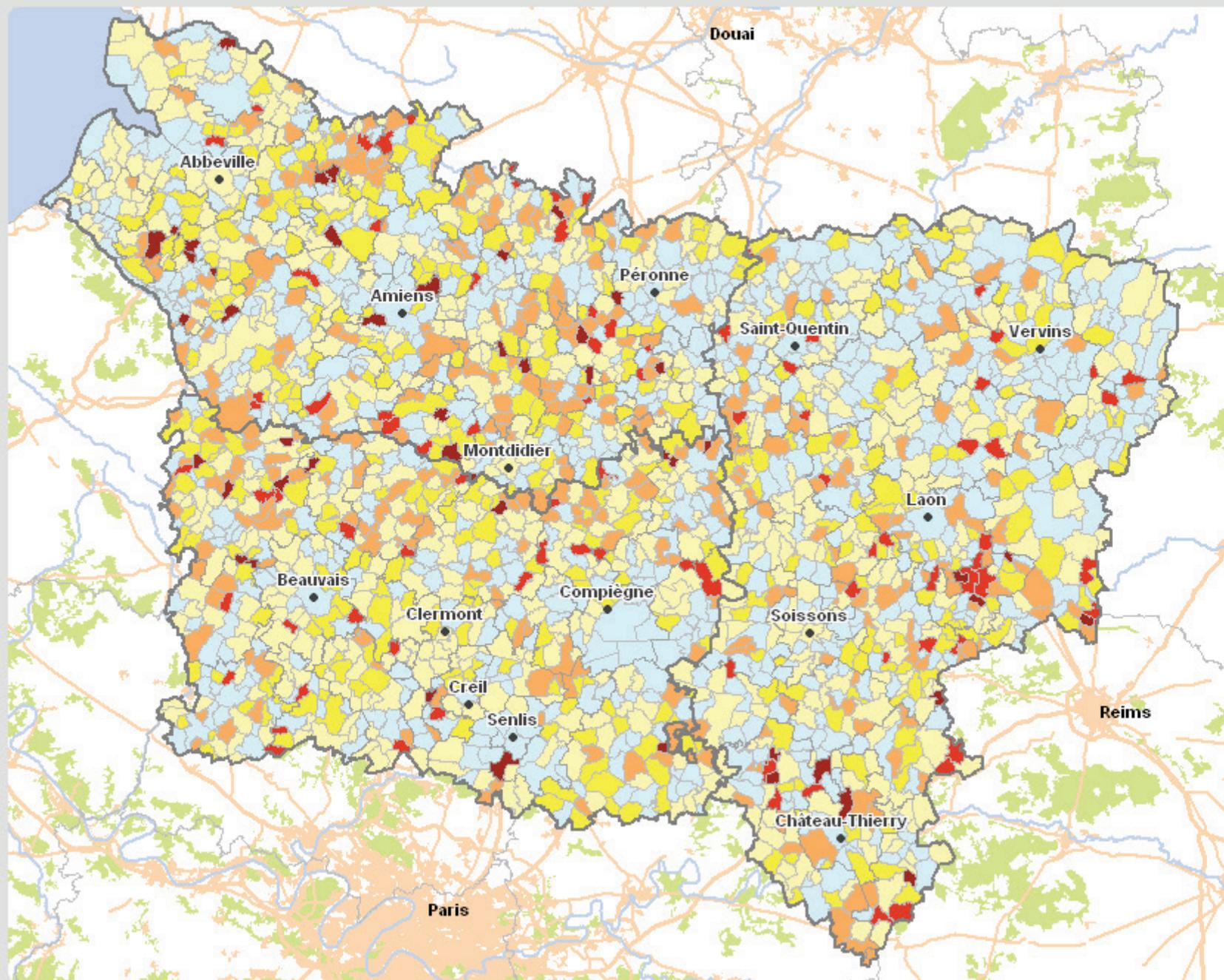
Variation de la population entre 2006 et 2011 par EPCI



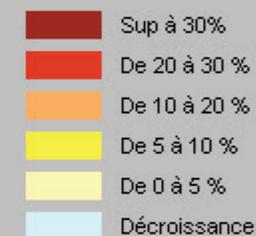
Variation de la population



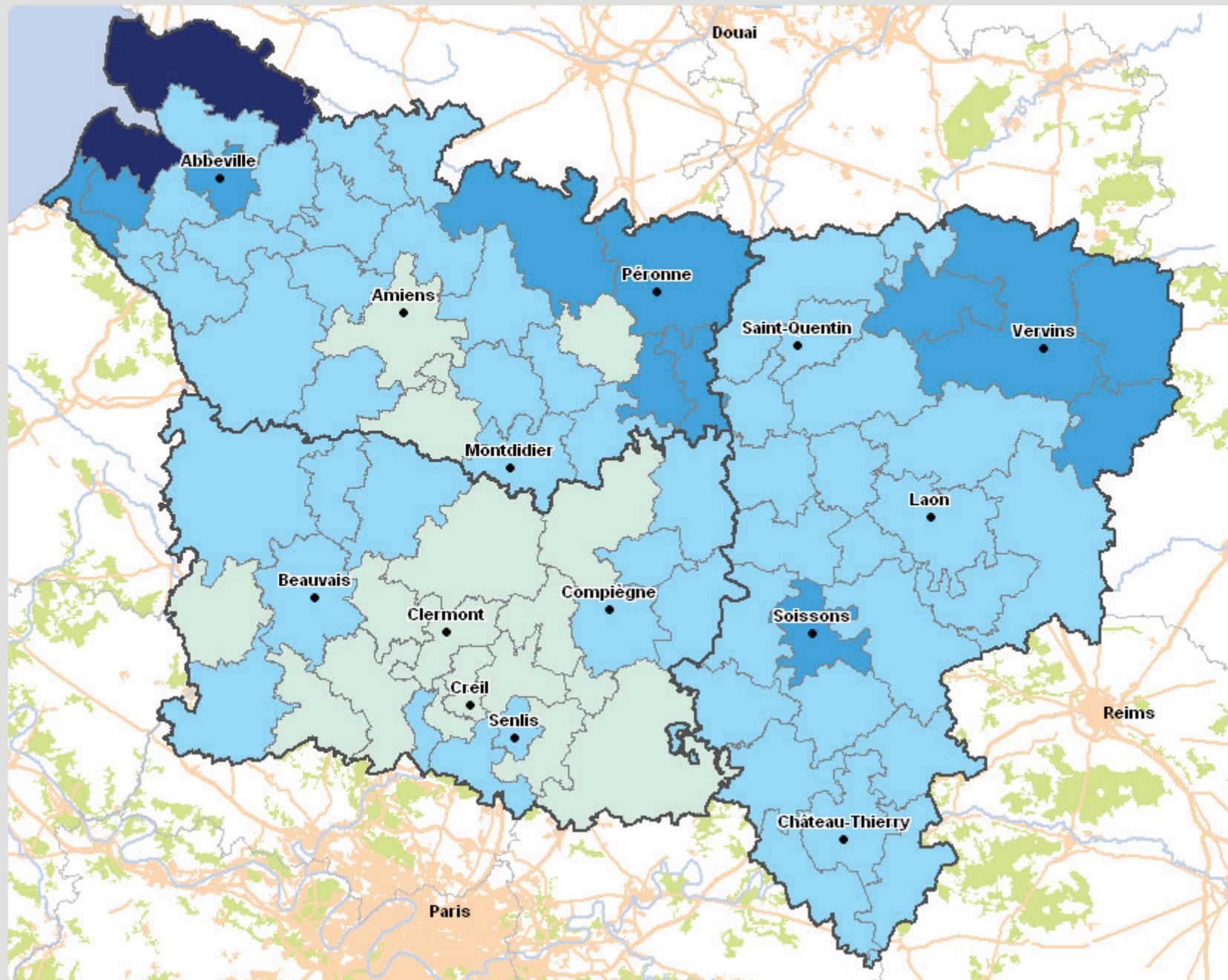
Variation de la population entre 2006 et 2011 par commune



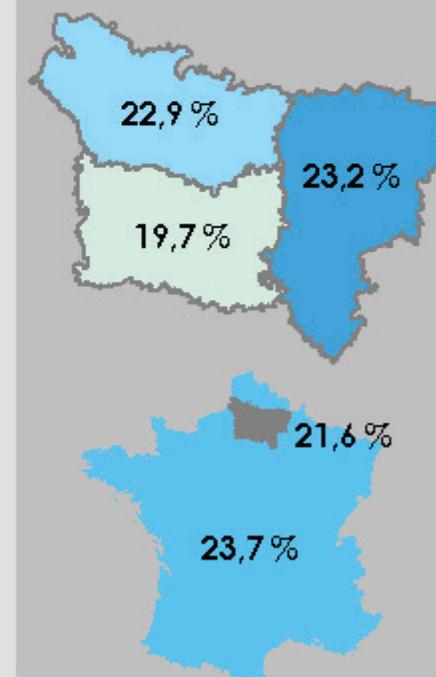
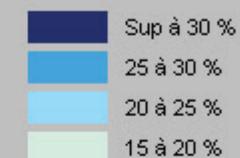
Variation de la population



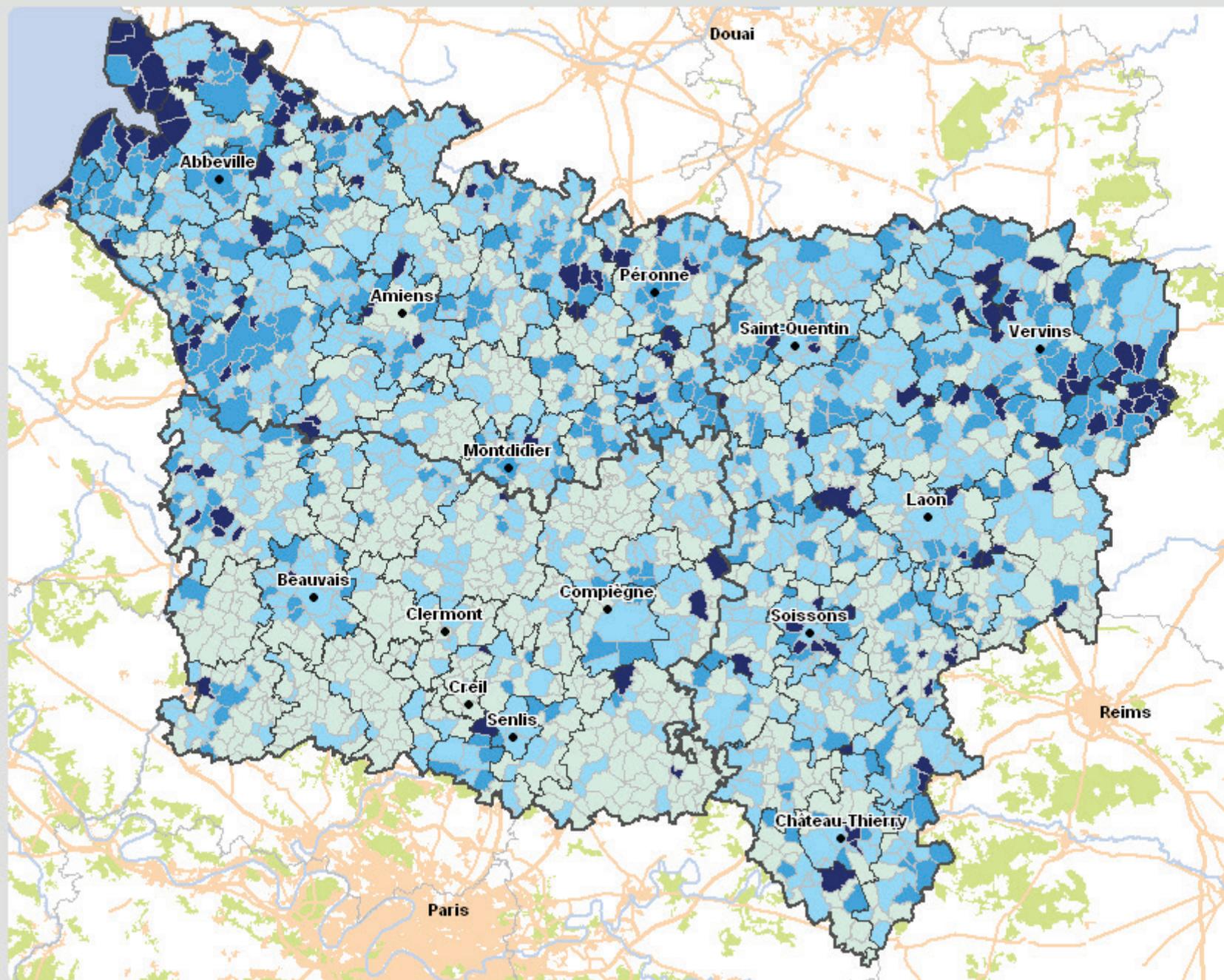
Part des 60 ans et plus par EPCI



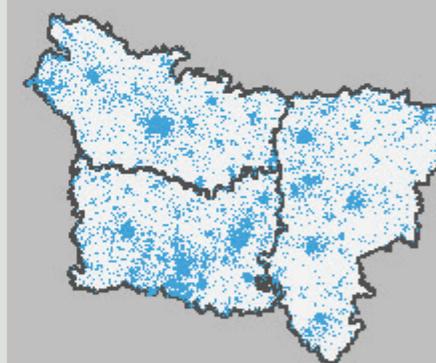
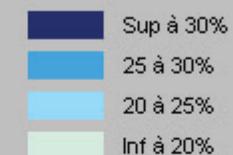
Part des 60 ans et plus
dans la population totale



Part des 60 ans et plus par commune



Part des 60 ans et plus dans la population totale



Nbre de 60 ans et plus

1 point = 50 personnes

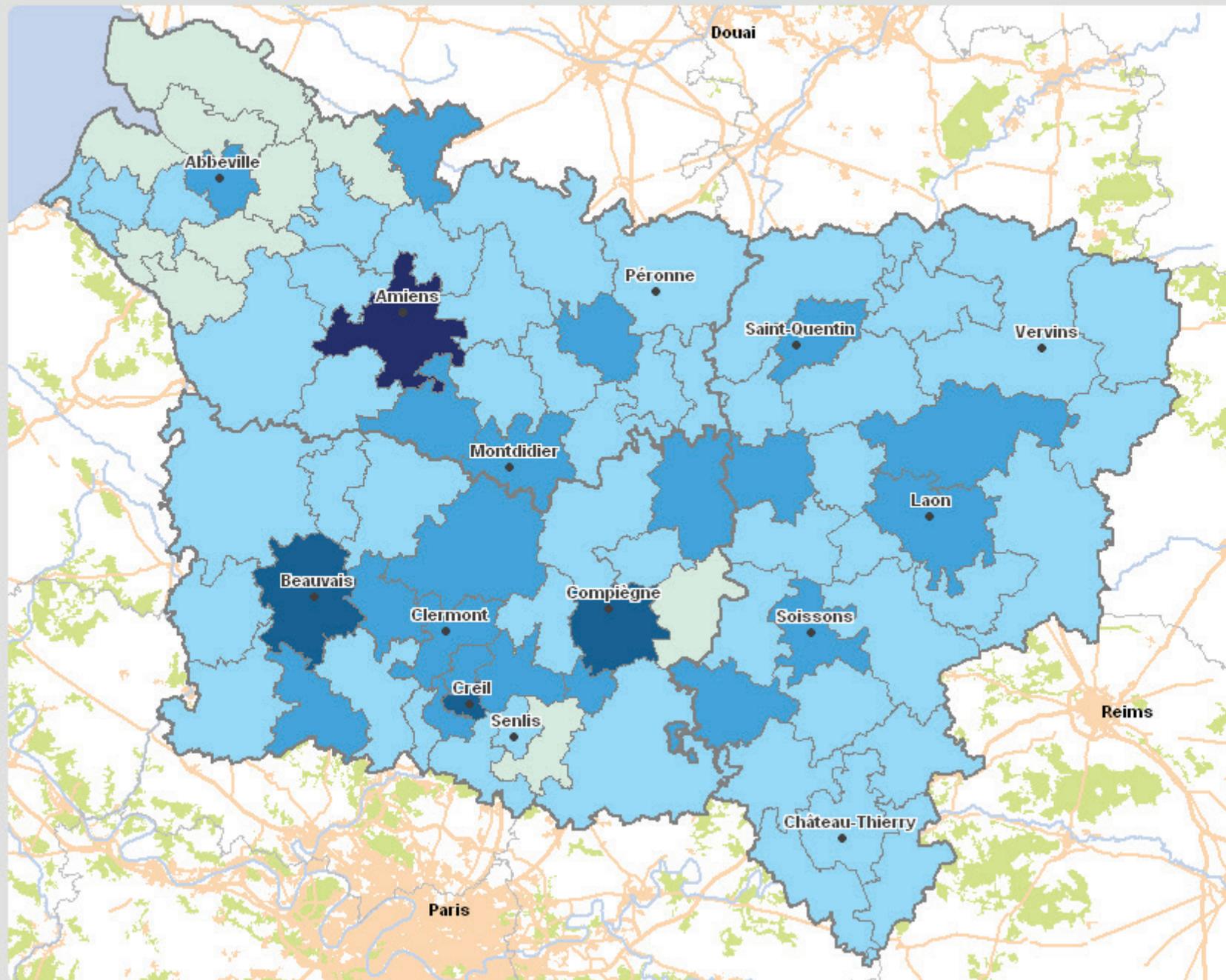
Sources : INSEE 2011

IGN - Bd Carto

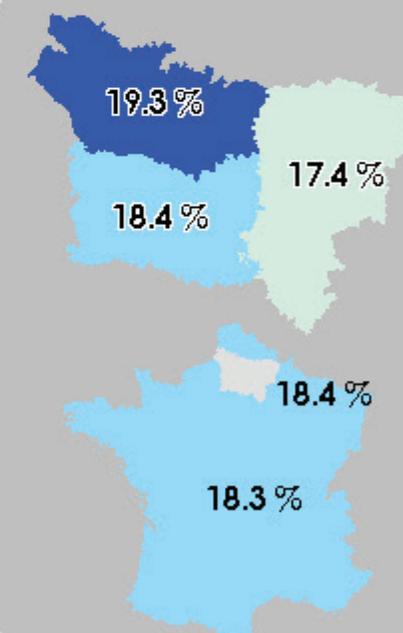
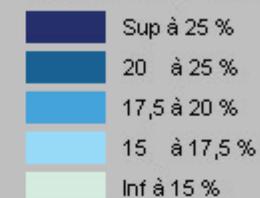
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

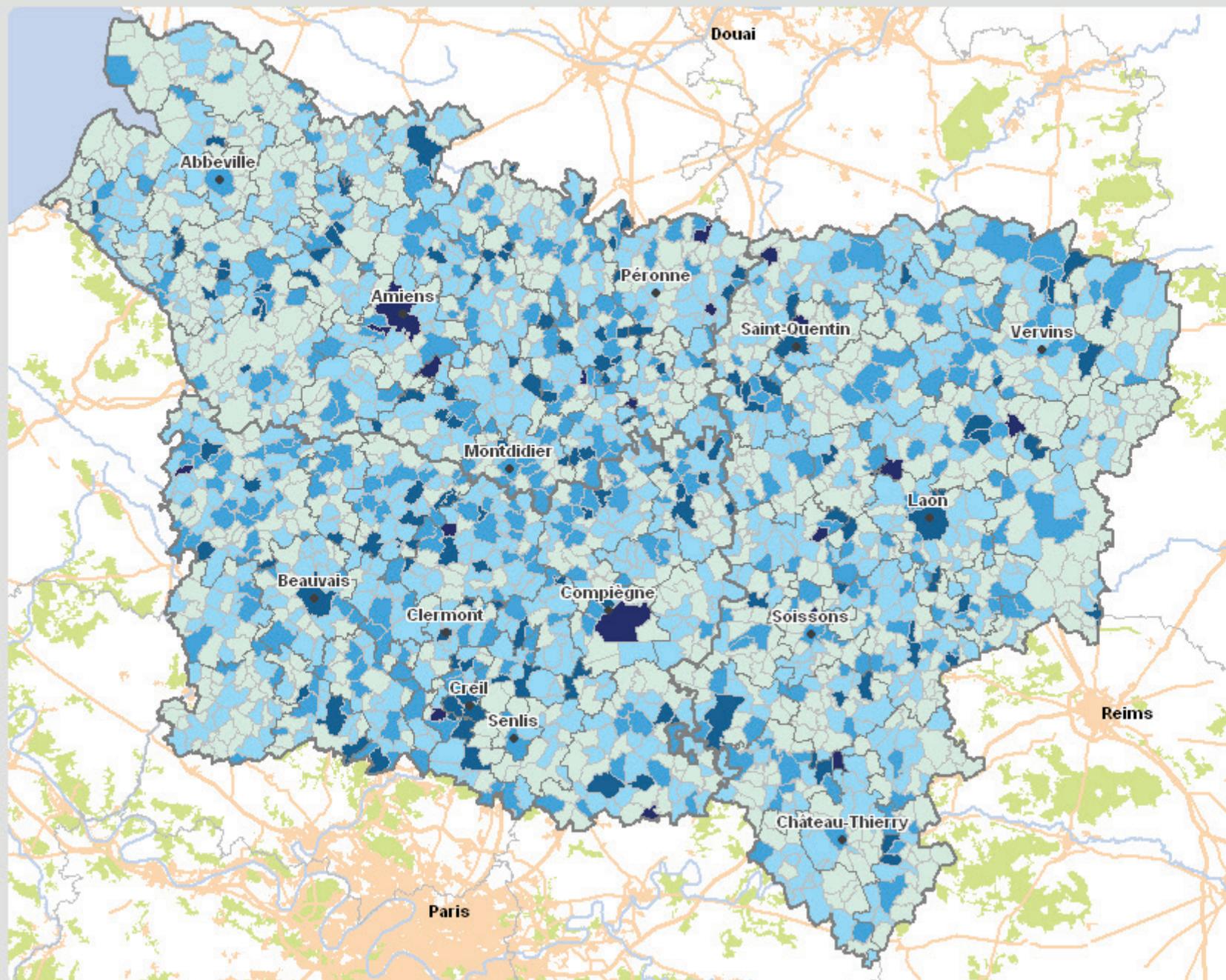
Part des 15-29 ans par EPCI



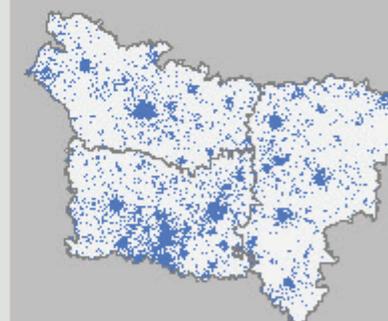
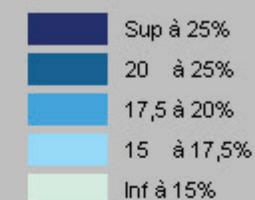
Part des 15-29 ans dans la population totale



Part des 15-29 ans par commune



Part des 15 - 29 ans dans la population totale



Nombre de 15 à 29 ans

1 point = 50 personnes

Sources : INSEE 2011

IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

Les ménages

La taille des ménages est plus importante en Picardie (2,40) qu'au niveau national (2,26). Mais en Picardie, comme partout, la baisse de la taille moyenne des ménages se poursuit. Ce phénomène de desserrement s'explique en tout premier lieu par l'allongement de la durée de vie, mais aussi par l'augmentation des situations de décohabitation (divorces, familles monoparentales,...) et la progression du célibat.

Les picards vivent plus souvent en couple que les français : 75% des 25-64 ans contre 71% en métropole. Il construisent plus tôt leur famille, dans la mesure où cette étape coïncide avec l'acquisition d'un emploi (les jeunes picards sortent plus jeune du système scolaire) : 39% des 18-29 ans ont fondé une famille en Picardie, 35% en France métropolitaine. La proportion des jeunes parents s'élève ainsi à 21% dans la région, nettement au-dessus du niveau national (16%).

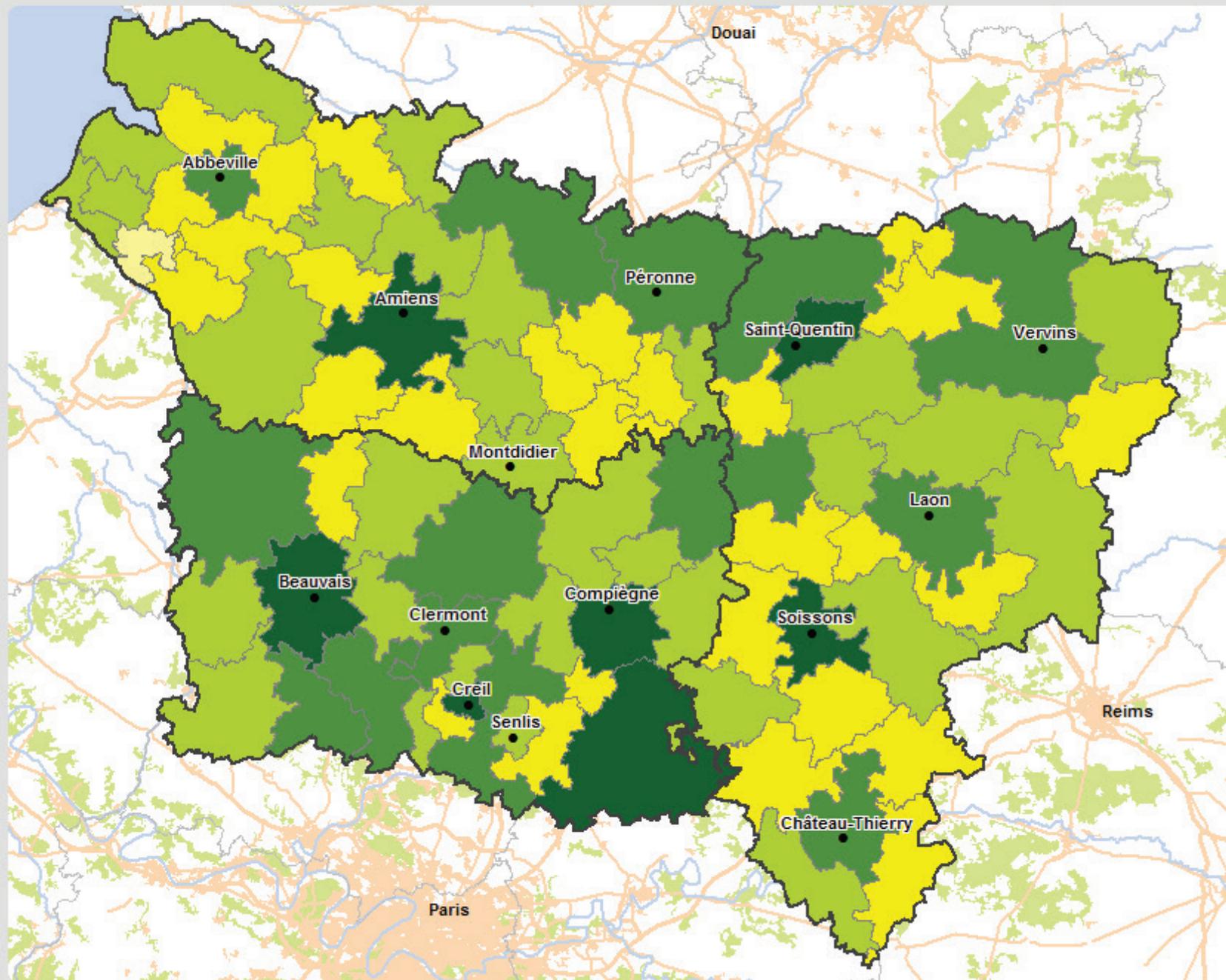
A contrario, les picards de plus de 80 ans vivent moins souvent en couple que la moyenne des français puisqu'ils vivent en moyenne moins longtemps.

Ainsi, le nombre de ménages augmente plus vite que la population. C'est le premier facteur des besoins en logements. A ce titre, même les EPCI en décroissance démographique peuvent avoir des besoins en logements, à l'exception de ceux où le nombre de ménages décroît également (en Thiérache notamment).

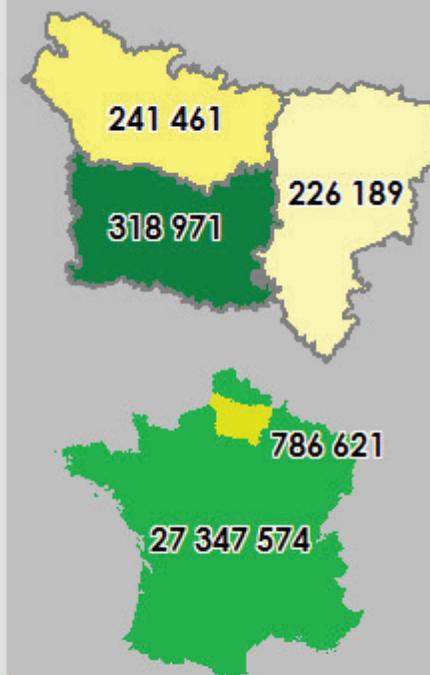
Ce développement peut se faire par la construction, mais aussi par l'utilisation du parc vacant sur les territoires où il est présent et peut être amélioré à un coût maîtrisé.

Le vieillissement de la population doit aussi faire l'objet d'une attention particulière pour adapter le parc dans un objectif de maintien à domicile.

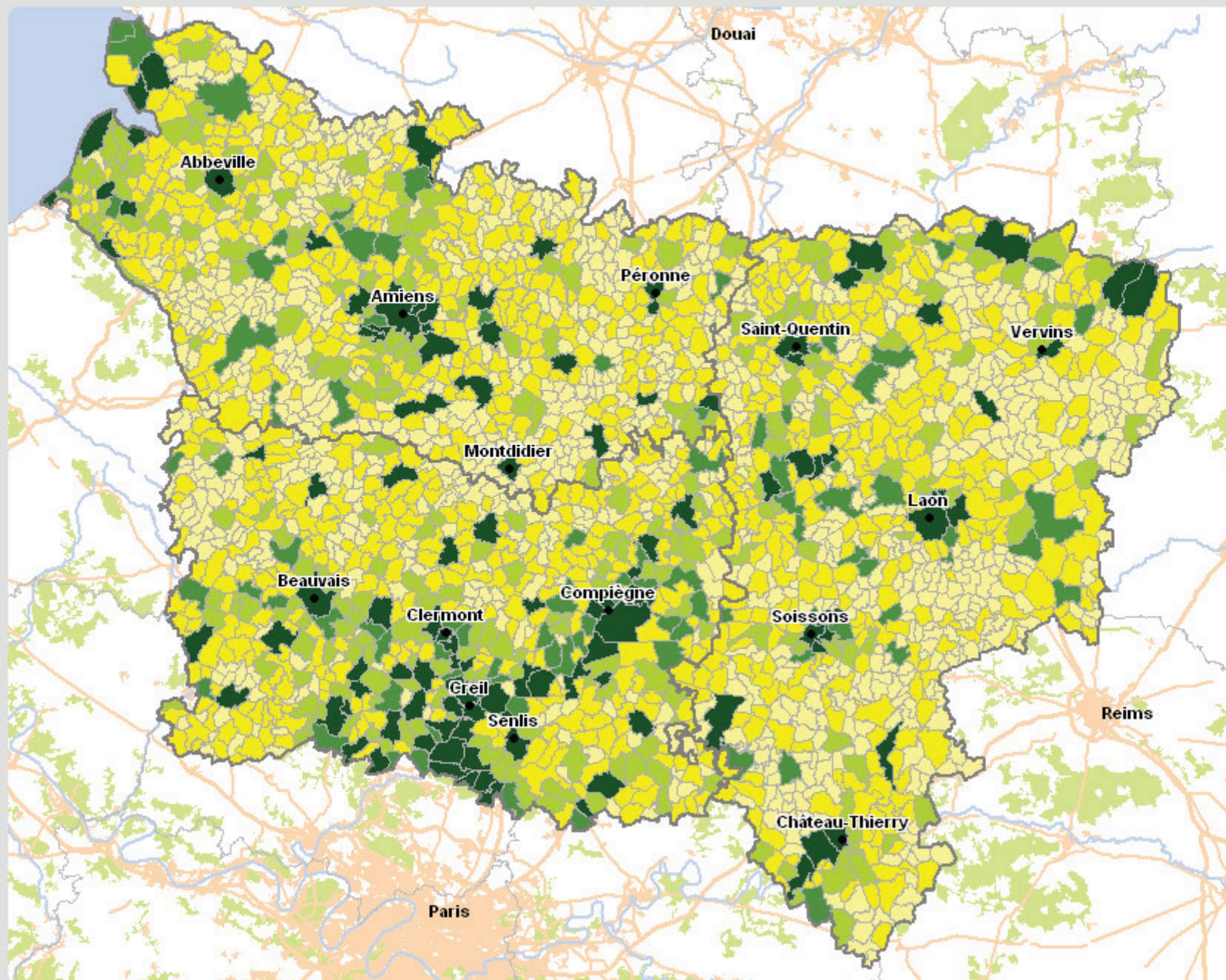
Nombre de ménages par EPCI



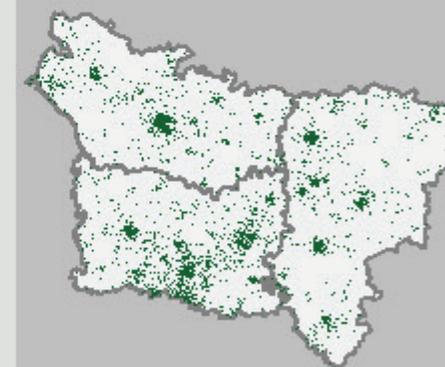
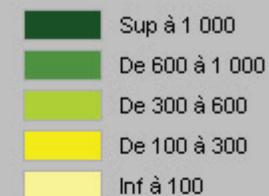
Nombre total de ménages



Nombre de ménages par commune



Nombre total de ménages



Densité du nombre de ménages

 1 point = 200 ménages

Sources : INSEE 2011

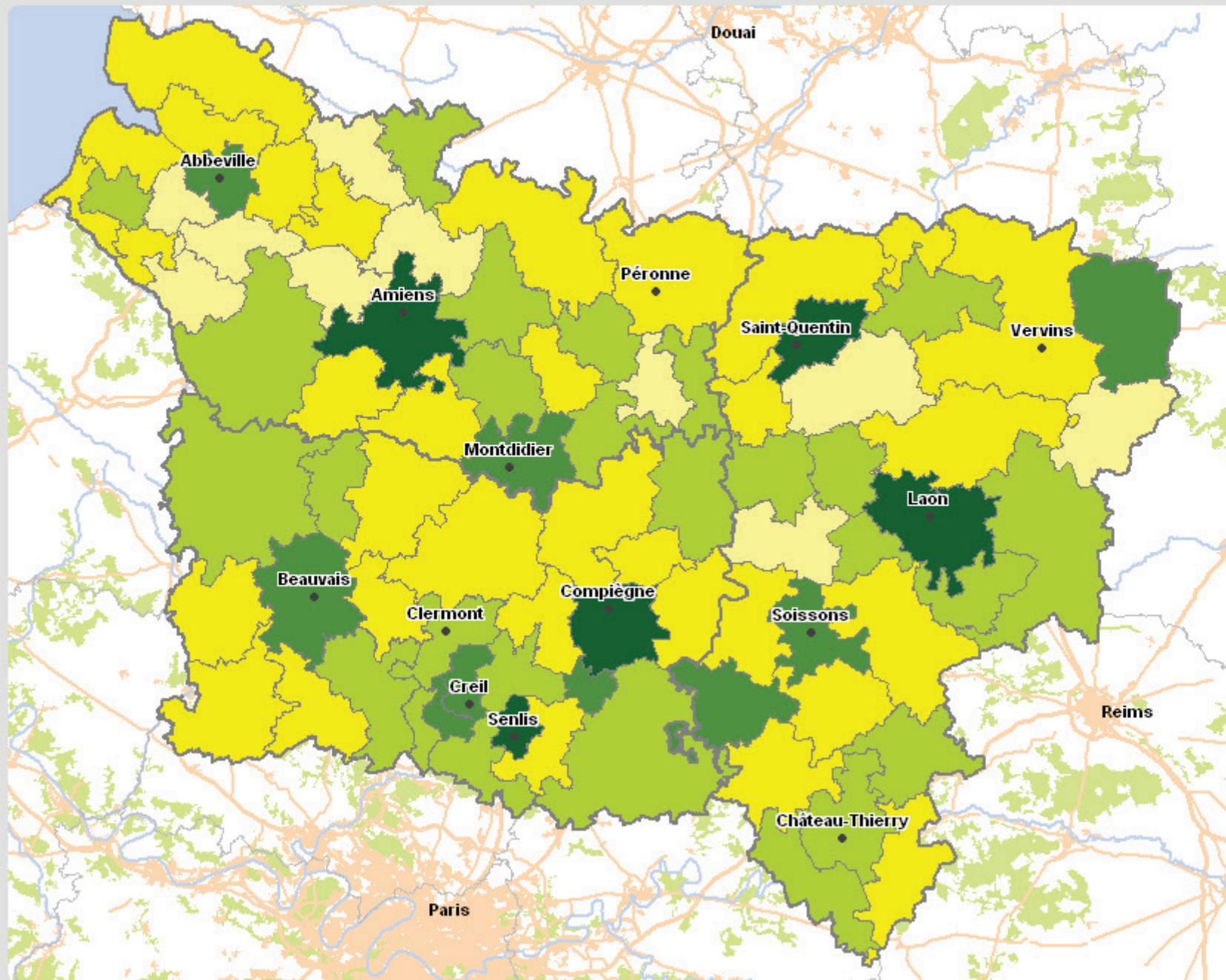
IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

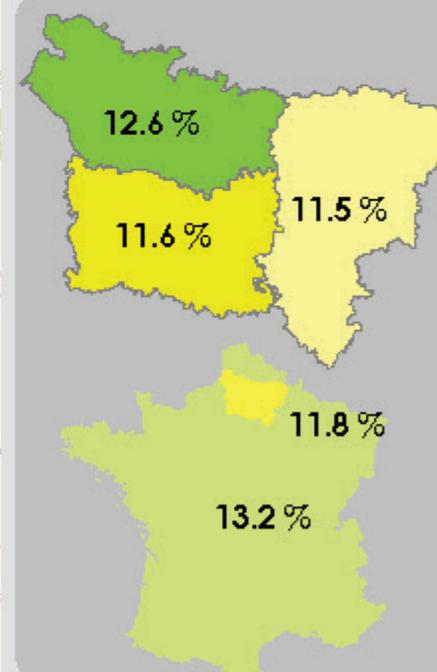
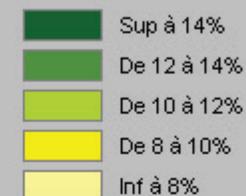
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

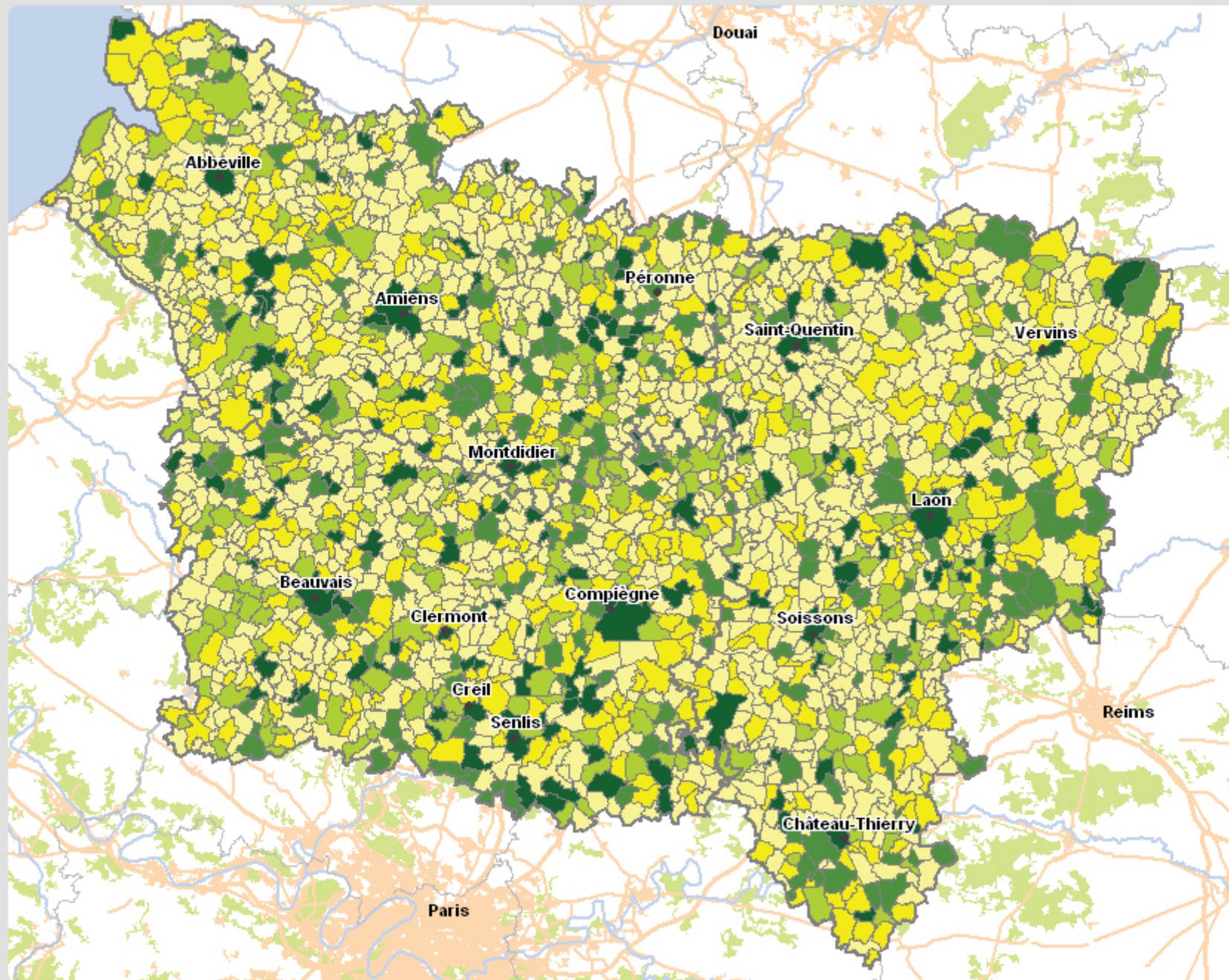
Part des ménages installés depuis moins de deux ans par EPCI



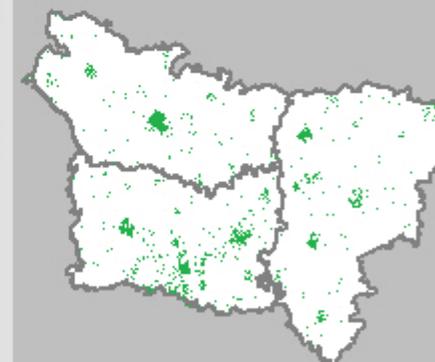
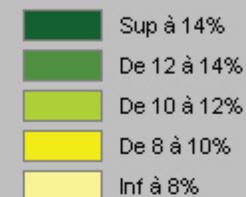
Taux des ménages installés depuis moins de deux ans dans le nombre total des ménages



Part des ménages installés depuis moins de deux ans par commune



Taux des ménages installés depuis moins de deux ans dans le nombre total des ménages



Densité des ménages installés depuis moins de 2 ans



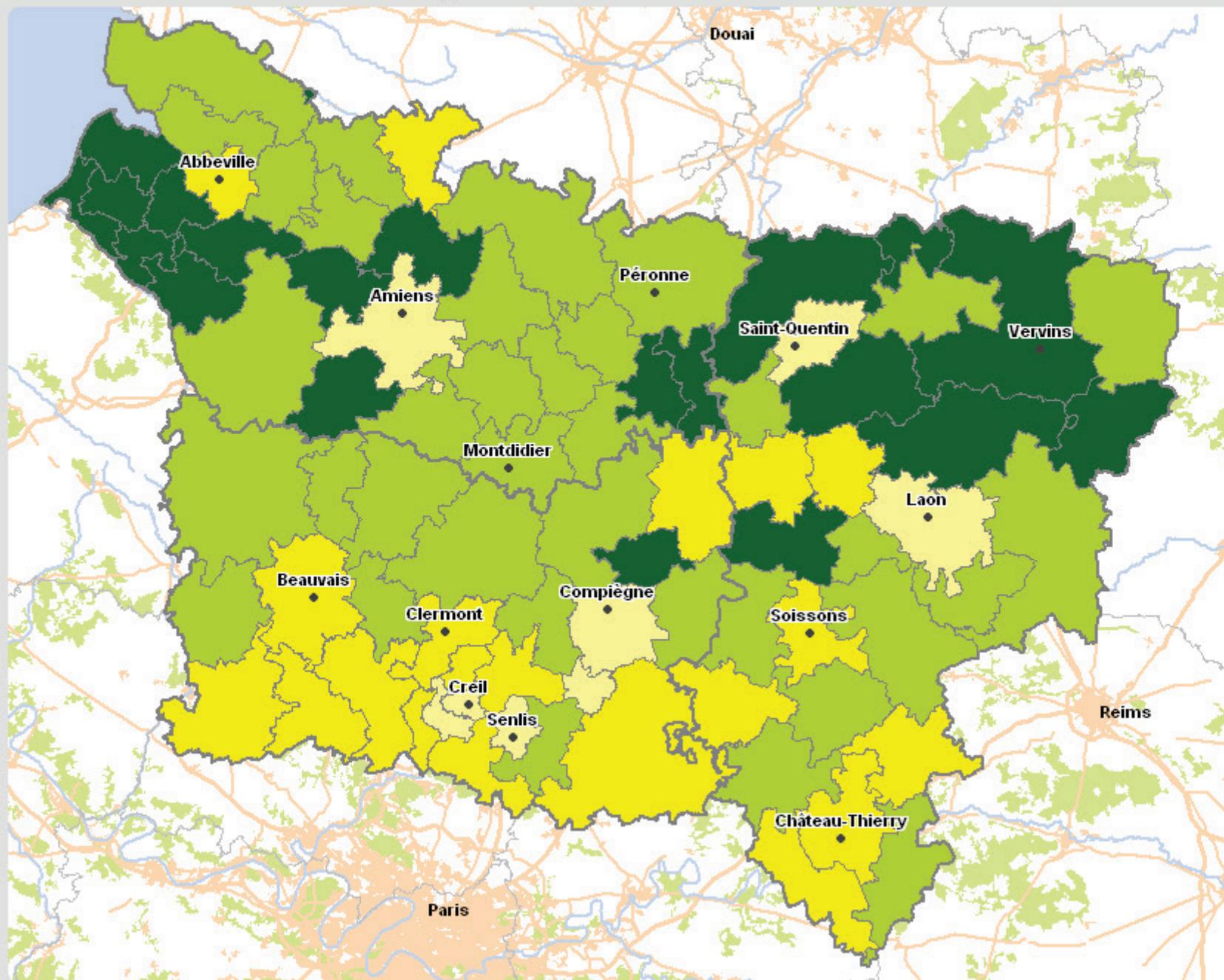
Sources : INSEE 2011

IGN - Bd Carto

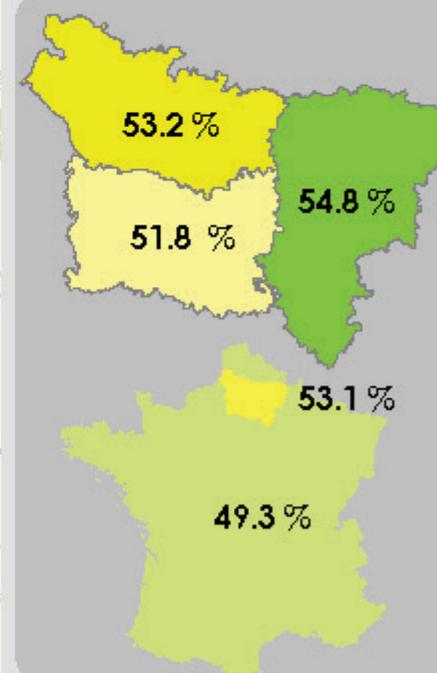
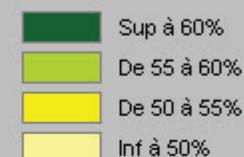
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

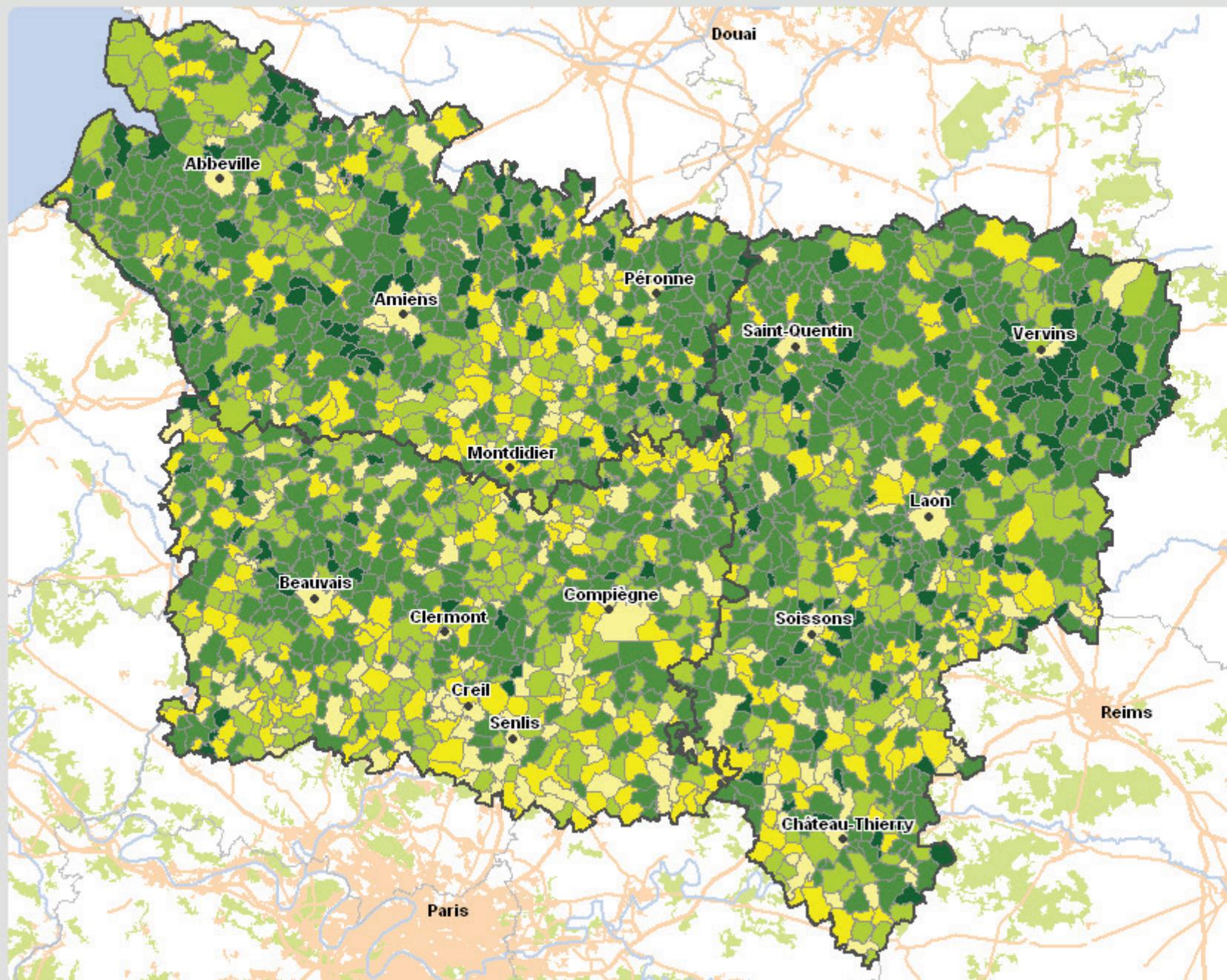
Part des ménages installés depuis dix ans et plus par EPCI



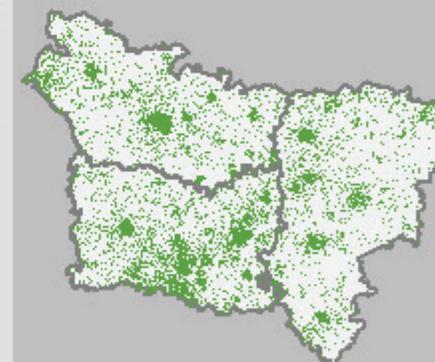
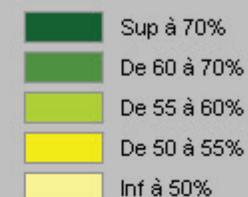
Taux des ménages installés depuis au moins dix ans dans le nombre total des ménages



Part des ménages installés depuis dix ans et plus par commune



Taux des ménages installés depuis au moins dix ans dans le nombre total des ménages



Densité des ménages installés depuis au moins 10 ans



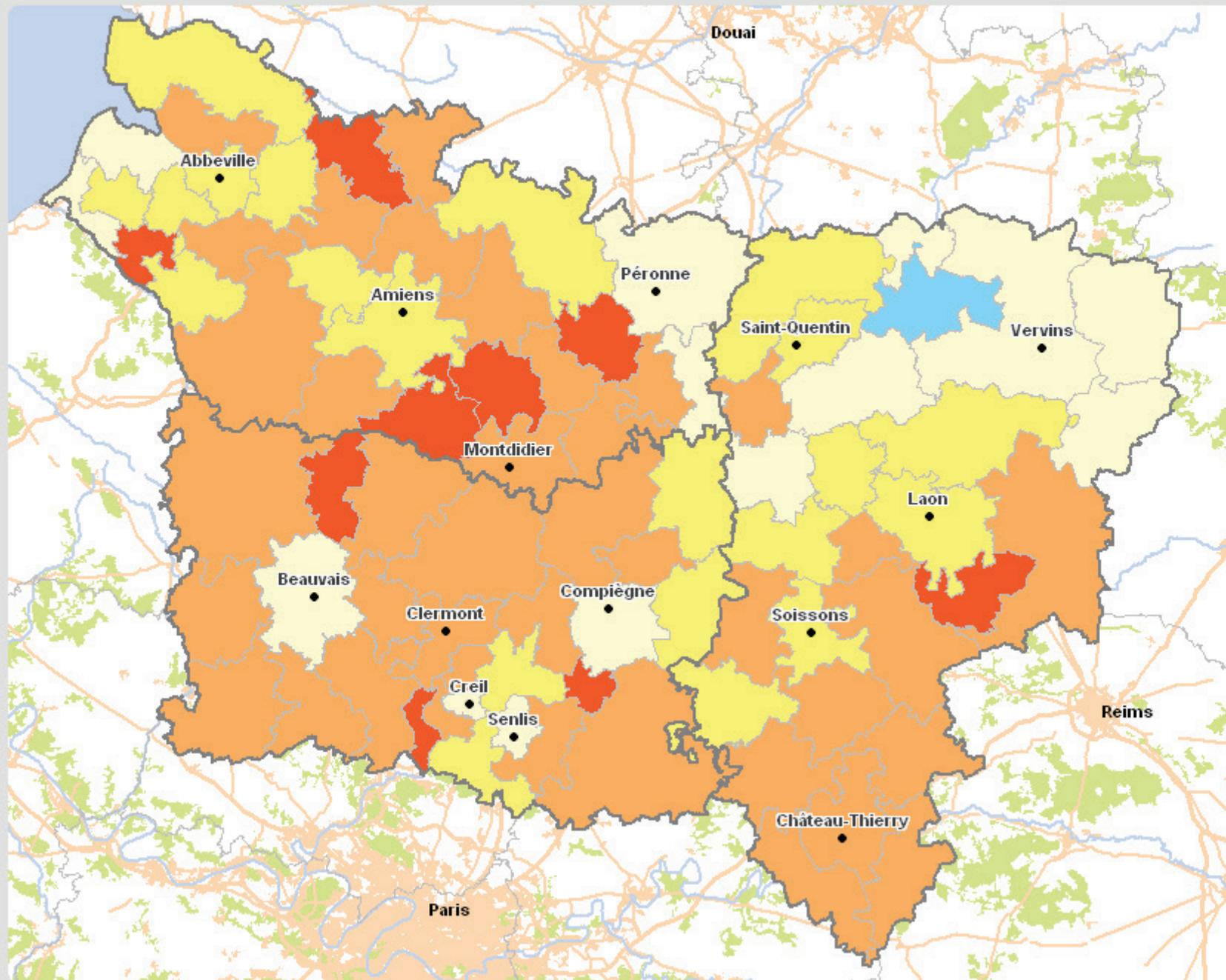
Sources : INSEE 2011

IGN - Bd Carto

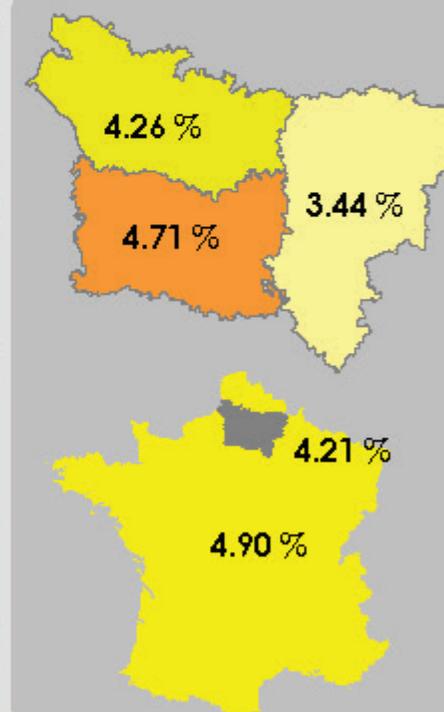
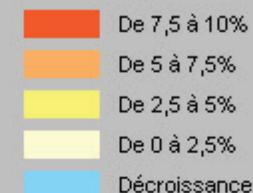
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

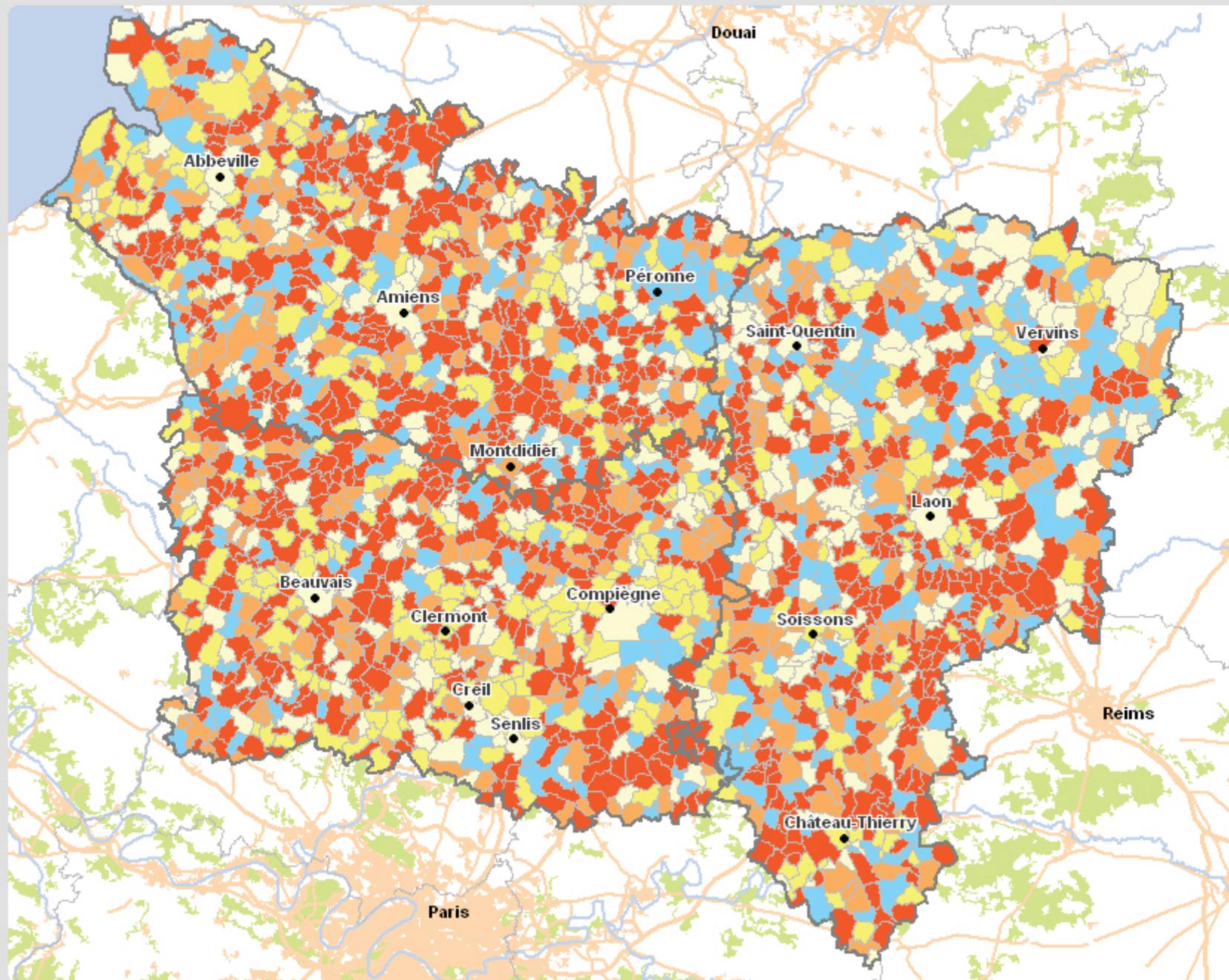
Evolution du nombre de ménages 2006-2011 par EPCI



Taux d'évolution du nombre
de ménages 2006-2011

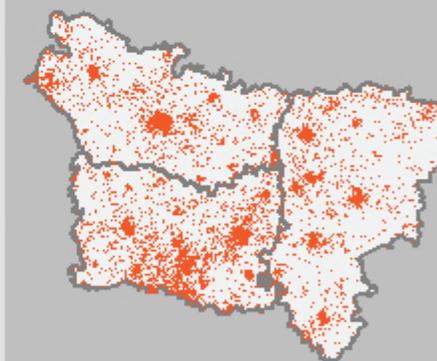


Evolution du nombre de ménages 2006-2011 par commune



Taux d'évolution du nombre
de ménages 2006-2011

- Sup à 7,5%
- De 5 à 7,5%
- De 2,5 à 5%
- De 0 à 2,5%
- Décroissance



Densité du nombre de ménages
en 2011

- 1 point = 100 ménages

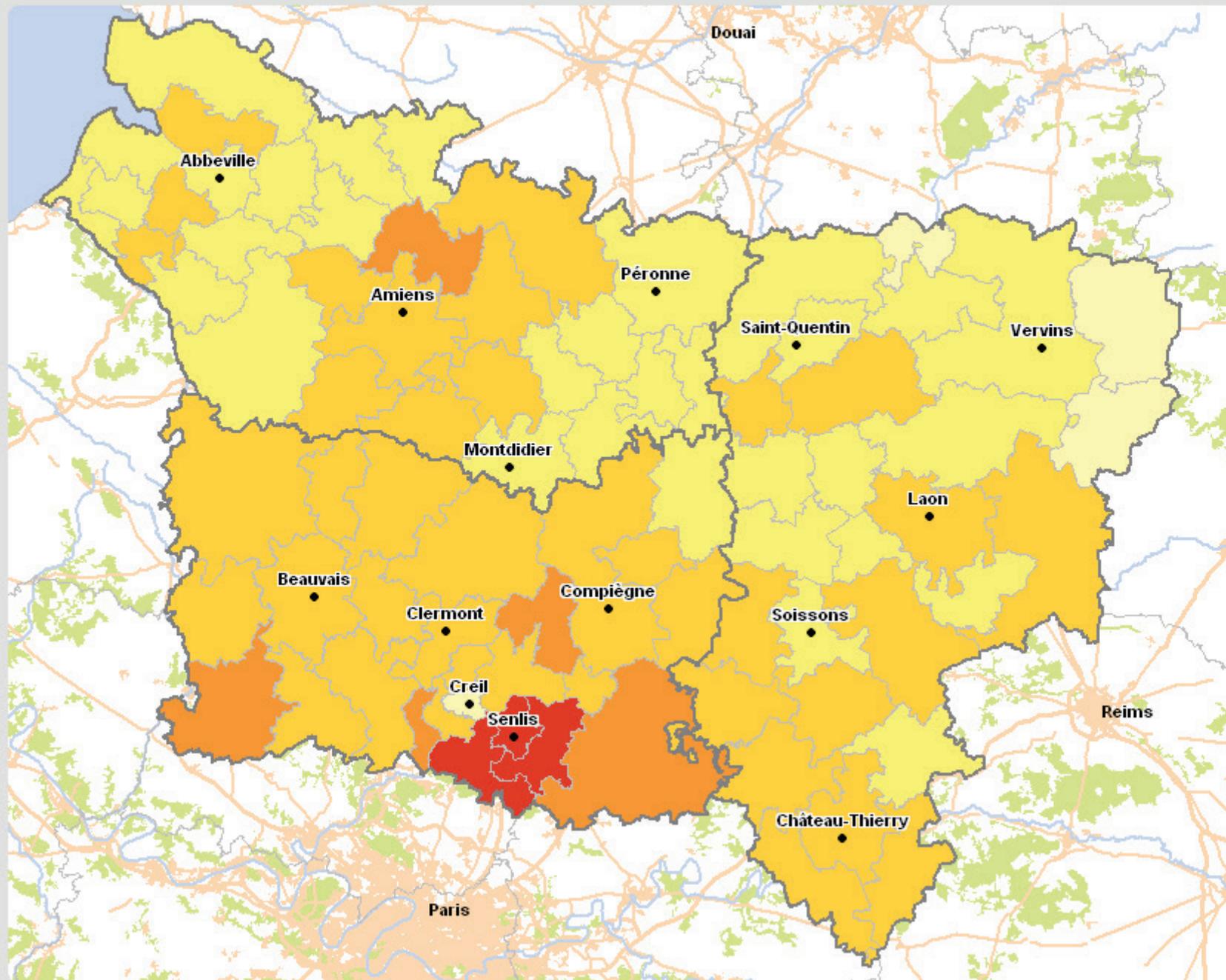
Sources : INSEE 2011

IGN - Bd Carto

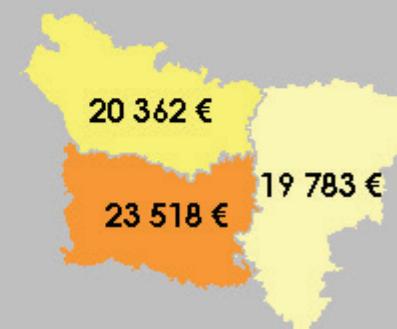
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

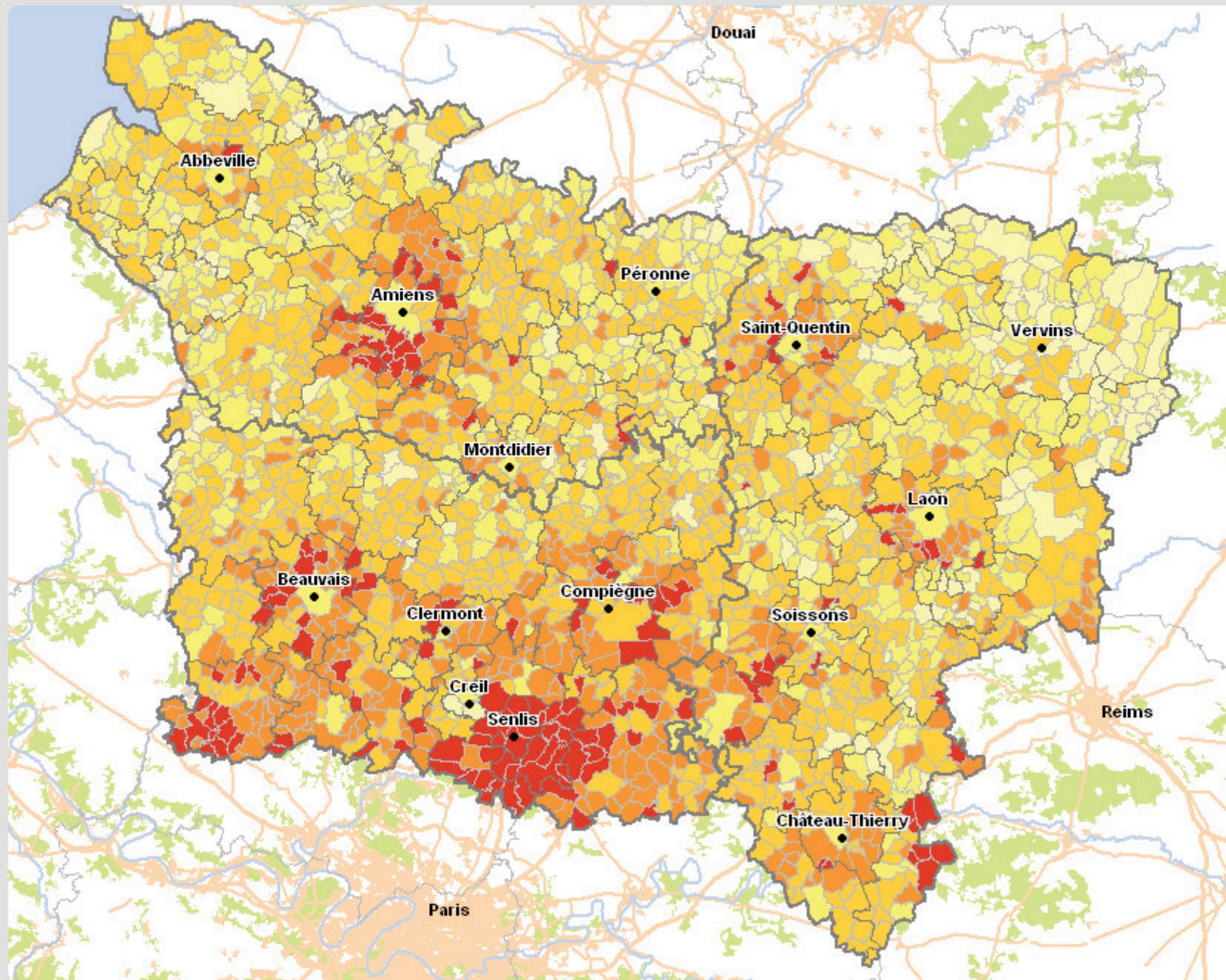
Revenu moyen des foyers fiscaux par EPCI



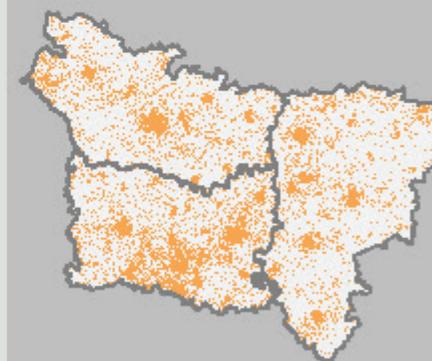
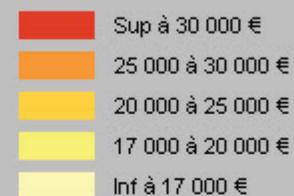
Revenu annuel moyen
par foyer fiscal



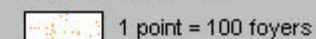
Revenu moyen des foyers fiscaux par commune



Revenu annuel moyen par foyer fiscal



Densité du nombre de foyers fiscaux



L'emploi et les dynamiques résidentielles

La région compte 679 000 emplois en 2011. L'emploi se développe beaucoup moins qu'au niveau national, avec des répercussions socio-économiques bien perceptibles. De plus, cette progression a aussi contribué à accentuer les inégalités territoriales. Les grands pôles de la région ont renforcé leur attractivité grâce à de nouveaux emplois et une bonne accessibilité notamment en train tandis que les petits pôles (la Thiérache, le Santerre et le Chaunois) ont cumulé un potentiel d'emplois insuffisant et une forte dépendance à l'automobile.

La part des sans diplôme dans la population active et le taux d'illettrisme sont bien plus élevés en Picardie que dans la moyenne nationale. Ce faible niveau de formation des picards constitue un handicap majeur dans le parcours d'insertion professionnelle.

Parmi la population des 15-64 ans, 10% sont chômeurs (8,9% en France métropolitaine).

La Picardie est la première région de France en terme de déplacements domicile-travail : 71% travaillent hors de leur commune de résidence dont 18% hors de la région. La population augmente en milieu rural alors que l'emploi se concentre en milieu urbain.

Pour 77% de ces migrants, le déplacement a lieu en voiture. Les transports en commun sont surtout utilisés par les urbains ou pour les longs trajets et même dans ces cas, ils ne se substituent pas intégralement à la voiture.

Répartition de l'emploi par catégorie socio-professionnelle en Picardie

Avec 18 100 salariés en 2009, la filière du tourisme compte autant d'effectifs que ceux des trois principaux secteurs industriels de Picardie (fabrication de denrées alimentaires, fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, métallurgie).

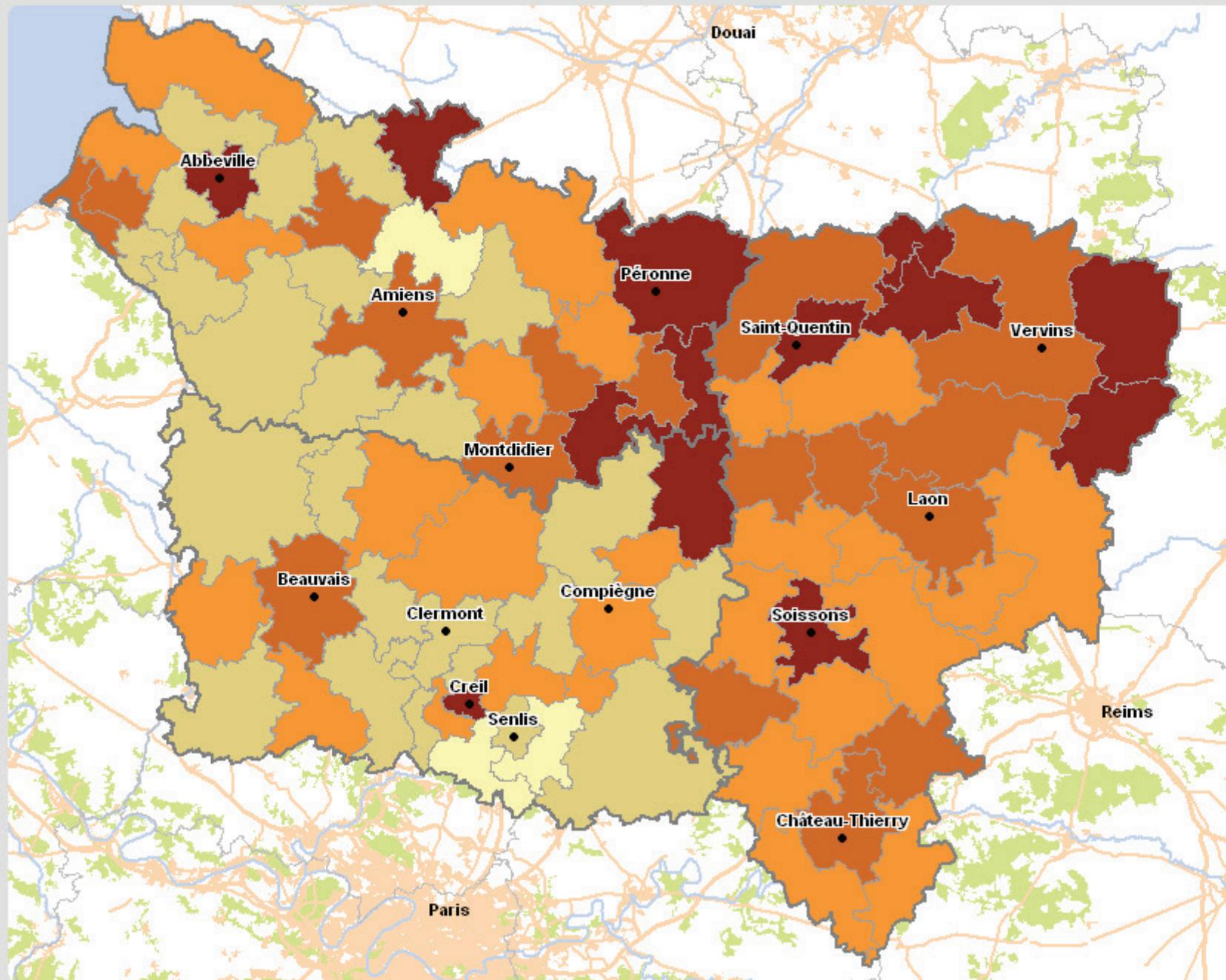
La présence importante de retraités et le développement des activités touristiques sont spécifiques au littoral.

La croissance du PIB est inférieure à celle de la France. La crise économique a eu des effets plus défavorables sur l'économie picarde que dans la plupart des autres régions, pénalisée par le poids de certains secteurs industriels en perte de vitesse au niveau national mais aussi par son moindre dynamisme démographique.

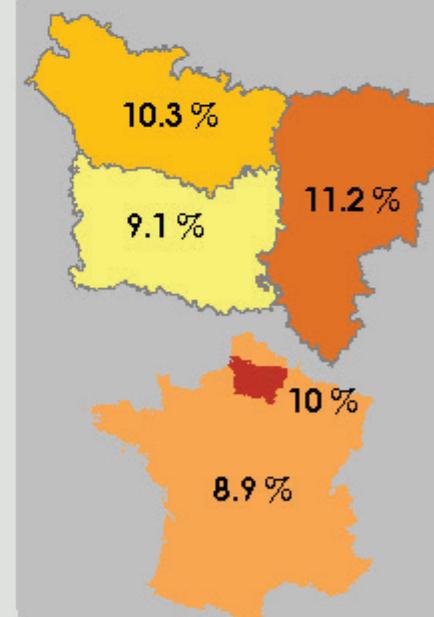
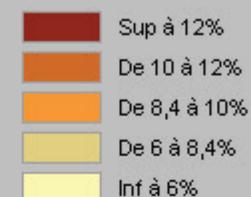


Sources : Insee, RP2006 et RP2011 exploitations complémentaires lieu de travail.

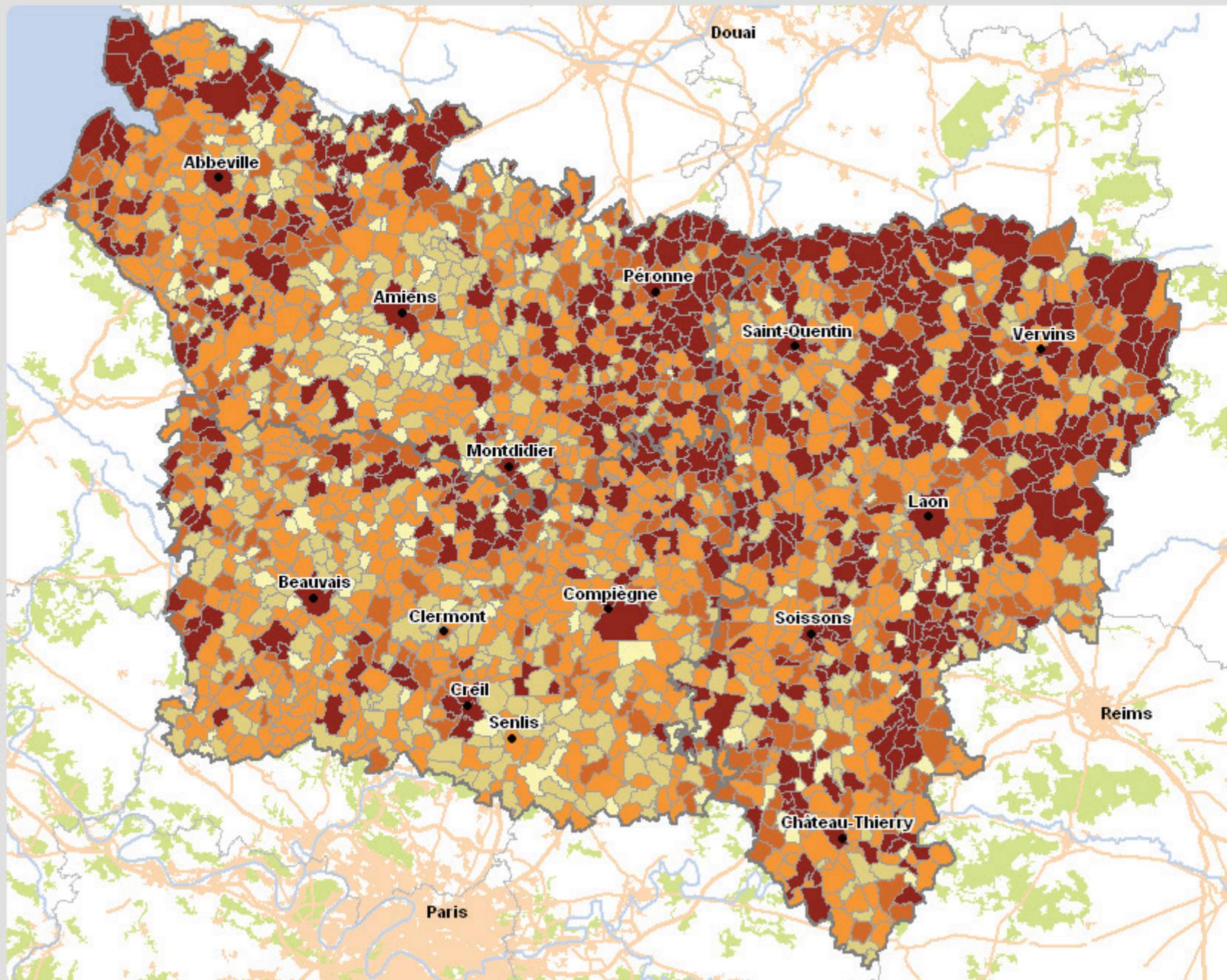
Part des chômeurs de 15-64 ans par EPCI



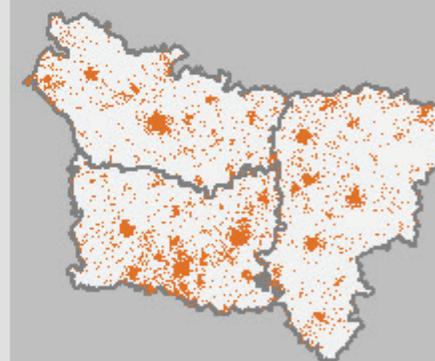
Part des chômeurs dans la population des 15-64 ans



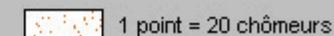
Part des chômeurs de 15-64 ans par commune



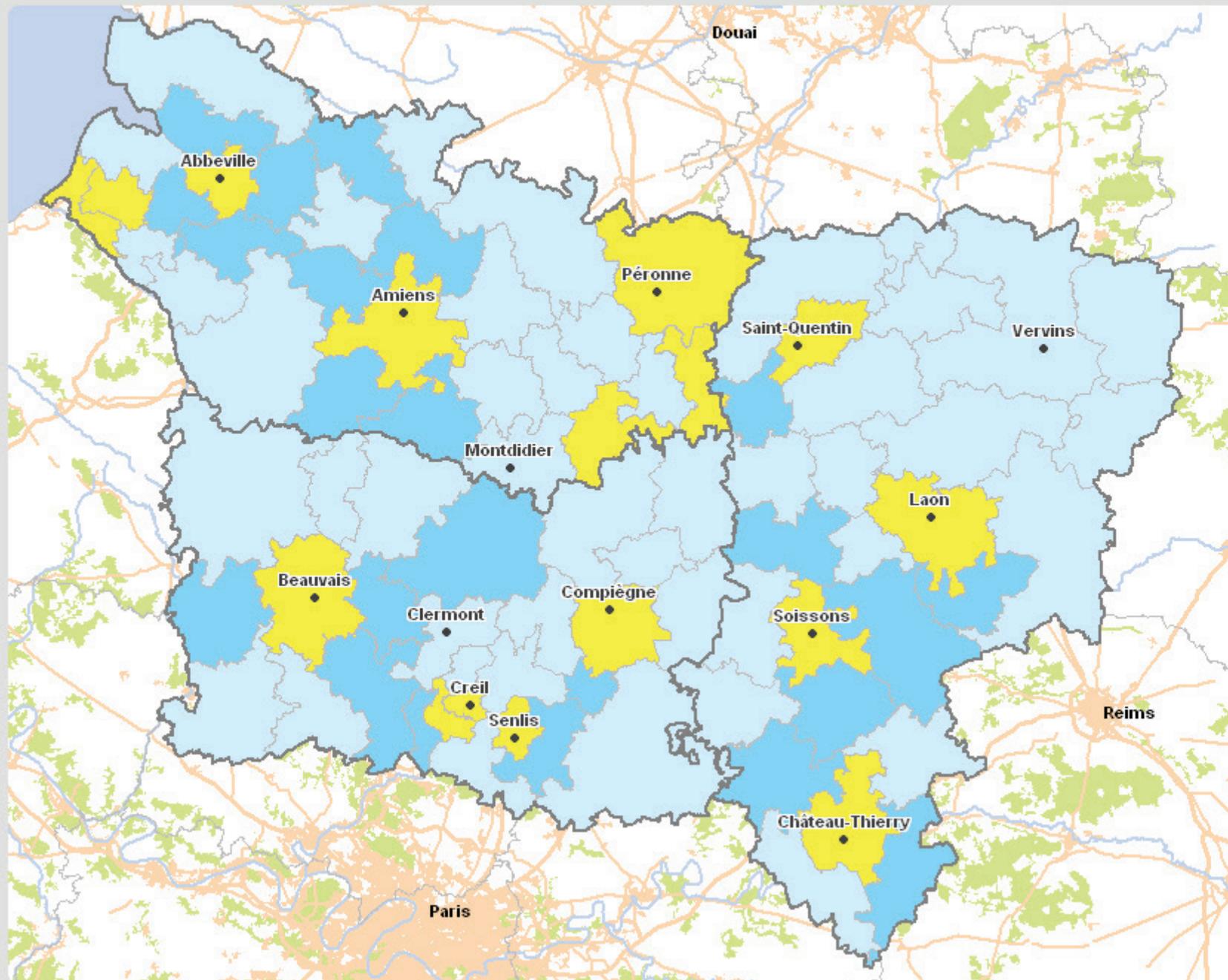
Part des chômeurs dans la population des 15-64 ans



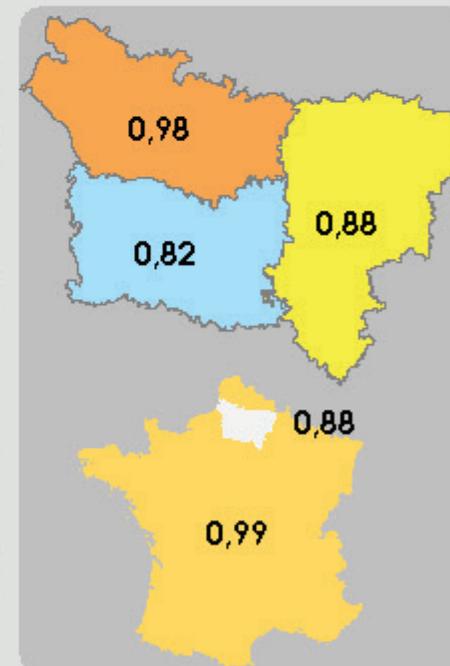
Densité du nombre de chômeurs



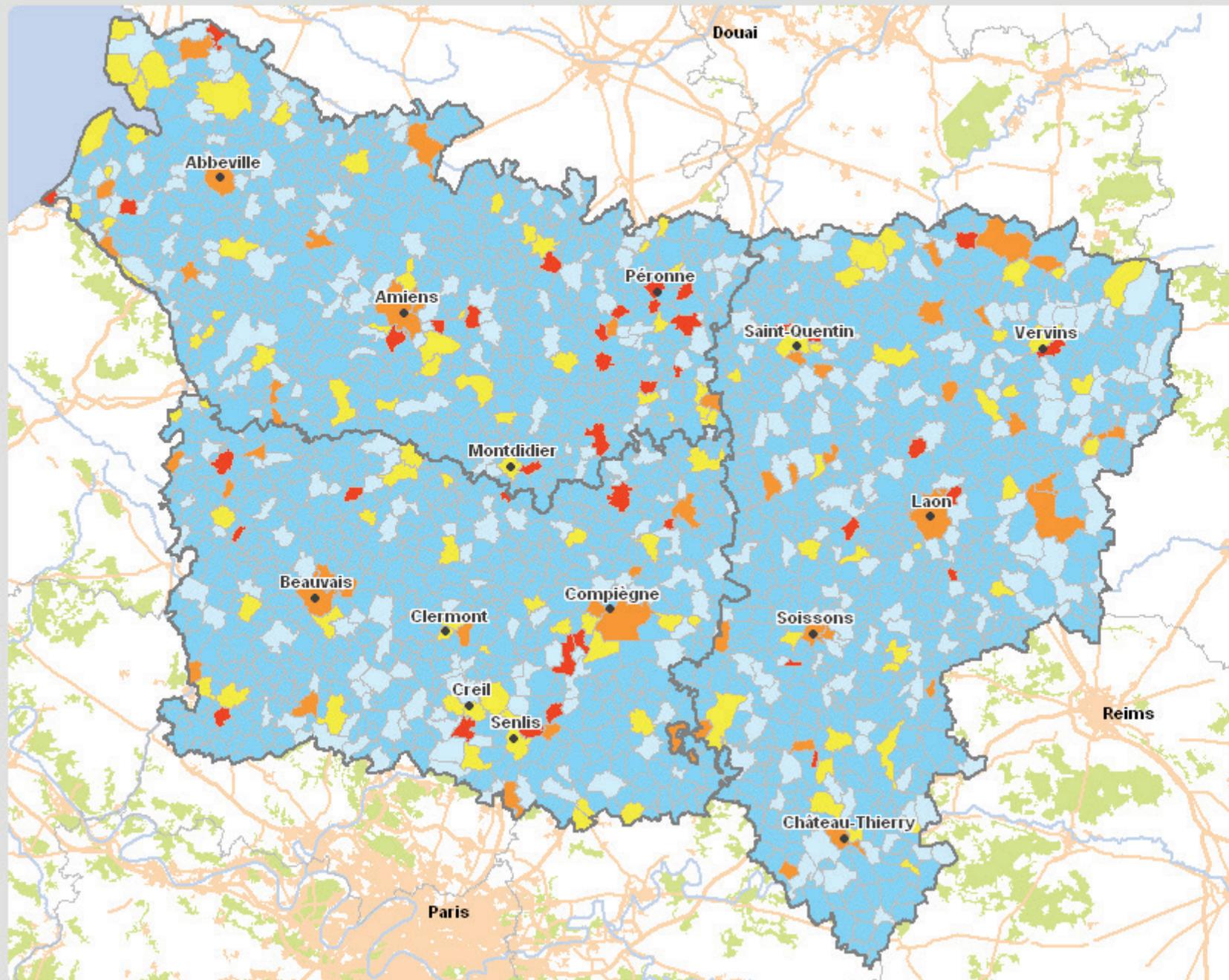
Indice de concentration d'emploi par EPCI



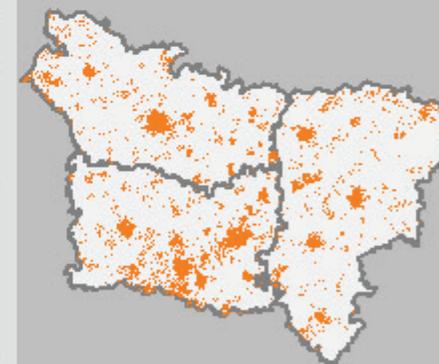
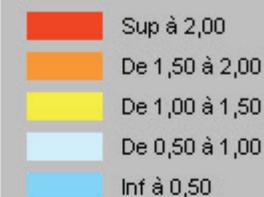
Indice de concentration d'emploi



Indice de concentration d'emploi par commune



Indice de concentration d'emploi



Densité du nombre d'emploi au lieu de travail en 2011

● 1 point = 100 emplois au LT

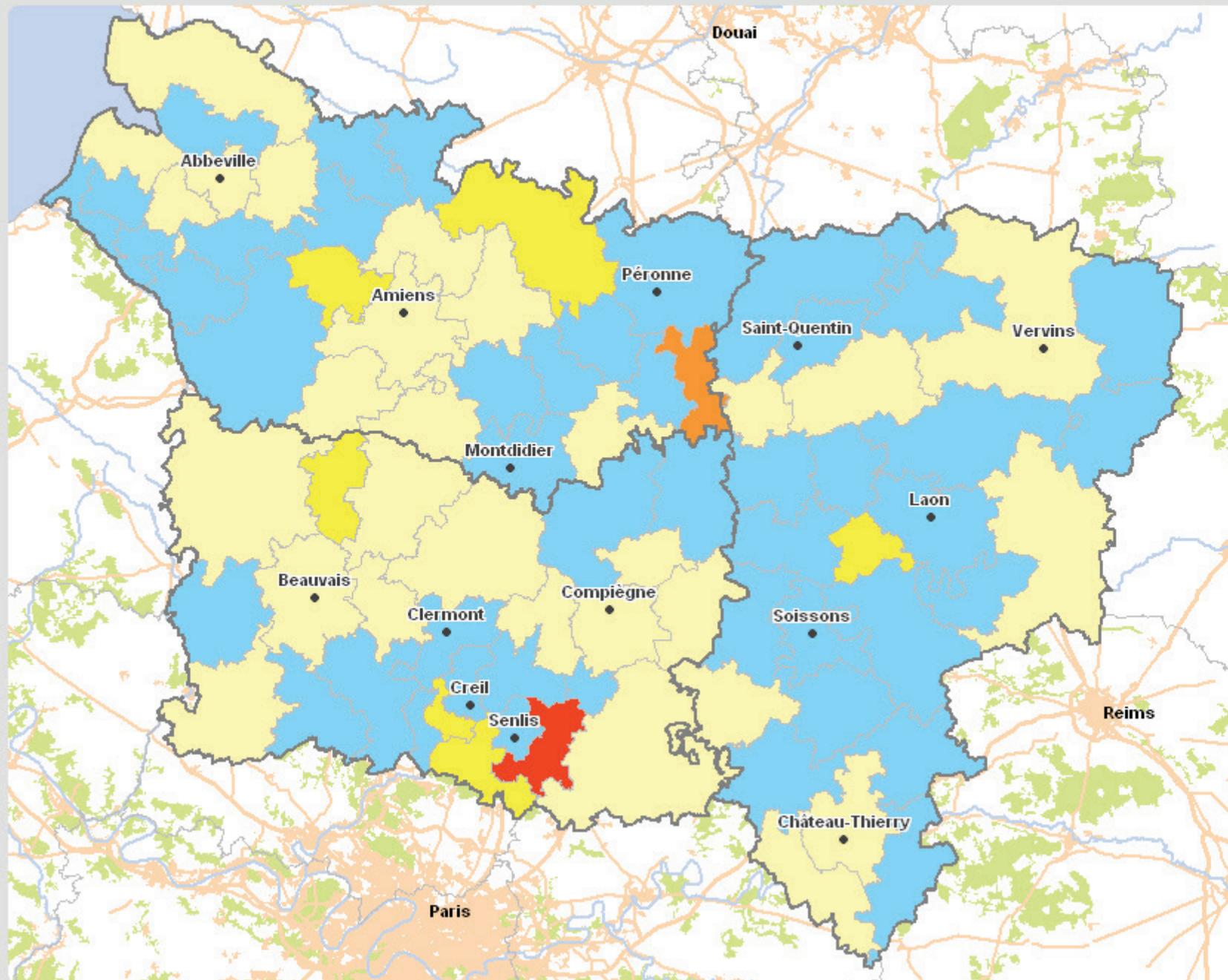
Sources : INSEE 2011

IGN - Bd Carto

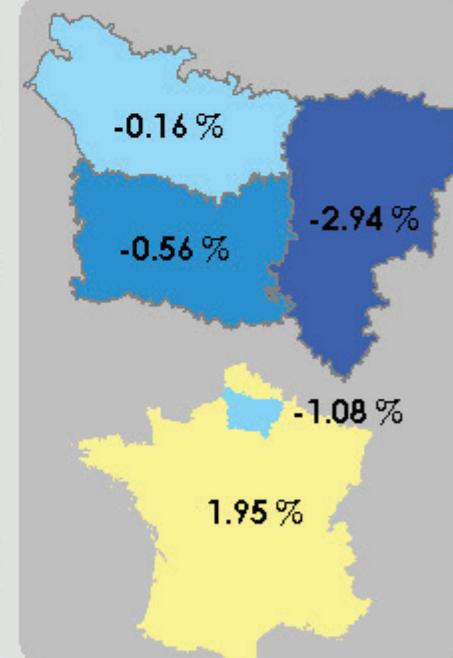
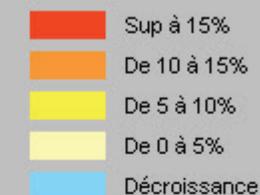
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

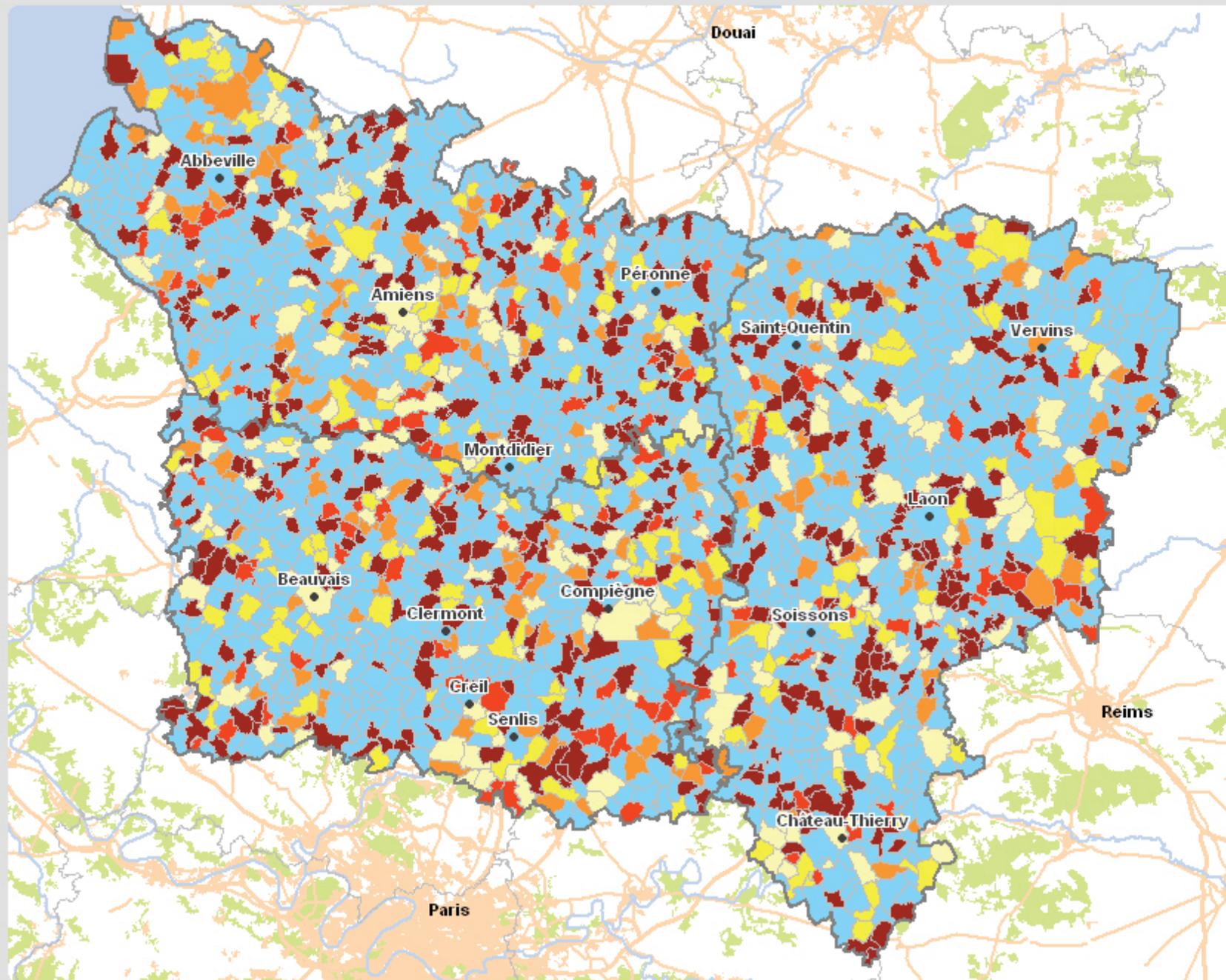
Evolution du nombre d'emplois au lieu de travail par EPCI 2006-2011



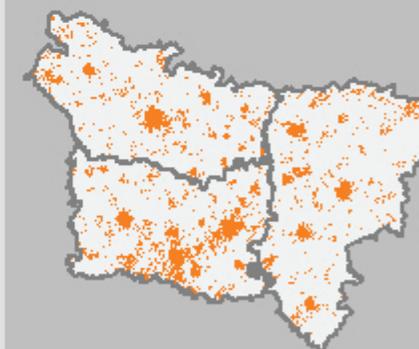
Evolution du nombre d'emplois au lieu de travail 2006-2011



Evolution du nombre d'emplois au lieu de travail par commune 2006-2011



Evolution du nombre d'emplois au lieu de travail 2006-2011



Densité du nombre d'emplois au lieu de travail en 2011

1 point = 100 emplois au LT

Le parc de logements

La région Picardie compte 890 000 logements en 2011. Ce parc a augmenté de 5% entre 2006 et 2011. 43 000 logements neufs ont été construits sur cette période.

Sur le littoral, le dynamisme de la construction se justifie par un important développement touristique. Dans l'Oise, hormis le Parc Naturel Régional Oise Pays de France (PNROPF), et le péri-urbain amiénois, les ménages sont à la recherche d'un foncier à des prix abordables, en s'éloignant des métropoles. Cet éloignement des centres urbains est facteur de difficultés sociales pour les ménages modestes. En effet, le budget transport est fréquemment sous-estimé. Cet étalement urbain et cette péri-urbanisation vont à l'encontre des principes du développement durable : les gaz à effet de serre (GES) générés par ces déplacements, la consommation d'espace agricole, le mitage....

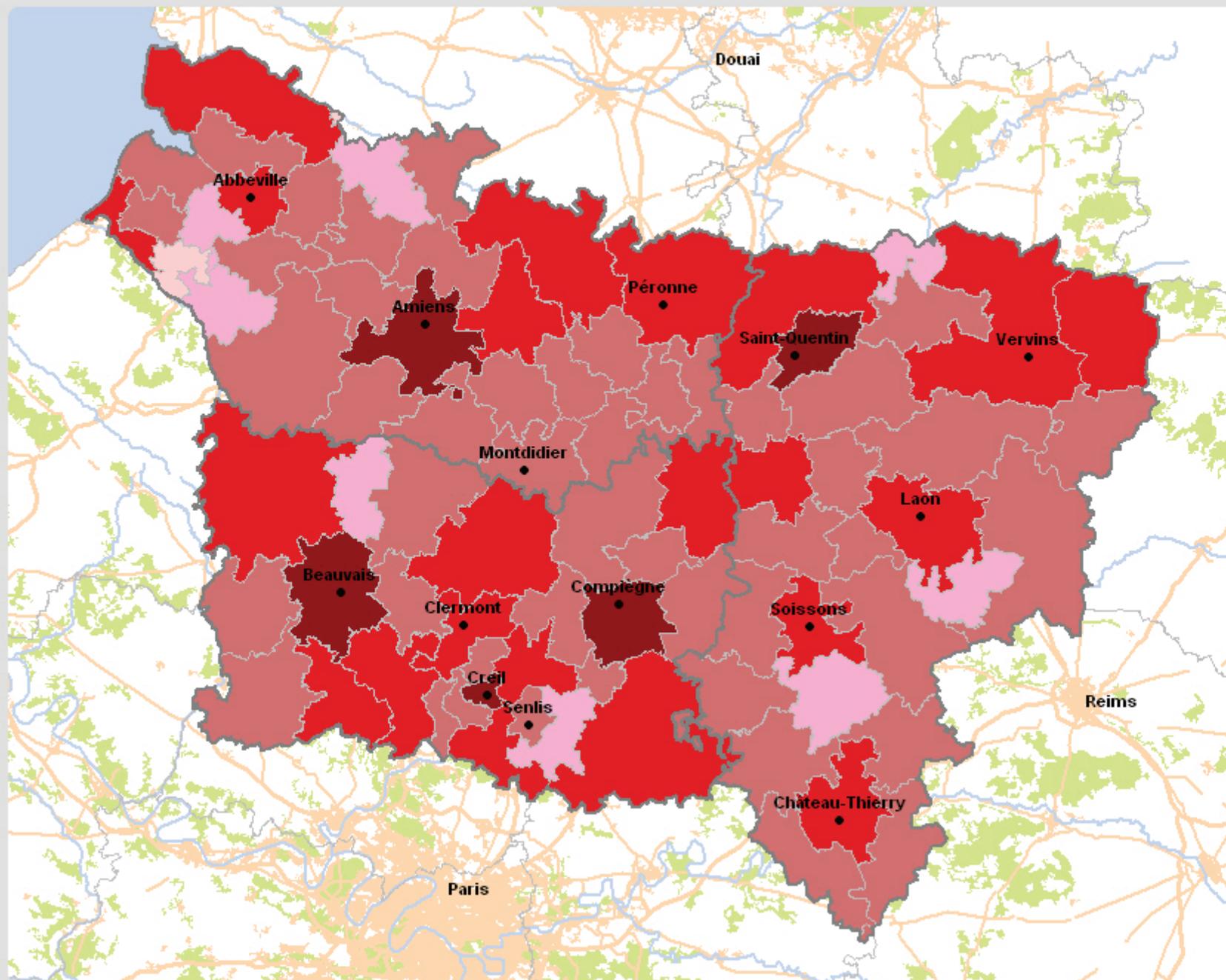
La proportion de résidences principales est de 88% (83% dans le reste de la France).

Le taux de logements vacants, de 7%, est identique à la moyenne nationale. Le nord de l'Aisne et l'est de la Somme sont particulièrement concernés par la vacance. Cette situation est à relier avec l'ancienneté et la vétusté du parc, le nombre de logements récents qui continue de progresser, alors que la population n'augmente plus. La faible vacance observée dans le sud de l'Oise montre la pression existante. Elle s'explique par la proximité avec l'Ile de France.

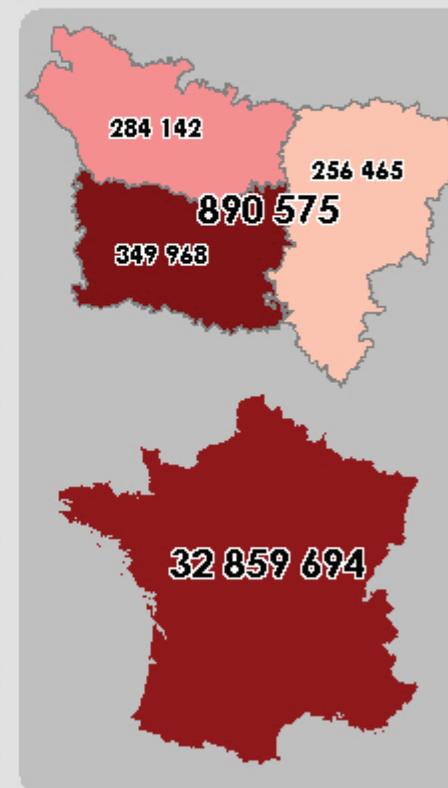
Le parc des résidences secondaires occupe 5% des logements. Il est principalement situé sur le littoral. Deux communes axonaises, Chamouille et Neuville-sur-Ailette, comptent chacune environ 85% de résidences secondaires ou occasionnelles suite à l'installation du « Center Parc de l'Ailette ».

Le parc est globalement dominé par des maisons individuelles (73%), nettement supérieur à la moyenne de France métropolitaine qui est de 57%. Cela se justifie par le caractère rural de la région et une péri-urbanisation soutenue.

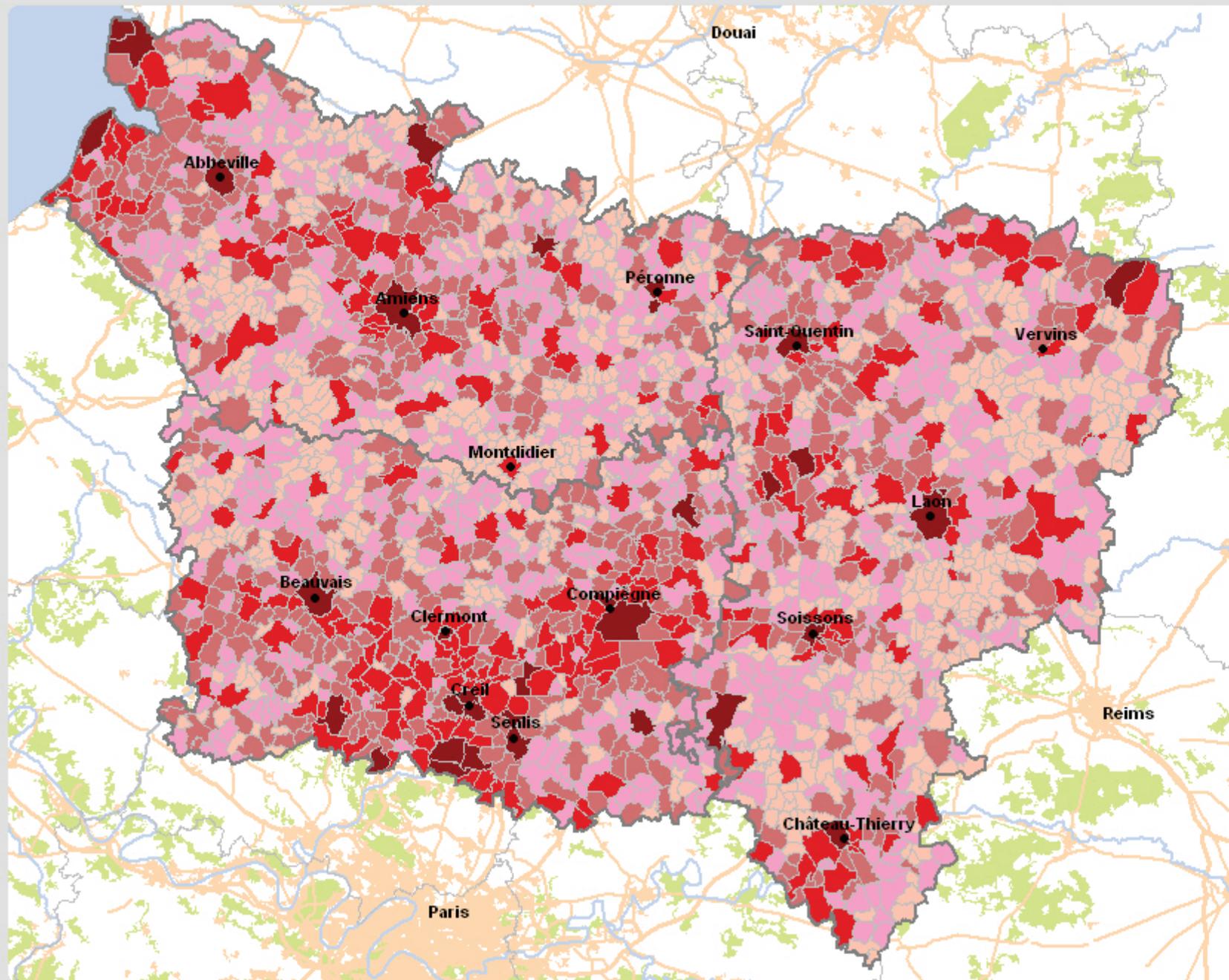
Le parc de logements par EPCI



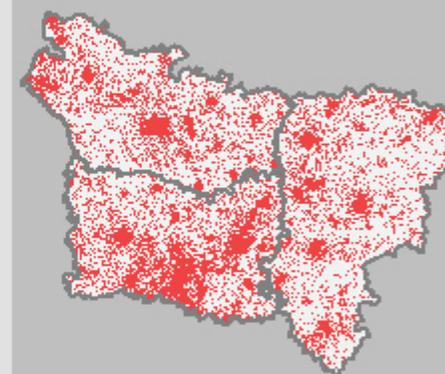
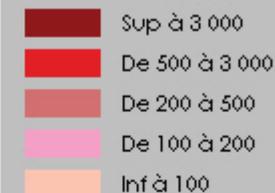
Nombre de logements par EPCI en Picardie en 2011



Le parc de logements par commune



Nombre de logements par commune en Picardie en 2011



Densité de logements par commune en 2011



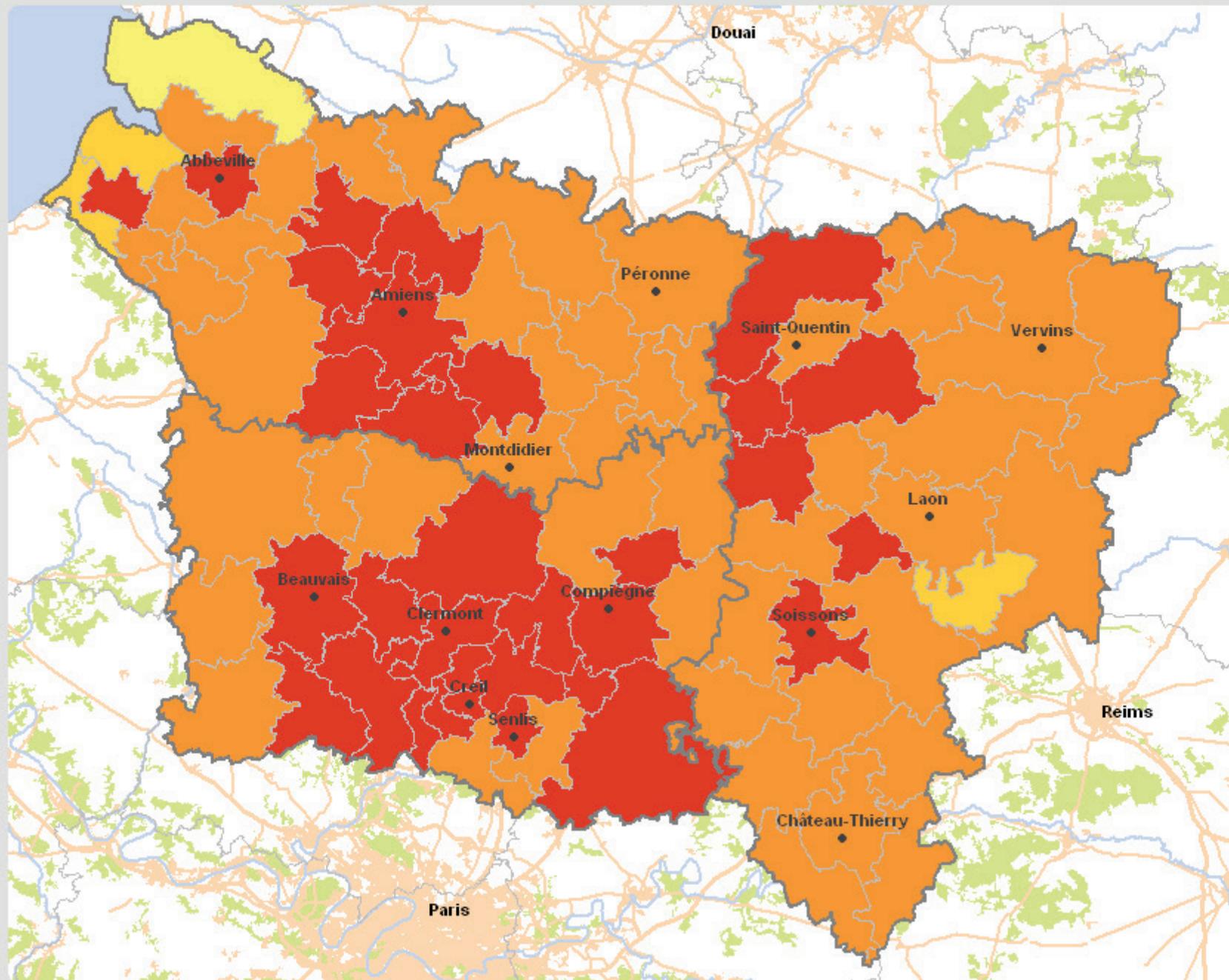
Sources : INSEE 2011

IGN - Bd Cartho

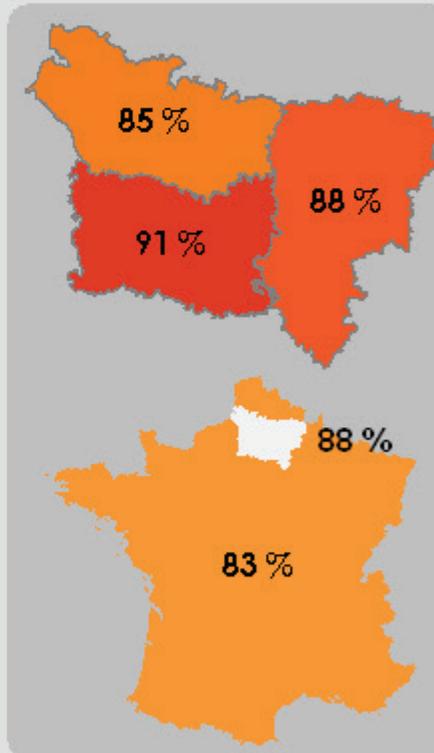
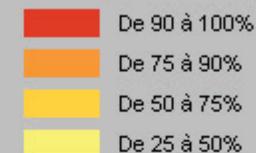
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

Part des résidences principales par EPCI

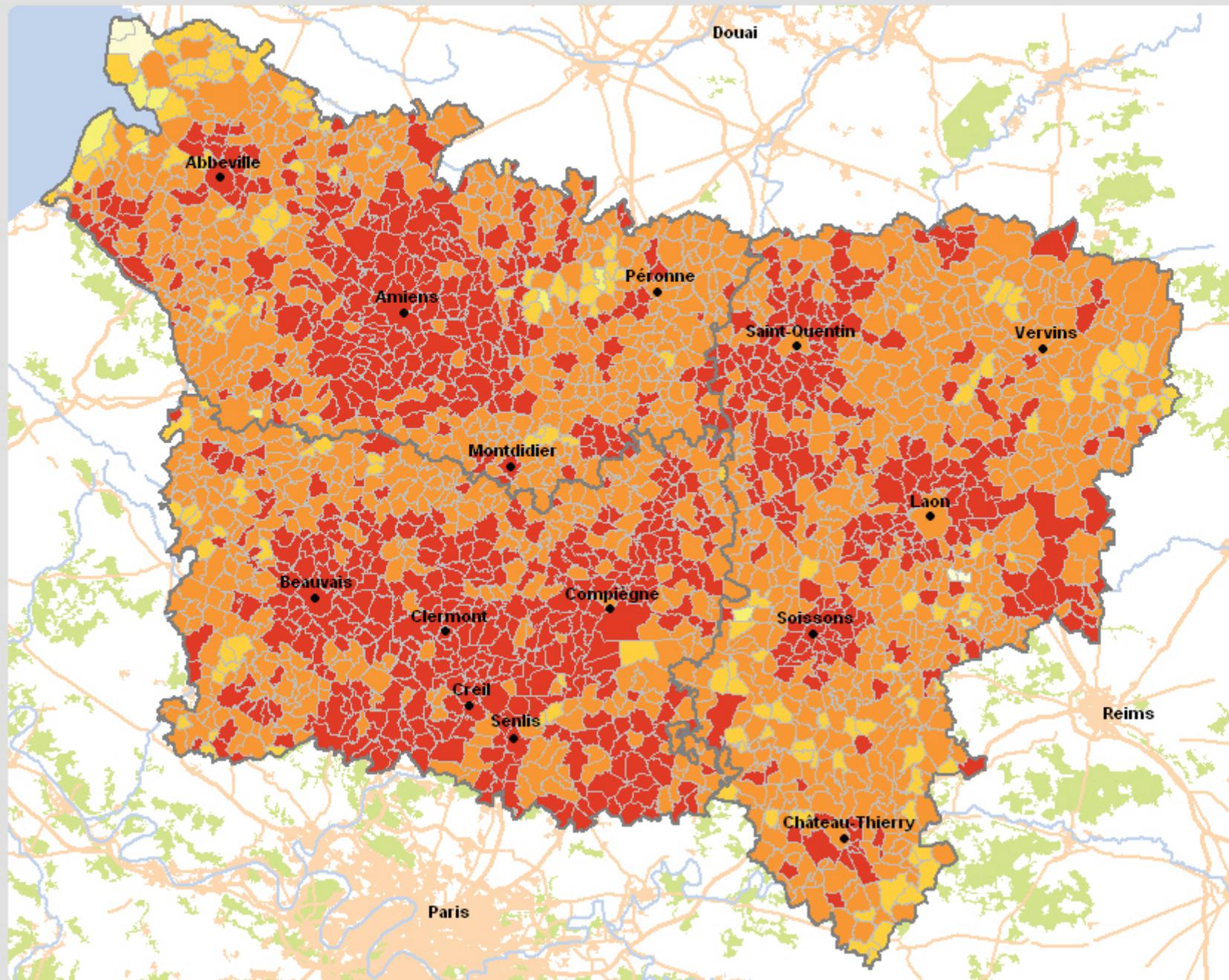


Part des résidences principales dans le parc de logements total

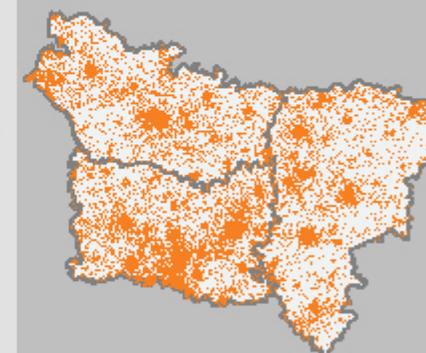
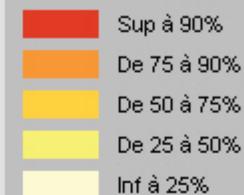


Sources : INSEE 2011
 IGN - Bd Carto
 IGN - Route500 - Route120
 Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
 Septembre 2014

Part des résidences principales par commune



Part des résidences principales dans le parc de logements total



Densité de résidences principales



Sources : INSEE 2011

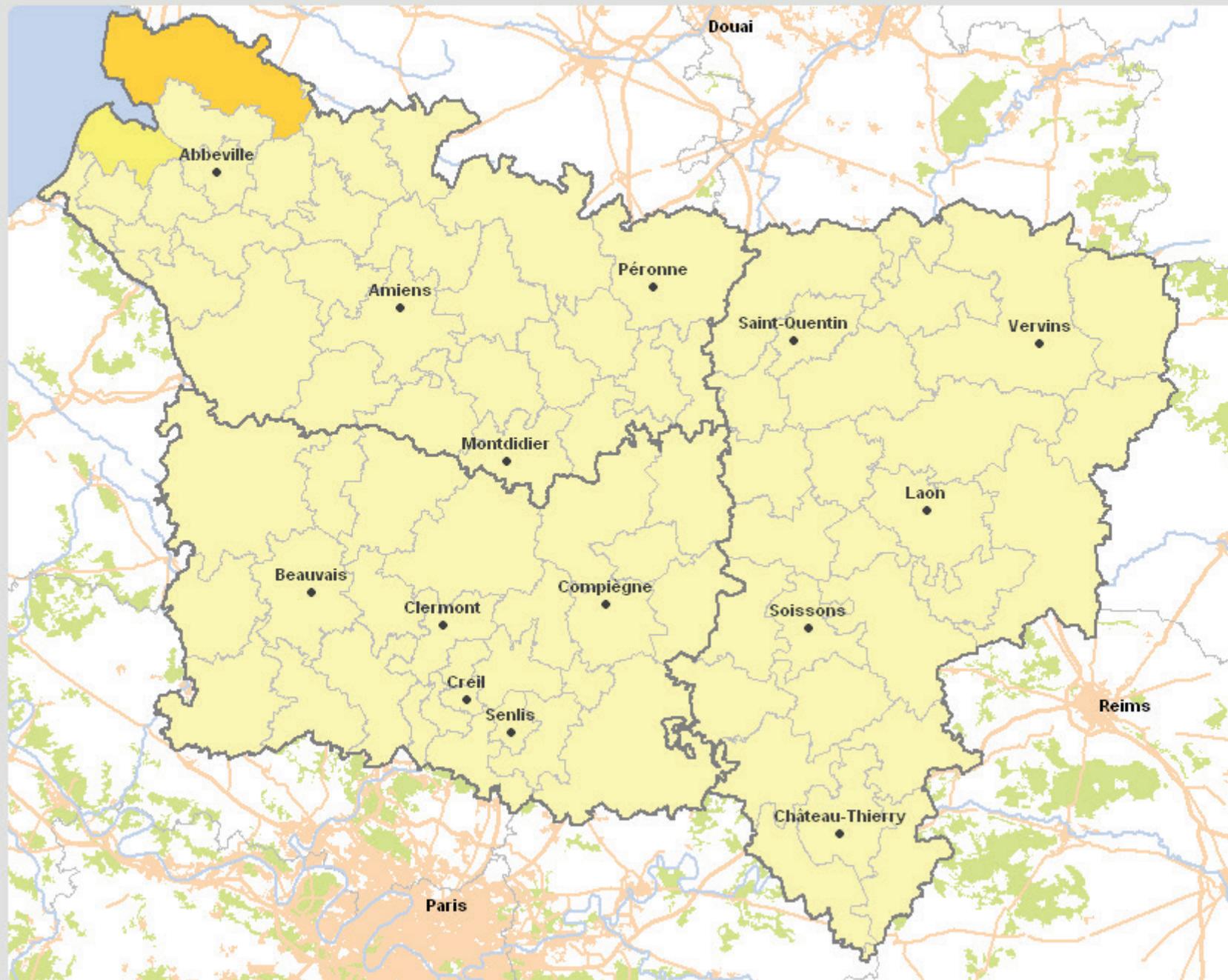
IGN - Bd Carthage

IGN - Route500 - Route120

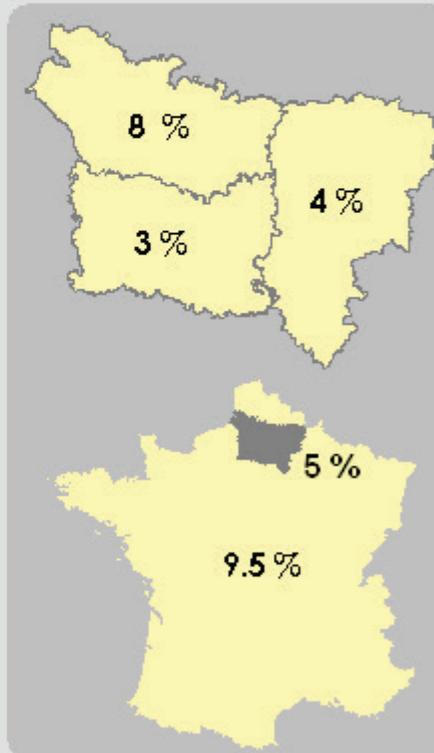
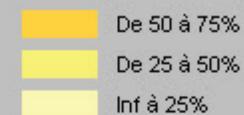
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

Part des résidences secondaires par EPCI

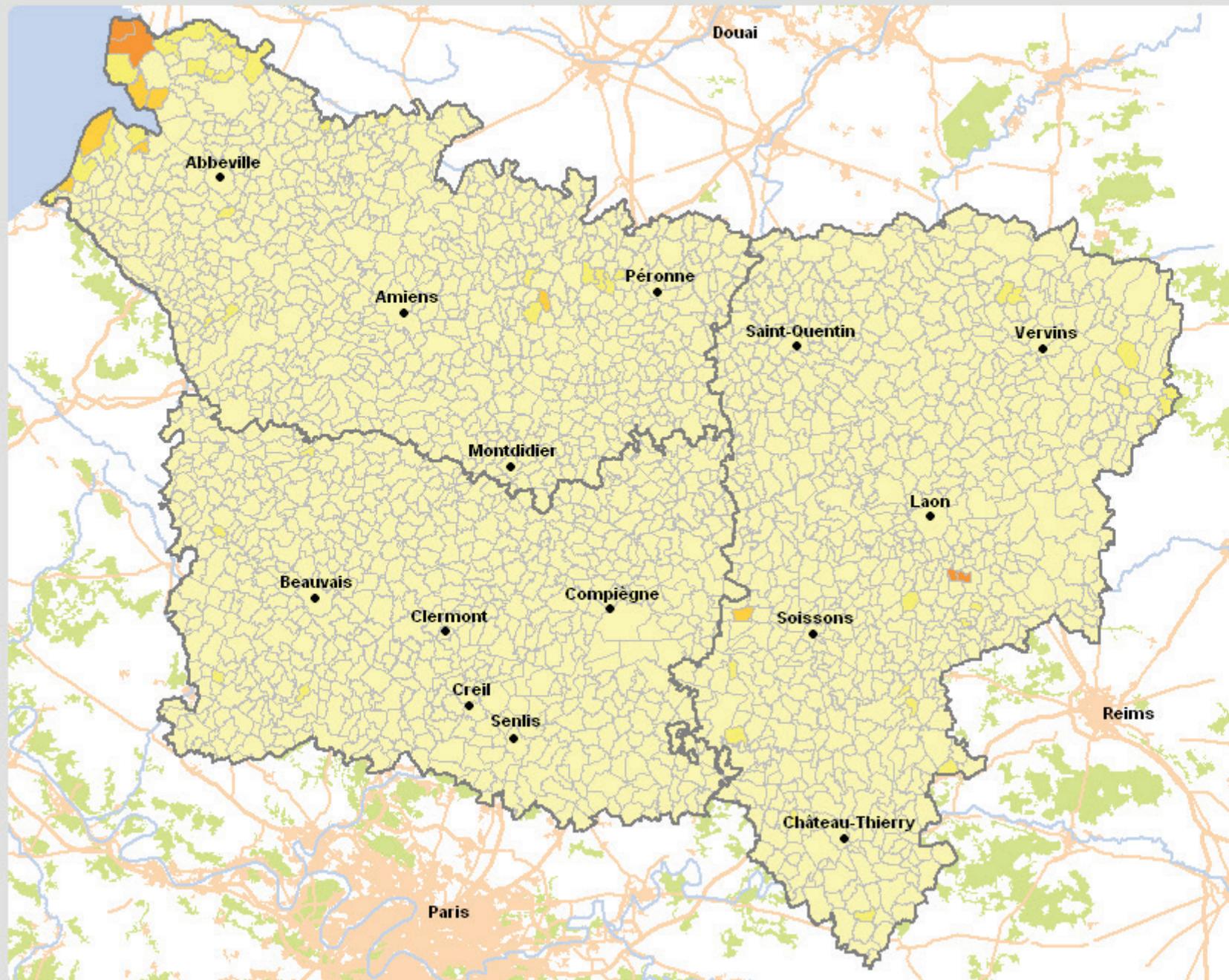


Part des résidences secondaires dans le parc de logements total

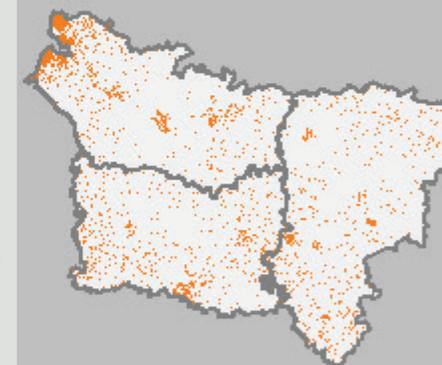
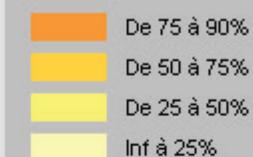


Sources : INSEE 2011
 IGN - Bd Carto
 IGN - Route500 - Route120
 Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
 Septembre 2014

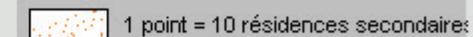
Part des résidences secondaires par commune



Part des résidences secondaires dans le parc de logements total



Densité de résidences secondaires



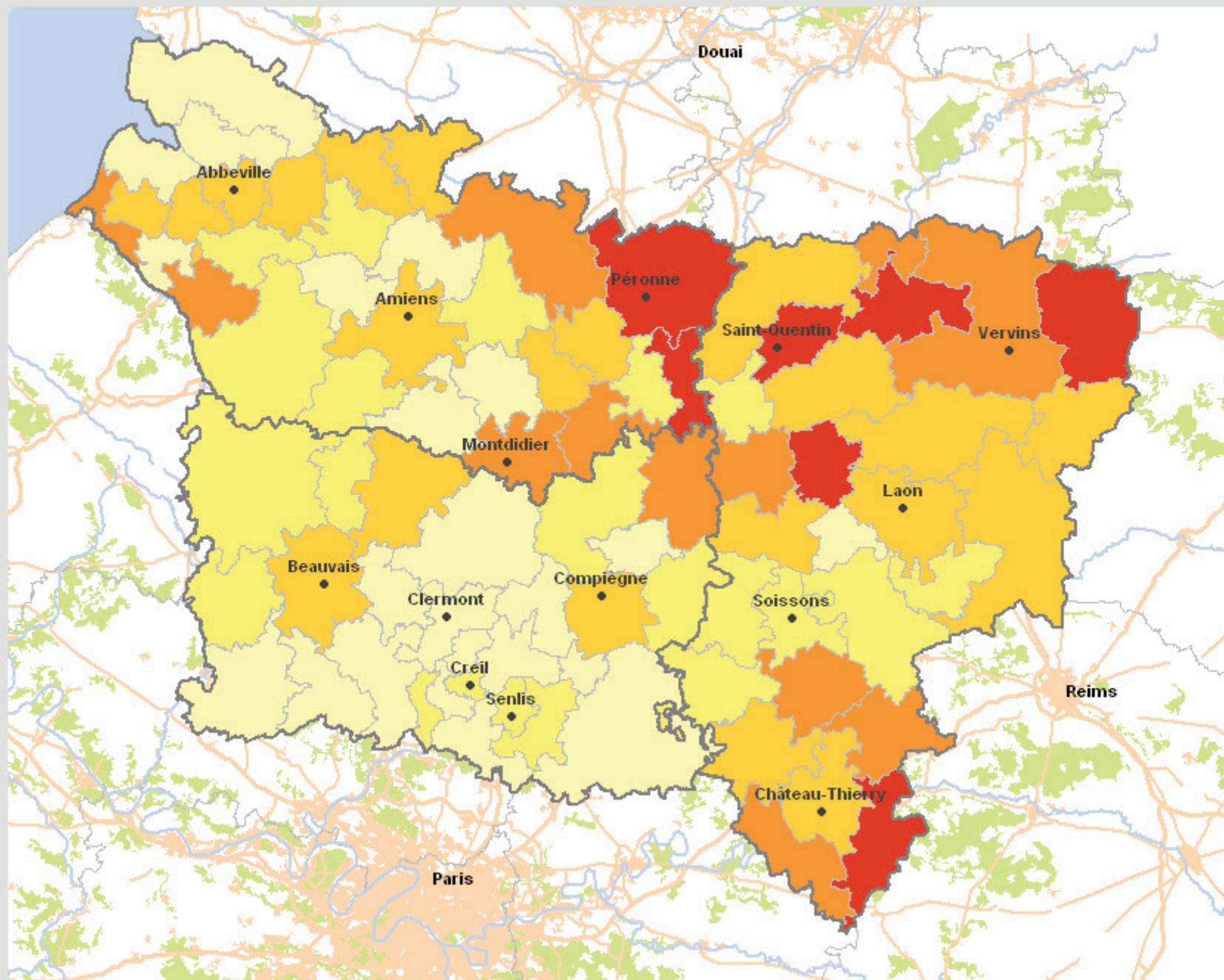
Sources : INSEE 2011

IGN - Bd Carthage

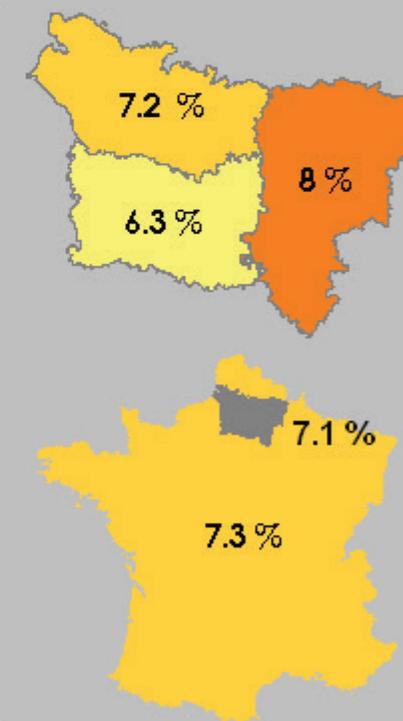
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

Part des logements vacants par EPCI

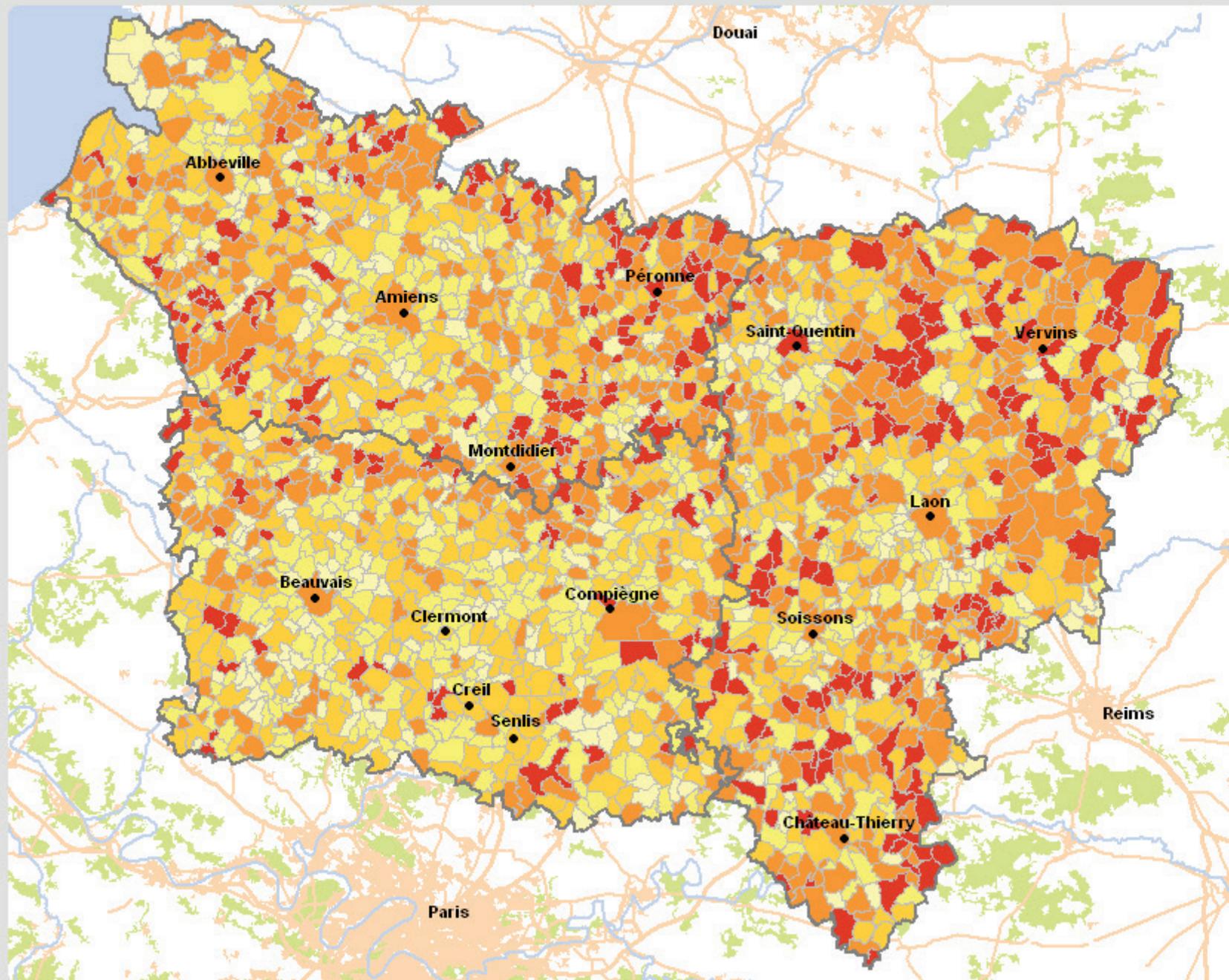


Part des logements vacants
dans le parc de logements total

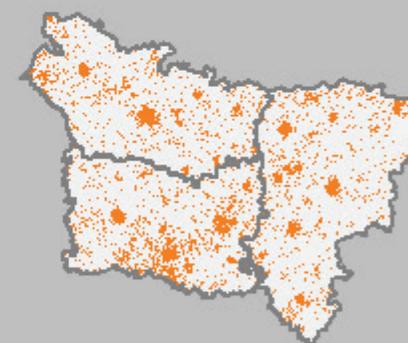
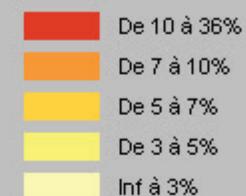


Sources : INSEE 2011
IGN - Bd Carto
IGN - Route500 - Route120
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

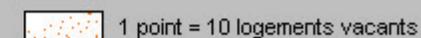
Part des logements vacants par commune



Part des logements vacants dans le parc de logements total



Densité de logements vacants



Sources : INSEE 2011

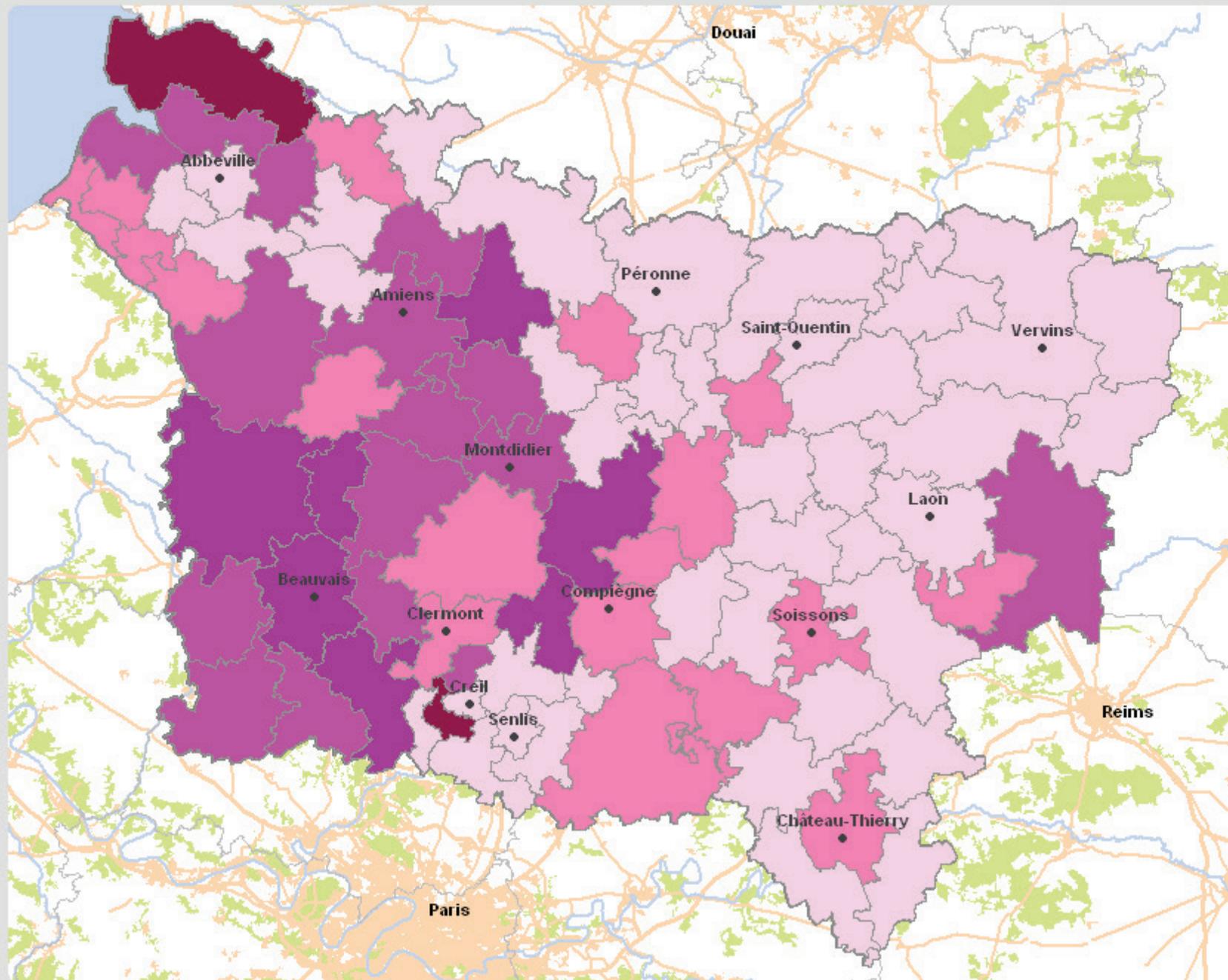
IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

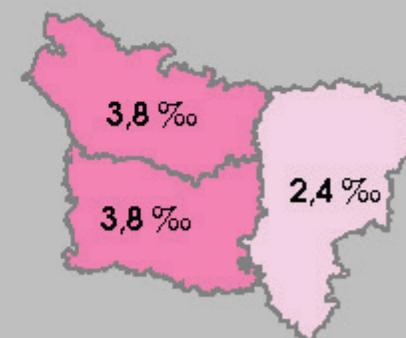
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

Indice de construction annuel moyen : 2009 - 2013 par EPCI

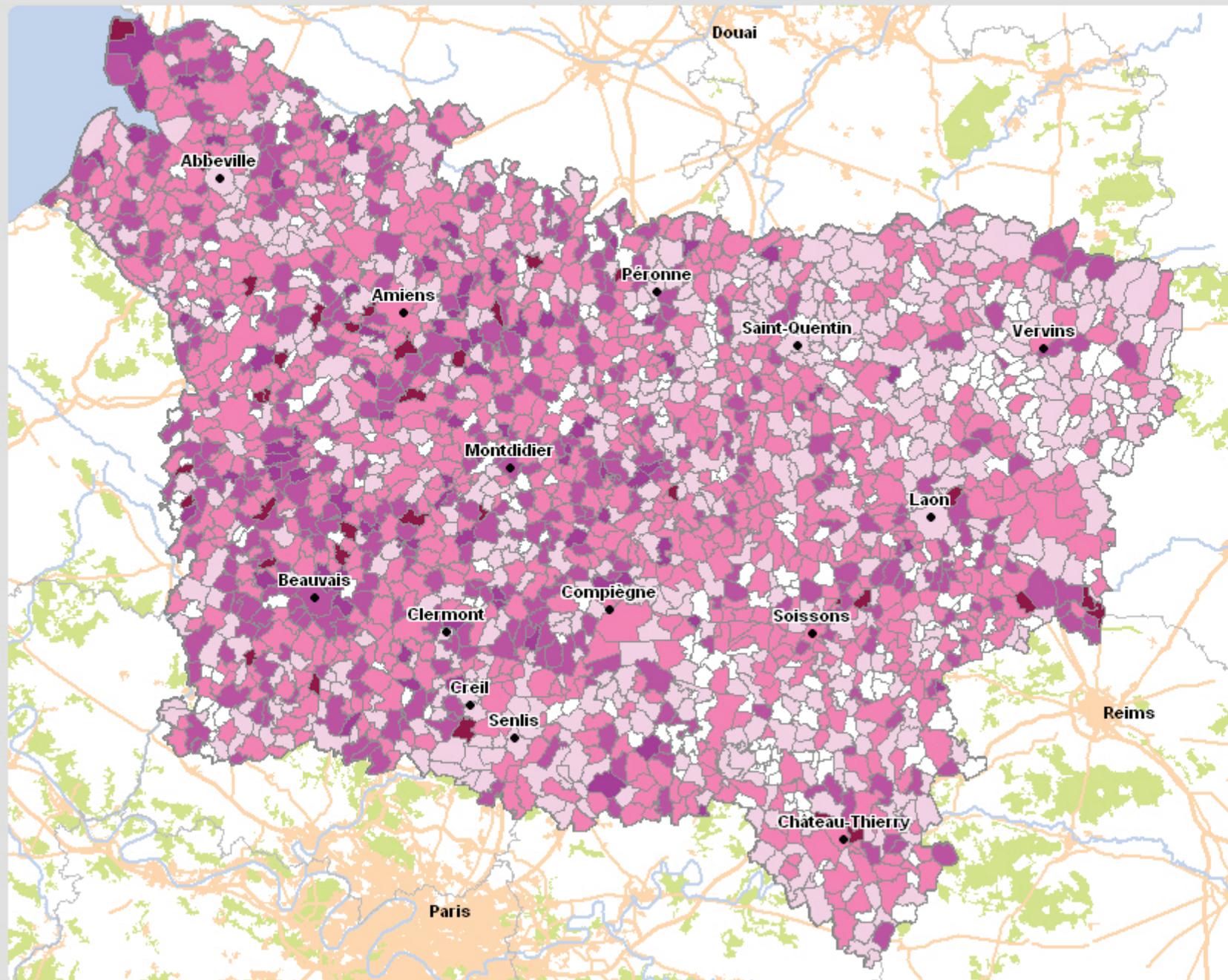


Taux de construction annuel moyen
pour 1000 habitants

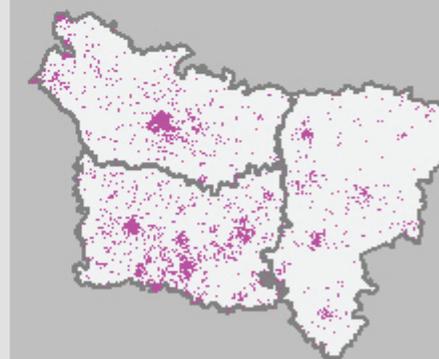


Indice de construction annuel moyen : 2009 - 2013 par commune

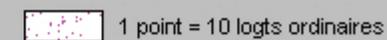
043 - D



Taux de construction annuel moyen
pour 1 000 habitants

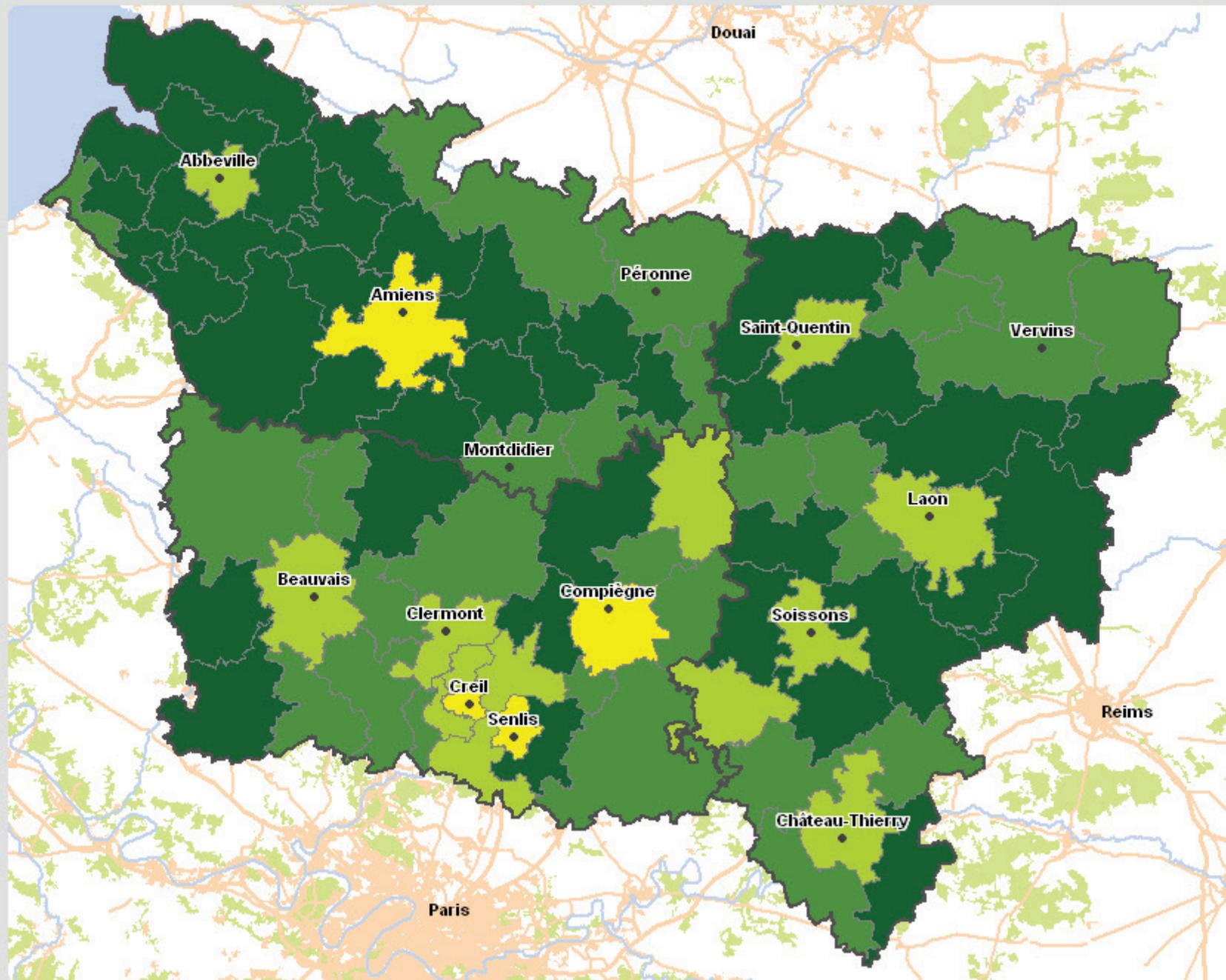


Localisation des constructions

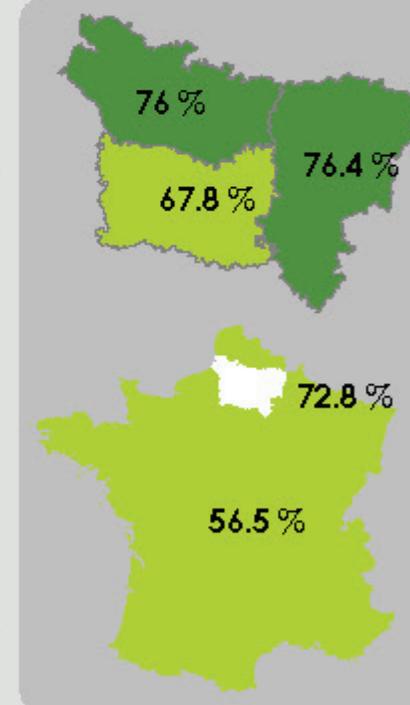


Sources : Sitadel 2009-2013
IGN - Bd Carto
IGN - Route500 - Route120
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

Part du logement individuel par EPCI

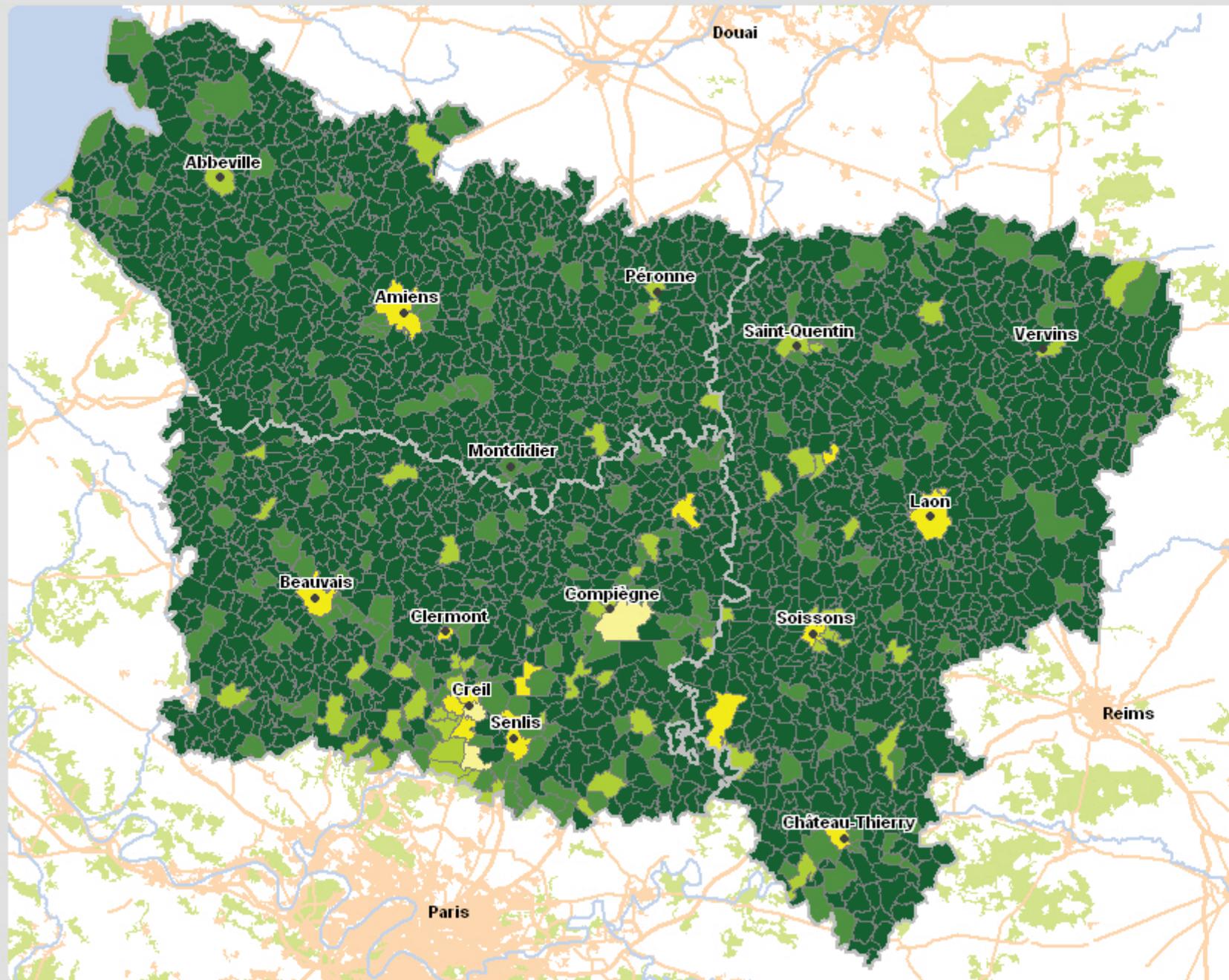


Taux de logements individuels dans les résidences principales

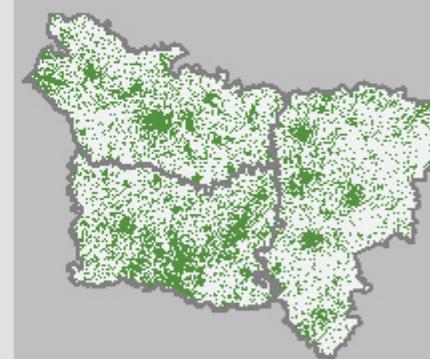
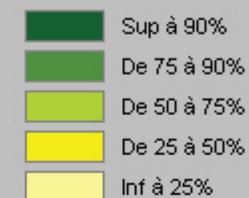


Sources : INSEE 2011
 IGN - Bd Carto
 IGN - Route500 - Route120
 Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
 Septembre 2014

Part du logement individuel par commune



Taux de logements individuels dans les résidences principales



Sources : INSEE 2011

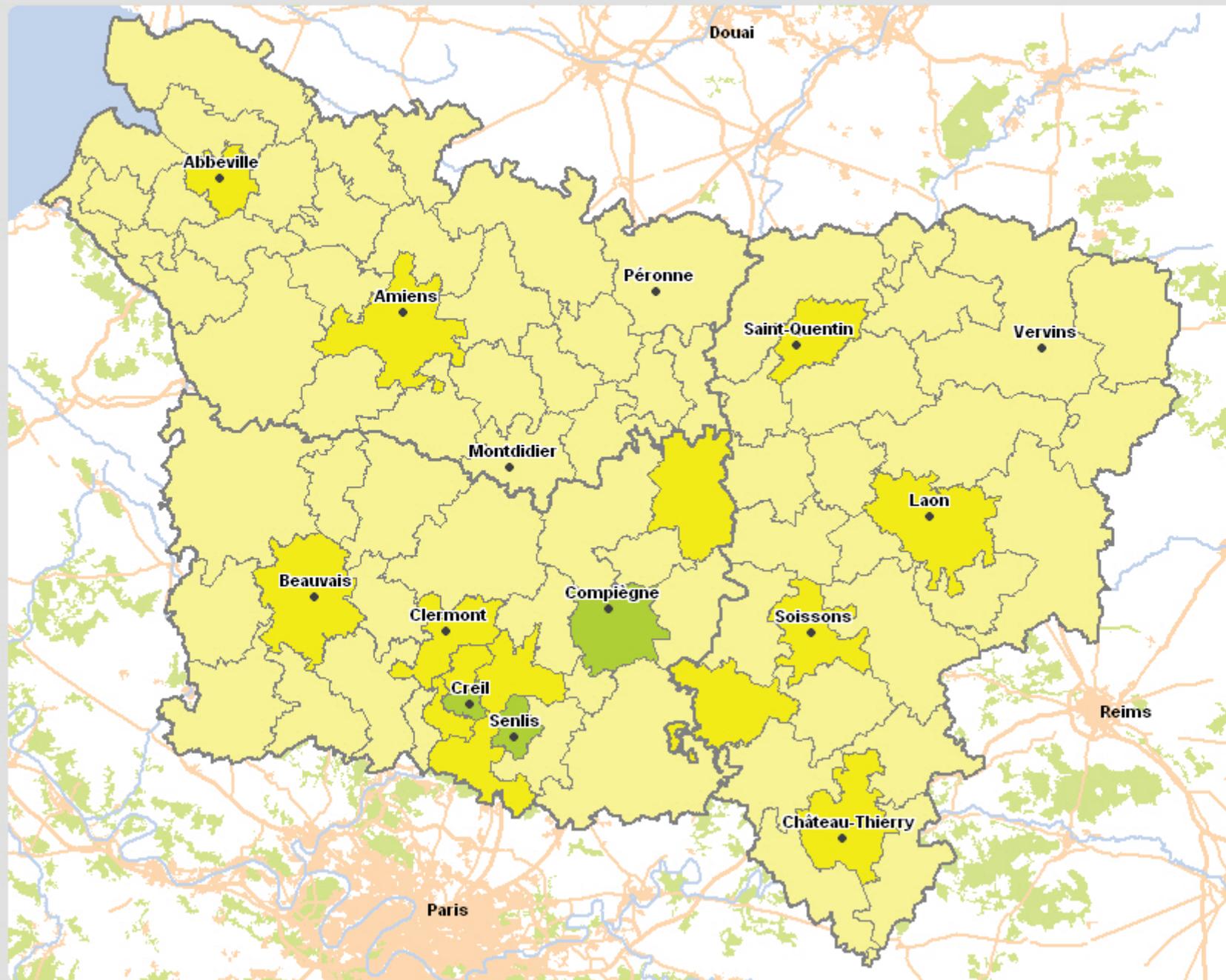
IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

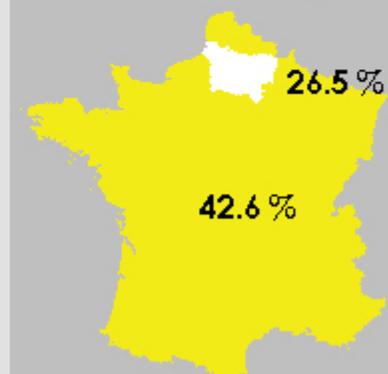
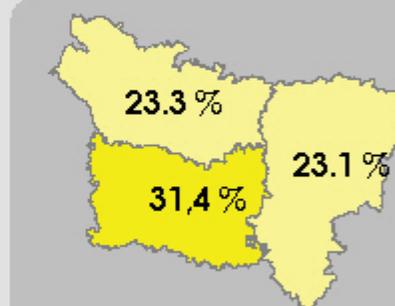
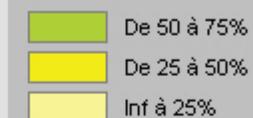
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

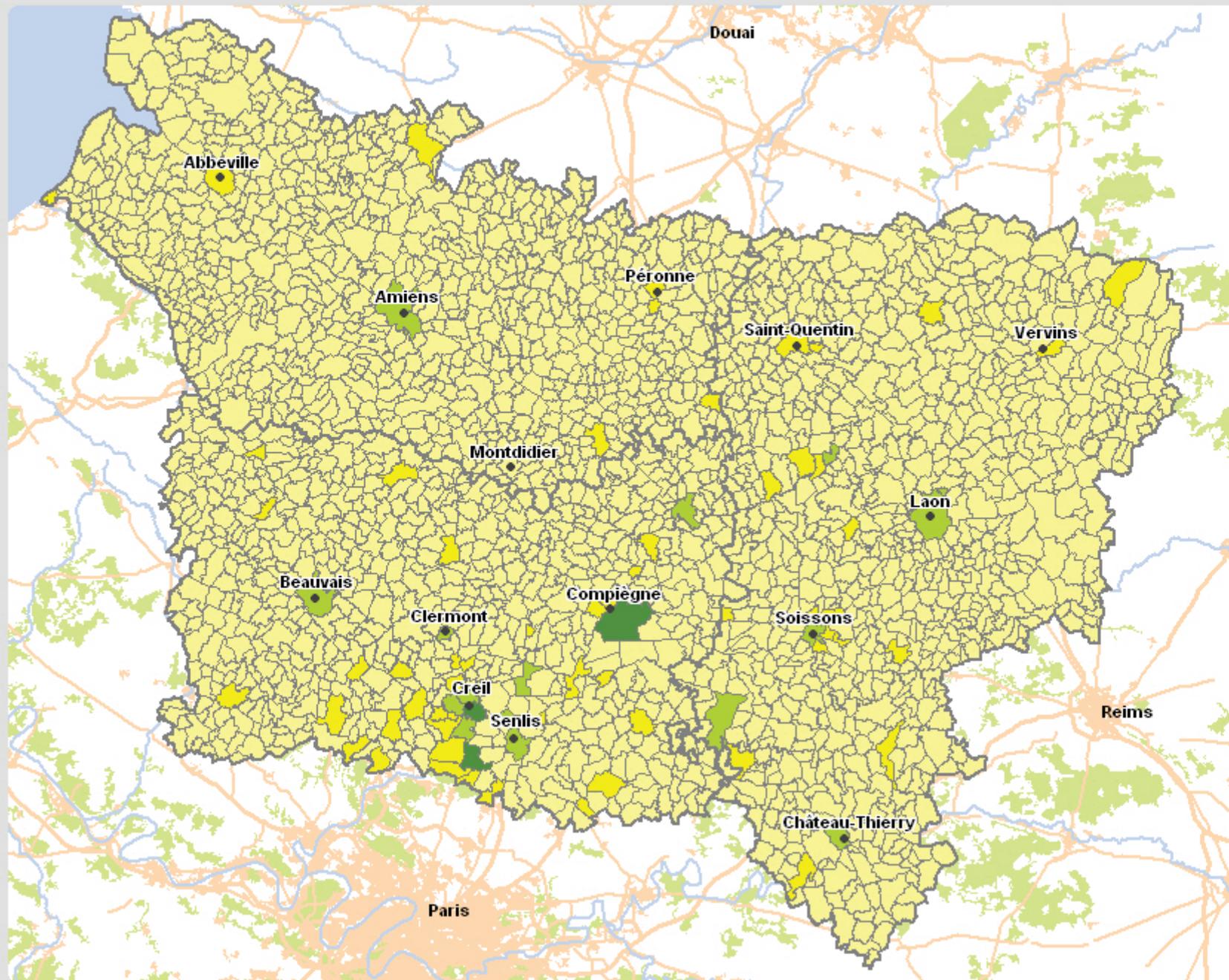
Part du logement collectif par EPCI



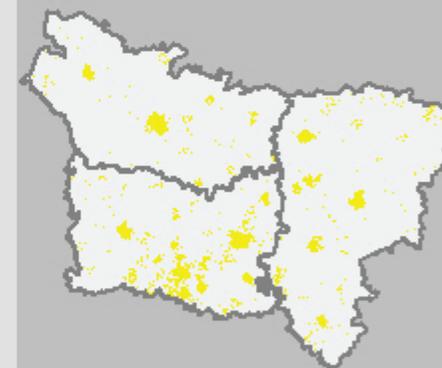
Taux des logements collectifs dans les résidences principales



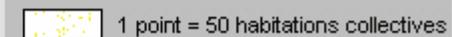
Part du logement collectif par commune



Taux des logements collectifs dans les résidences principales



Densité de résidences principales de type collectif



Sources : INSEE 2011

IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

La qualité du parc de logements

Le parc de logement en Picardie est globalement plus ancien et plus énergivore qu'au niveau national : 75% du parc résidentiel picard a été construit avant la première réglementation thermique de 1975.

Qualification de l'habitat médiocre suivant le croisement du classement cadastral de la DGFIP et la présence d'éléments de confort :

		Catégories cadastrales							
		Cat1	Cat2	Cat3	Cat4	Cat5	Cat6	Cat7	Cat8
		Grand luxe	Luxe	Très confortable	Confortable	Asez confortable	Ordinaire	Médiocre	Très médiocre
Confort	Baignoire/ douche et WC								
	Baignoire/ douche ou WC								
	Ni Baign/douche ni WC								

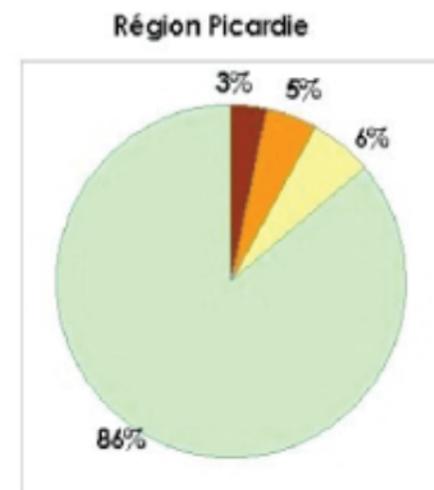
Logements médiocres

Très dégradés

Dégradés

Mauvaise qualité

Logements en bon état

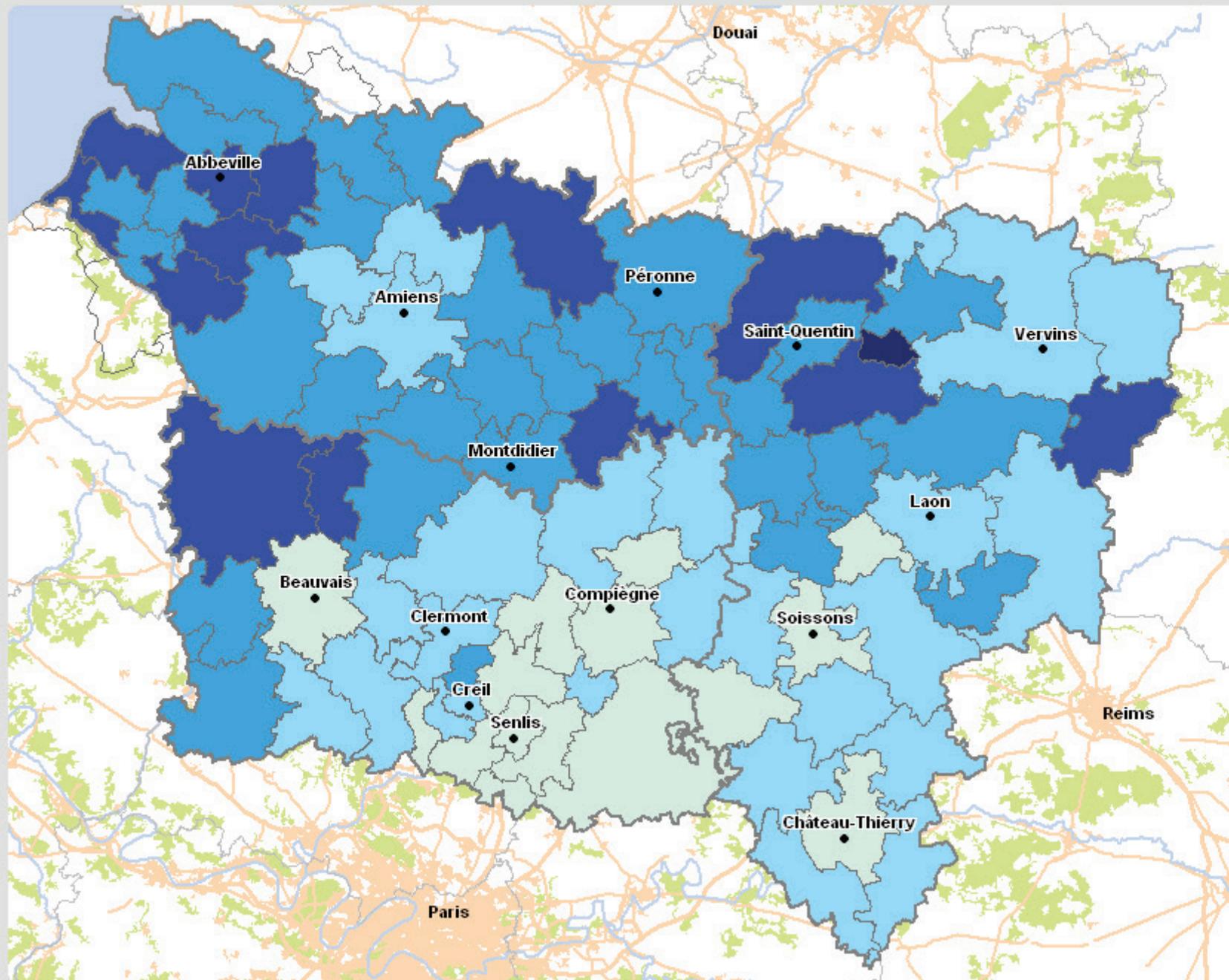


La proportion de logements indignes ou très dégradés reste importante en Picardie (5,35% des résidences principales du parc privé est potentiellement indigne – PPPI 2011)

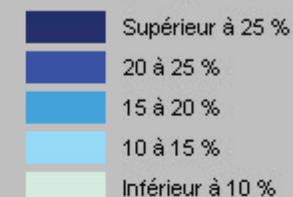
On constate une sur-représentation des résidences secondaires et des logements vacants dans le parc de mauvaise qualité, sur-représentation d'autant plus marquée qu'ils se dégradent.

Si la région présente une forte proportion de propriétaires occupants, 60% de ceux-ci ont des ressources inférieurs aux plafonds HLM.

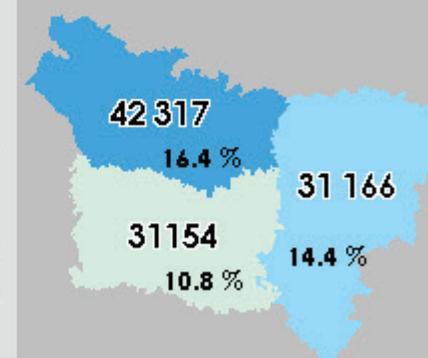
Part des logements médiocres par EPCI



Taux de logements médiocres dans le parc privé

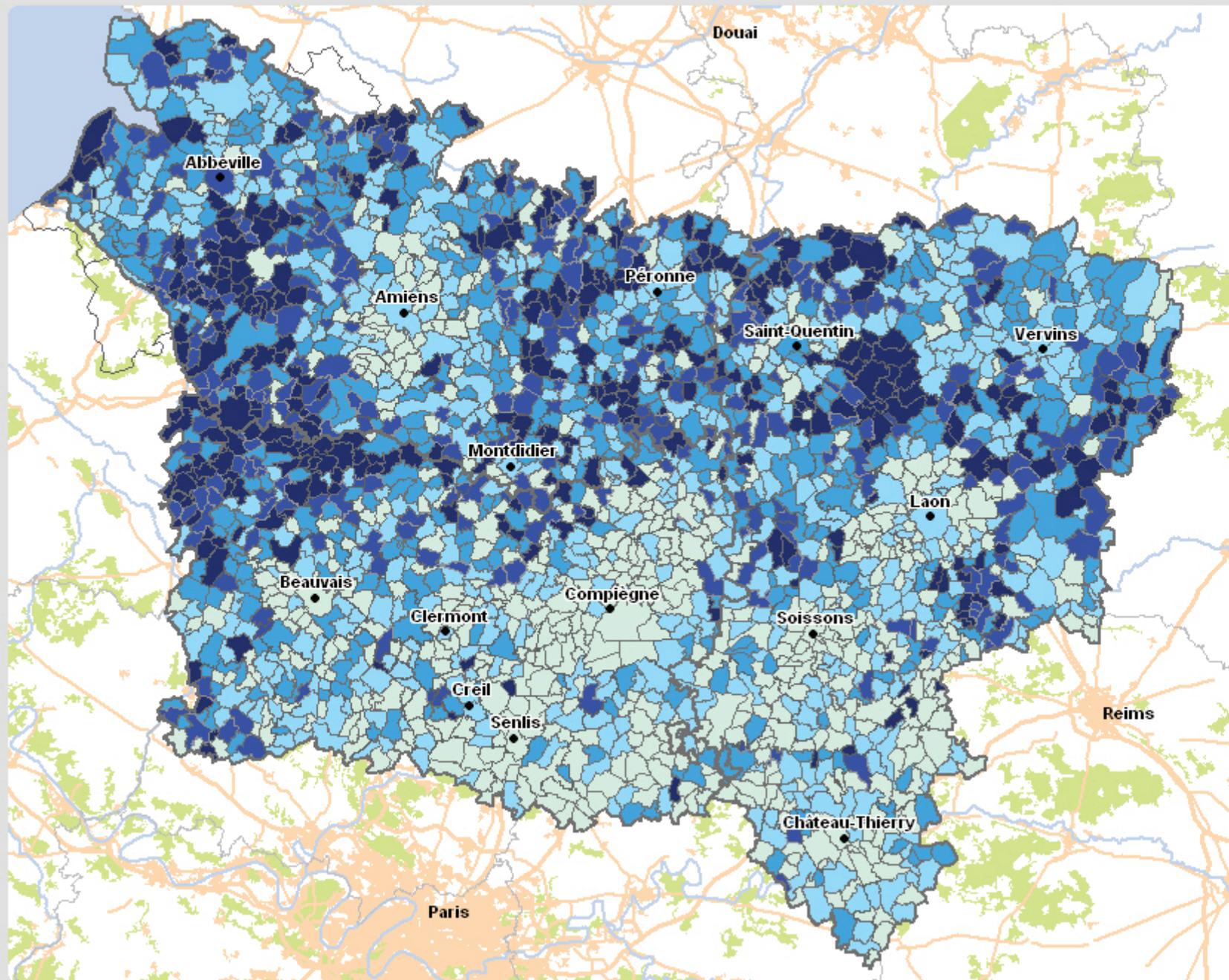


Les logements médiocres regroupent :
les logements de mauvaise qualité,
dégradés et très dégradés.



Sources : DGFIP 2011
IGN - Bd Carto
IGN - Route500 - Route120
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Octobre 2013

Part des logements médiocres par commune



Taux de logements médiocres dans le parc privé



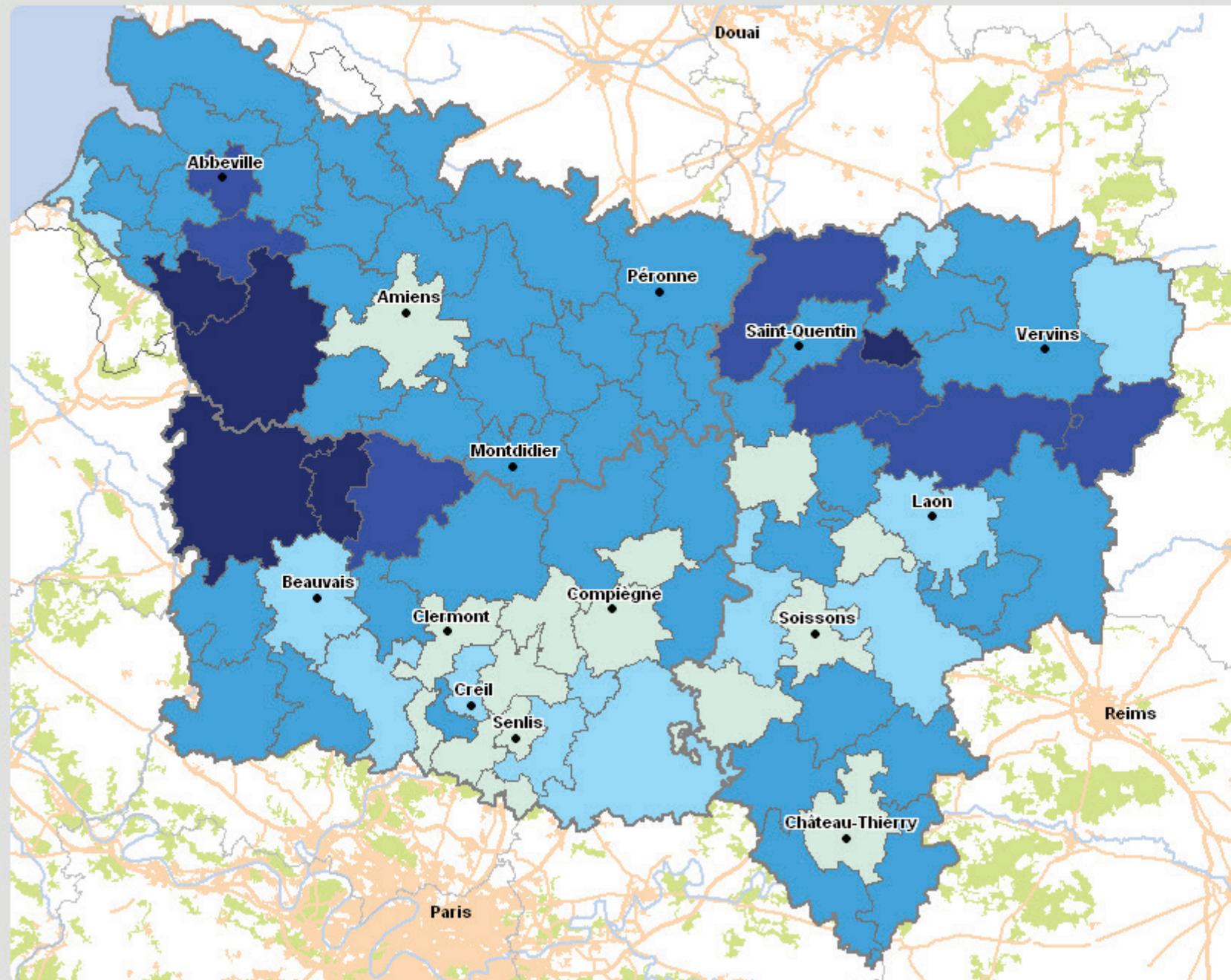
Les logements médiocres regroupent :
les logements de mauvaise qualité,
dégradés et très dégradés.



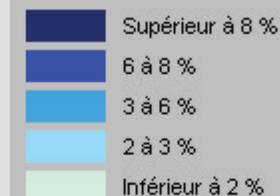
Densité des logements médiocres



Part des logements très dégradés par EPCI

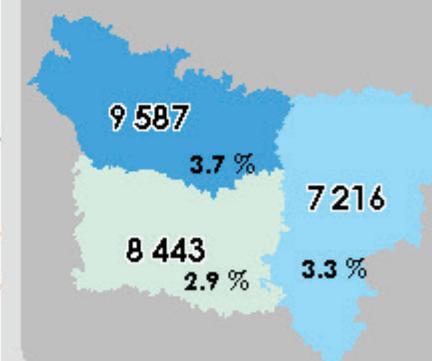


Taux de logements très dégradés



Les logements très dégradés représentent, dans le classement cadastrale, les logements de la catégorie 7 n'ayant ni baignoire/douche et ni WC.

Il regroupent également l'ensemble des logements de la catégorie 8 quelque soit le niveau d'équipement



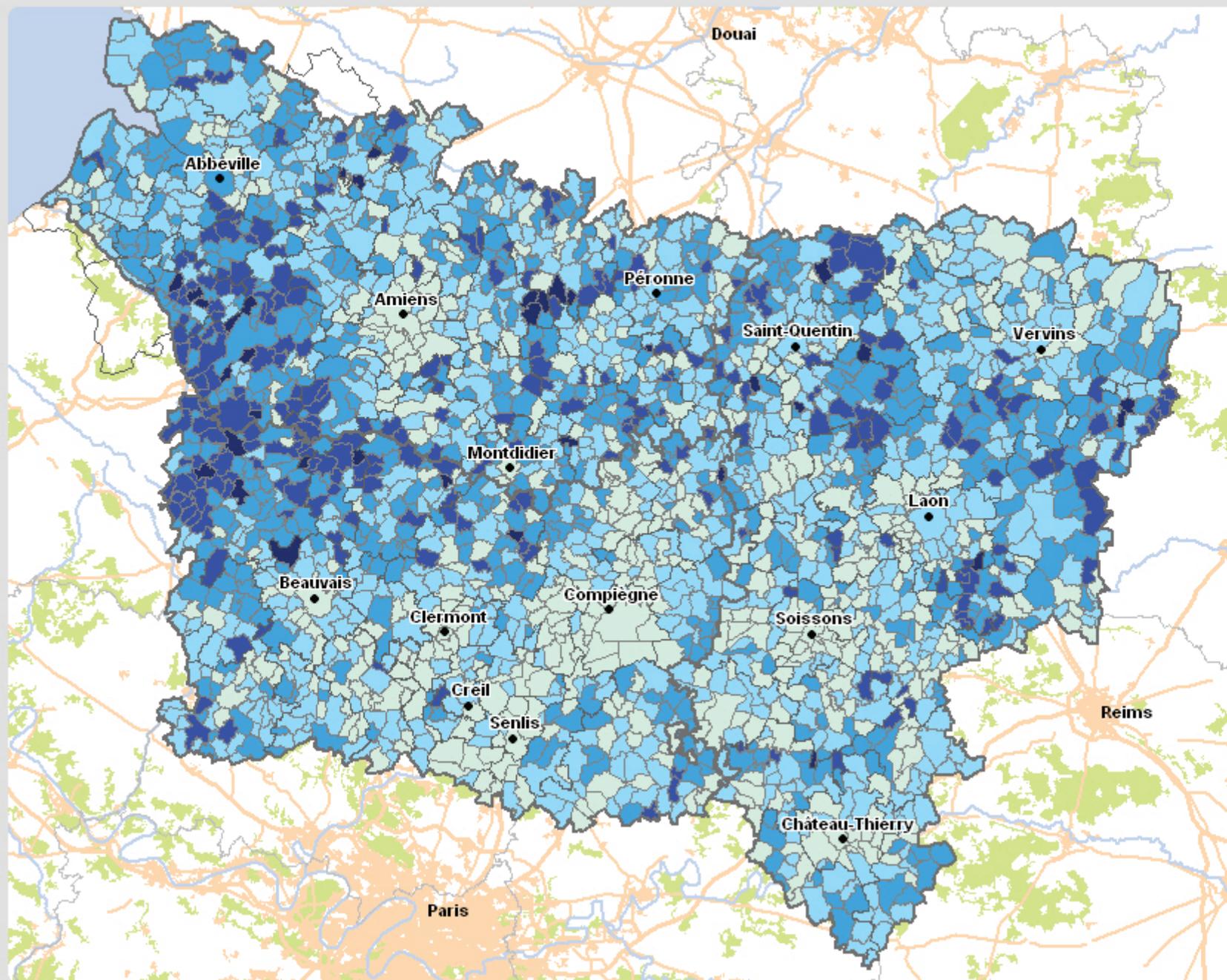
Sources : DGFIP 2011

IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2013

Part des logements très dégradés par commune



Taux de logements très dégradés

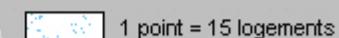


Les logements très dégradés représentent, dans le classement cadastrale, les logements de la catégorie 7 n'ayant ni baignoire/douche et ni WC.

Il regroupent également l'ensemble des logements de la catégorie 8 quelque soit le niveau d'équipement.



Densité de logements très dégradés



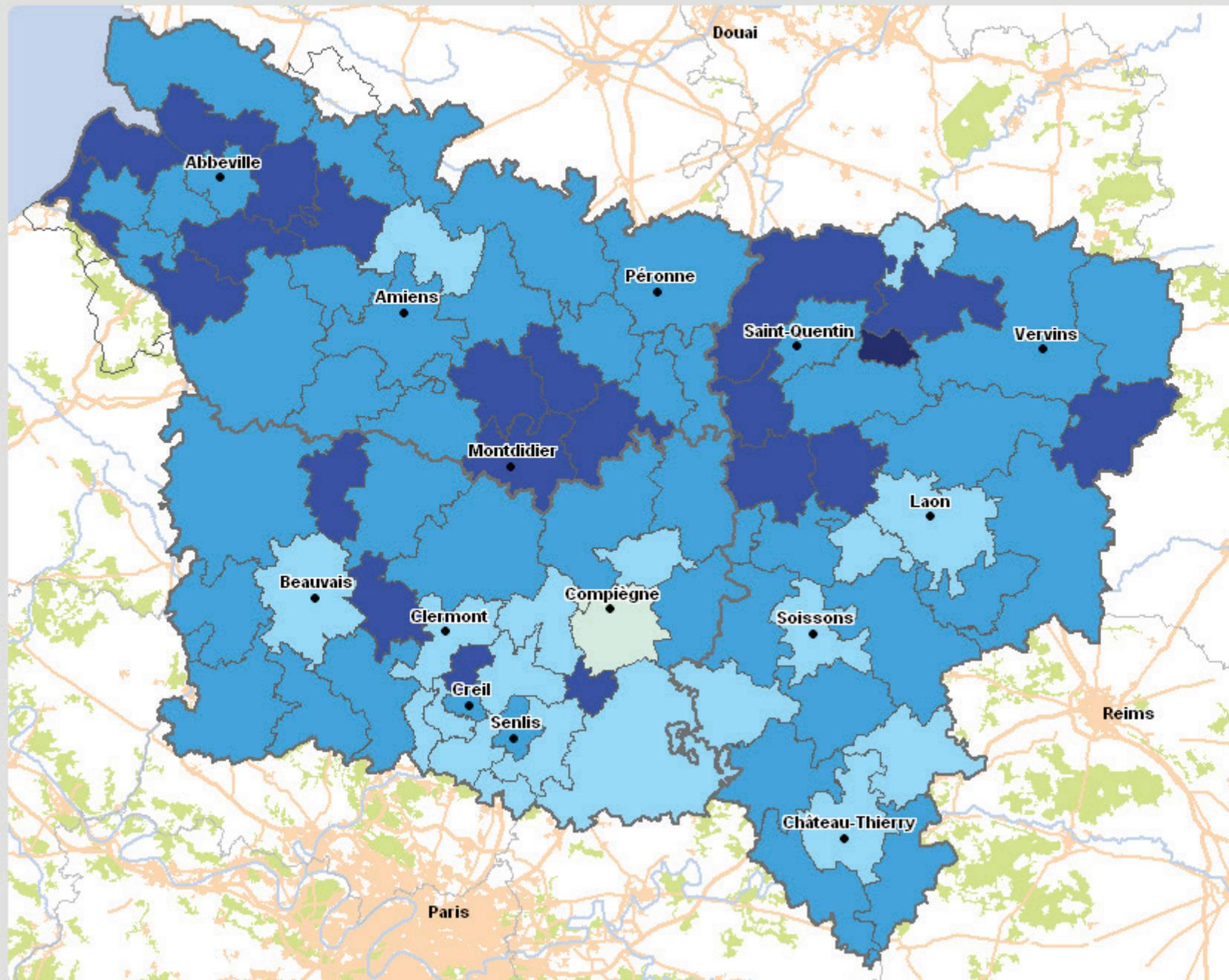
Sources : DGFIP 2011

IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Octobre 2013

Part des logements dégradés par EPCI

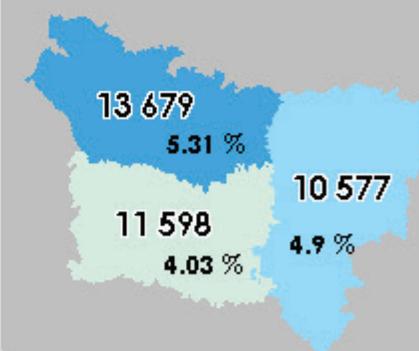


Taux de logements dégradés dans le parc privé

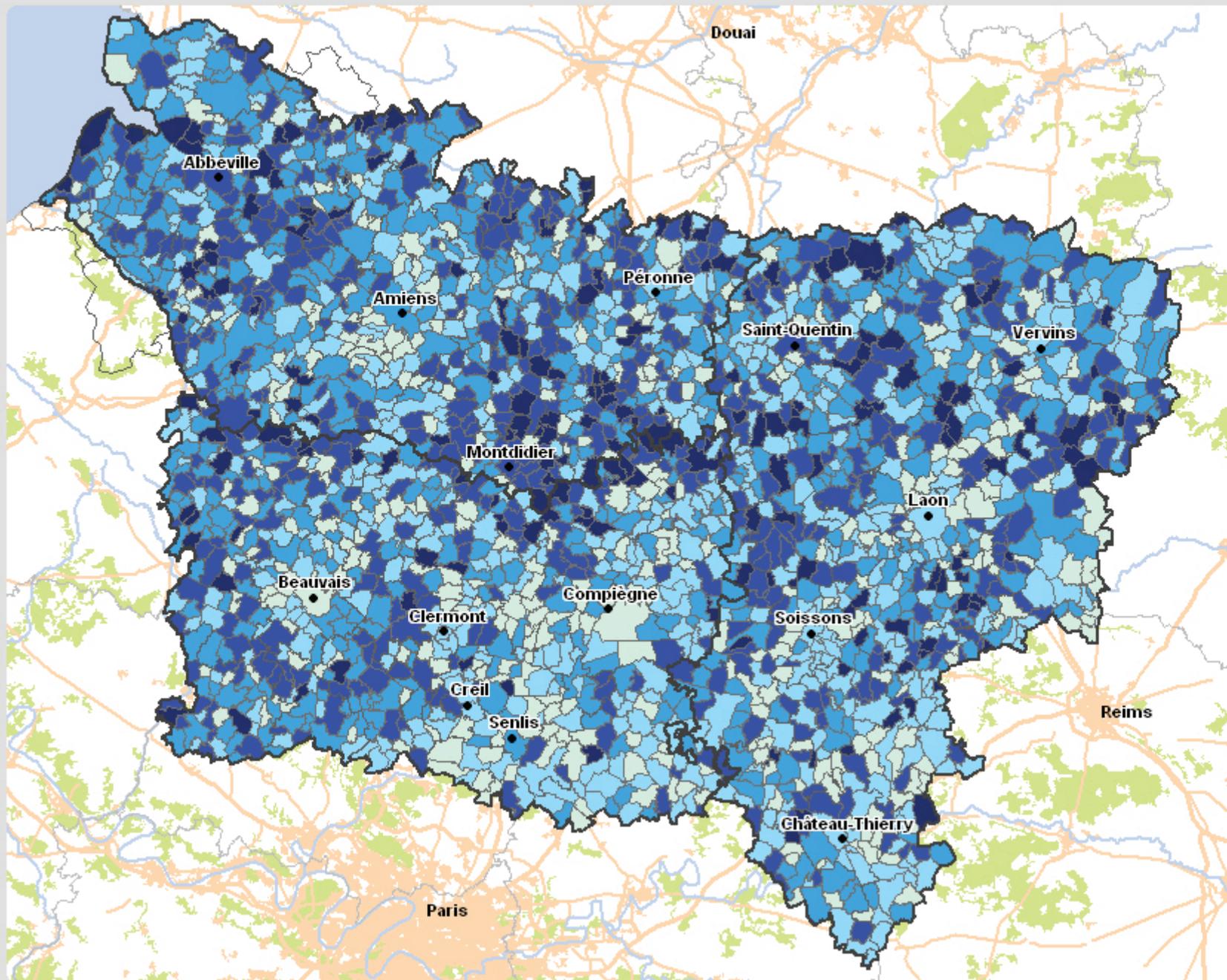


Les logements dégradés correspondent, dans le classement cadastrale, aux logements de la catégorie 6 et n'ayant ni baignoire/douche et ni WC.

Il regroupent également les logements de la catégorie 7 disposant soit d'une baignoire/douche soit d'un WC.



Part des logements dégradés par commune



Taux de logements dégradés dans le parc privé



Les logements dégradés correspondent, dans le classement cadastrale, aux logements de la catégorie 6 et n'ayant ni baignoire/douche et ni WC.

Il regroupent également les logements de la catégorie 7 disposant soit d'une baignoire/douche soit d'un WC.



Densité de logements dégradés



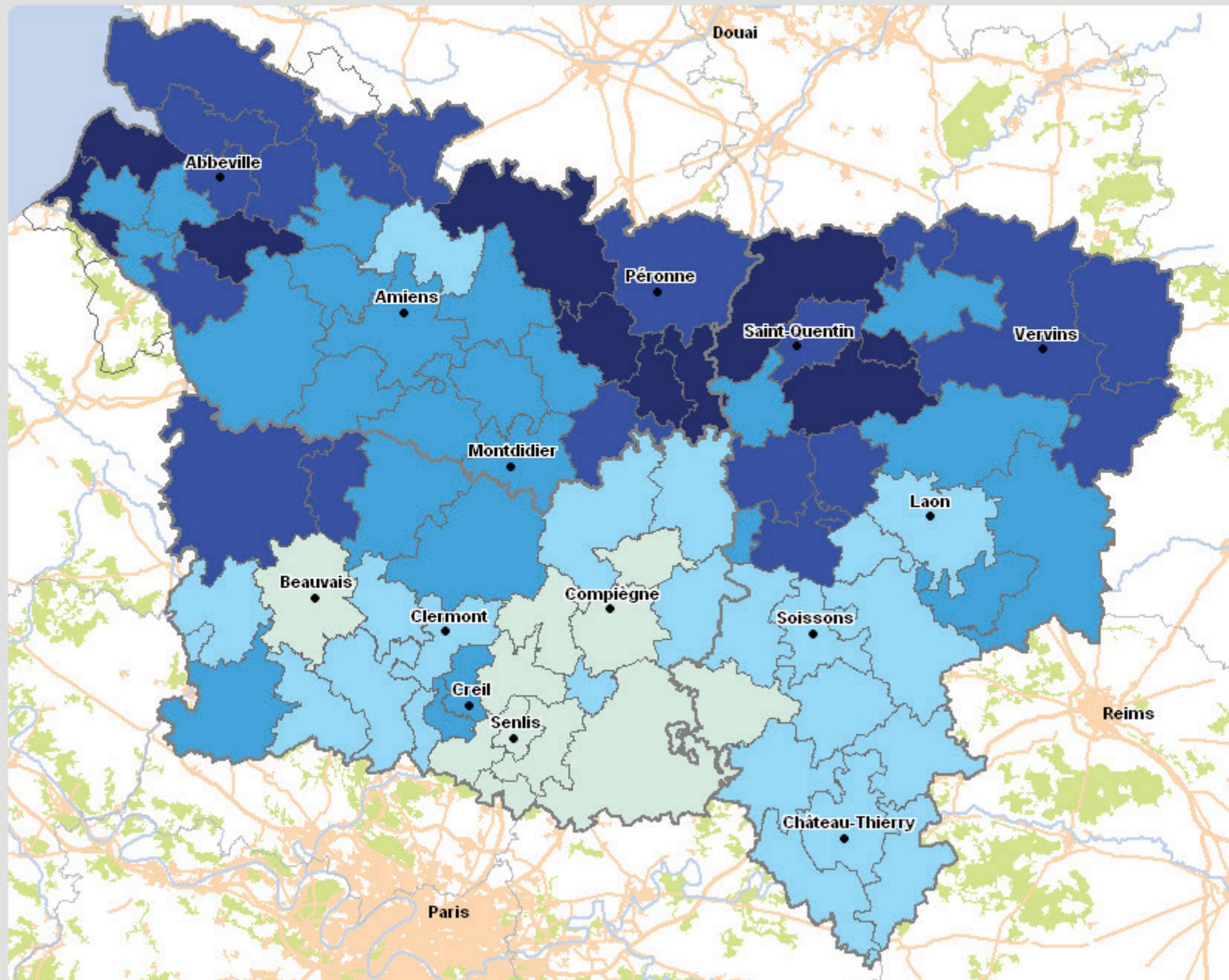
Sources : DGFIP 2011

IGN - Bd Cartho

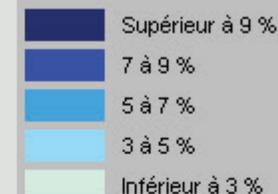
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Octobre 2013

Part des logements de mauvaise qualité par EPCI

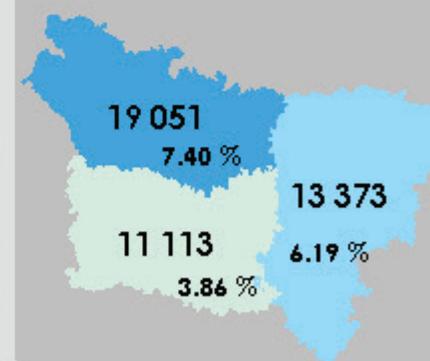


Taux de logements de mauvaise qualité dans le parc privé



Les logements de mauvaise qualité correspondent, dans le classement cadastrale, aux logements de la catégorie 6 disposant d'une baignoire/douche ou d'un WC.

Il regroupent également les logements de la catégorie 7 disposant d'une baignoire/douche et d'un WC.



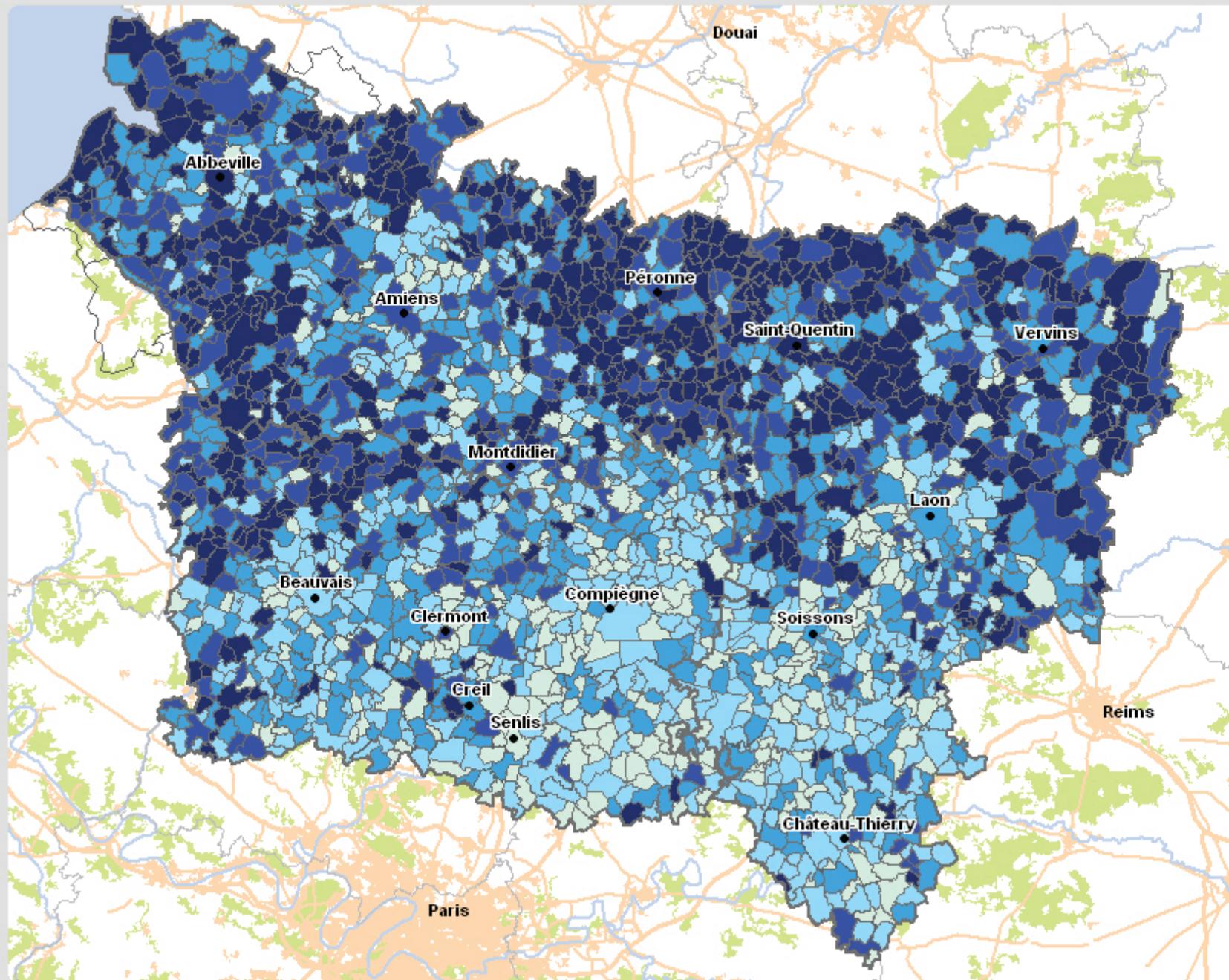
Sources : DGFIP 2011

IGN - Bd Carto

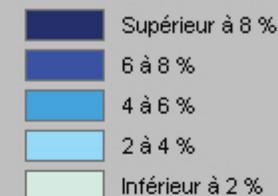
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Octobre 2013

Part des logements de mauvaise qualité par commune

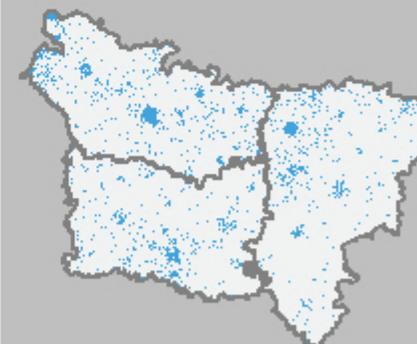


Taux de logements de mauvaise qualité dans le parc privé



Les logements de mauvaise qualité correspondent, dans le classement cadastrale, aux logements de la catégorie 6 disposant d'une baignoire/douche ou d'un WC.

Il regroupent également les logements de la catégorie 7 disposant d'une baignoire/douche et d'un WC.



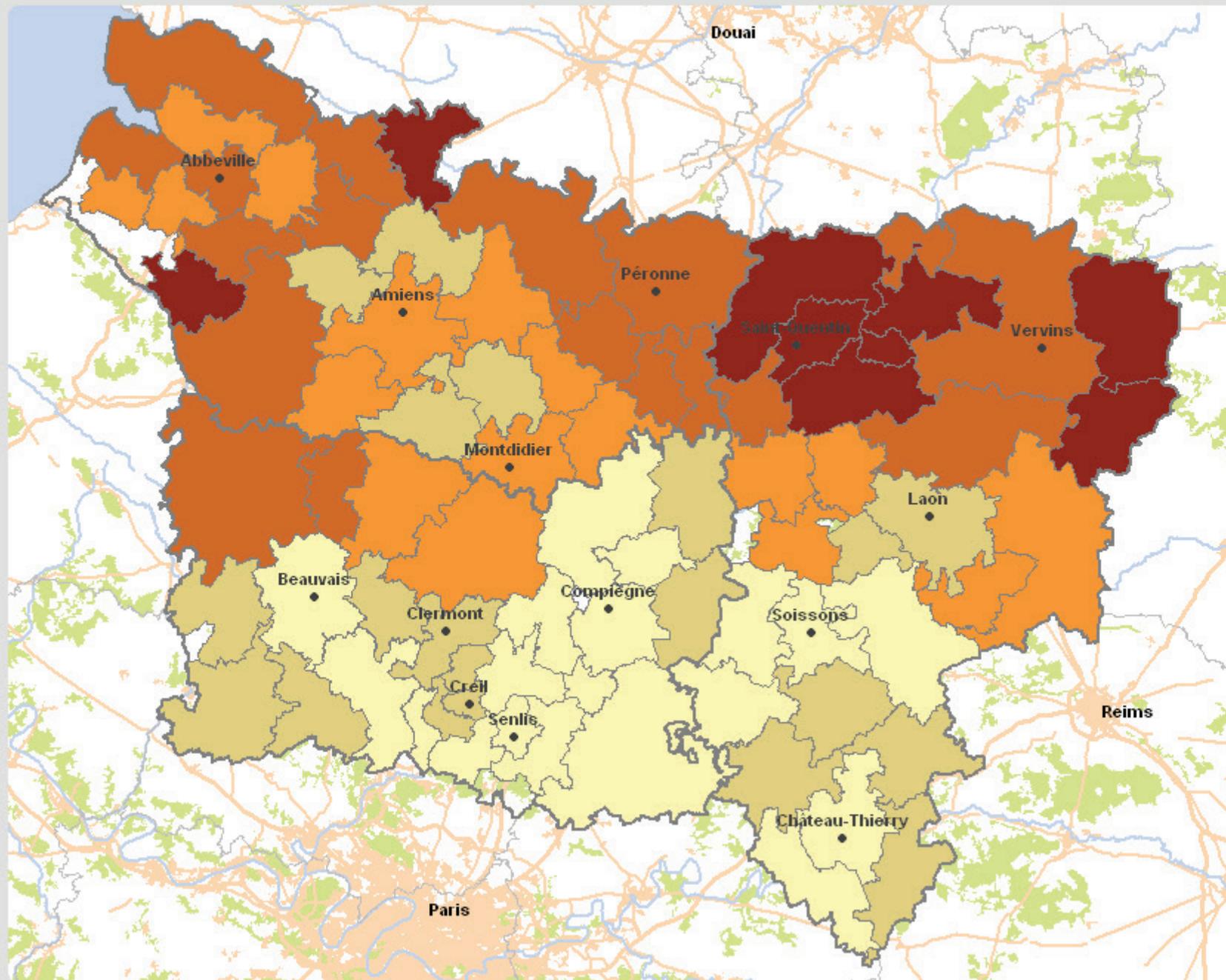
Sources : DGFIP 2011

IGN - Bd Carto

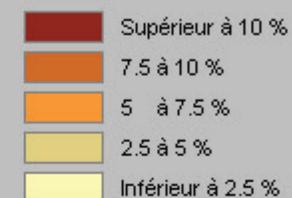
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Octobre 2013

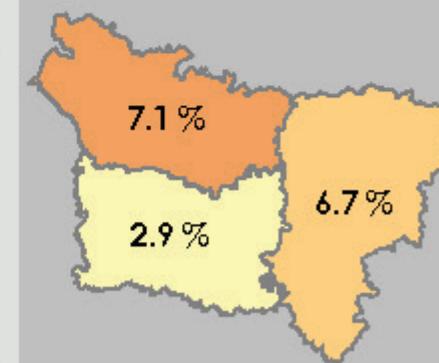
Part du parc privé potentiellement indigne par EPCI



Taux des logements potentiellement indignes dans le parc privé des résidences principales



Périmètres EPCI au 1er janvier 2013



Sources : PPPI 2013

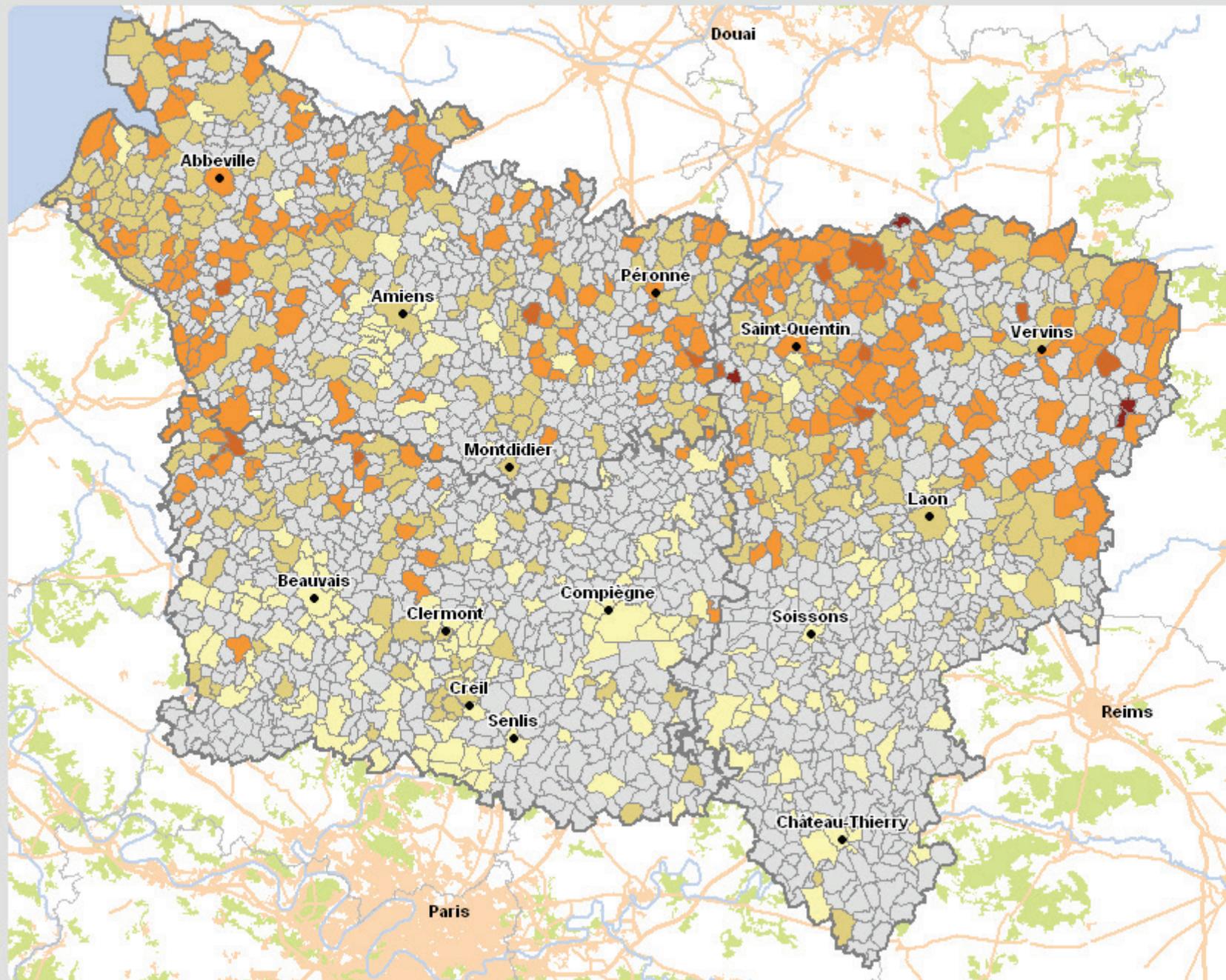
IGN - Bd Cartho

IGN - Route500 - Route120

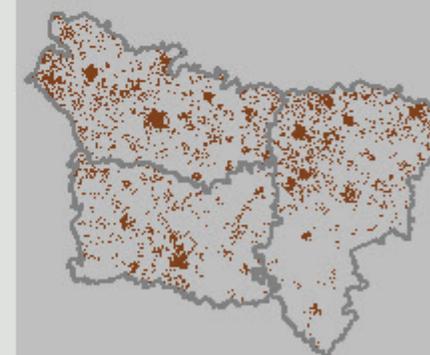
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Octobre 2013

Part du parc privé potentiellement indigne par commune



Taux des logements potentiellement indignes dans le parc privé des résidences principales



1 point = 5 logements

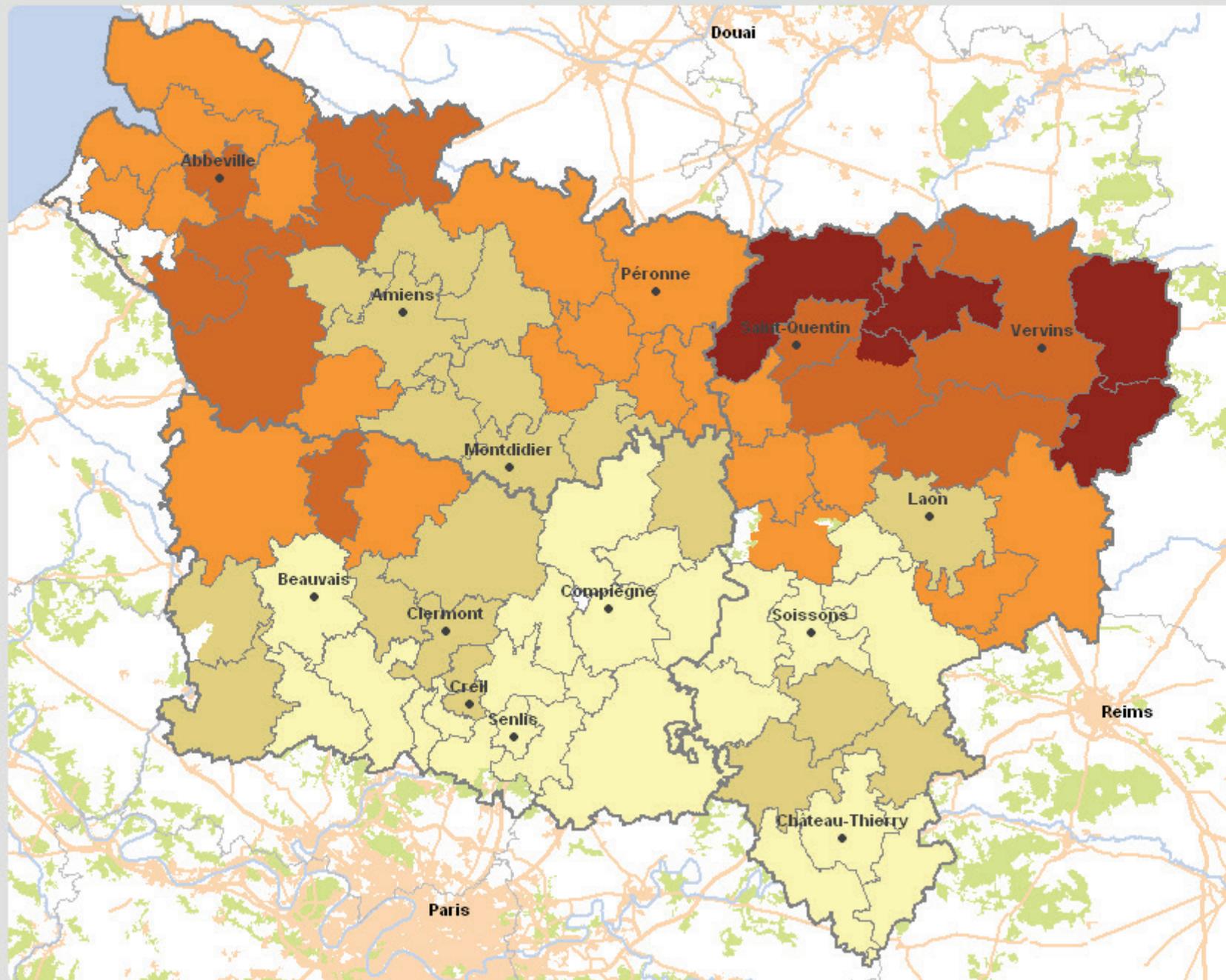
Sources : PPI 2013

IGN - Bd Carto

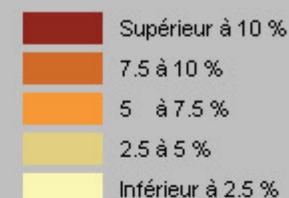
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

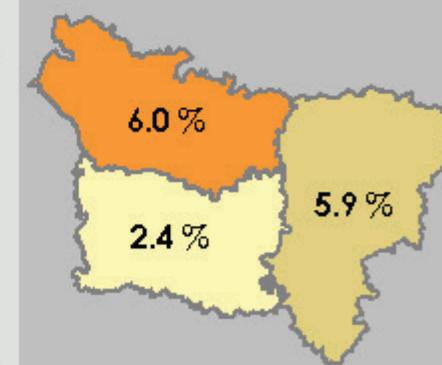
Part du parc privé potentiellement indigne construit avant 1949 par EPCI



Taux des logements potentiellement indignes dans le parc privé des résidences principales construit avant 1949

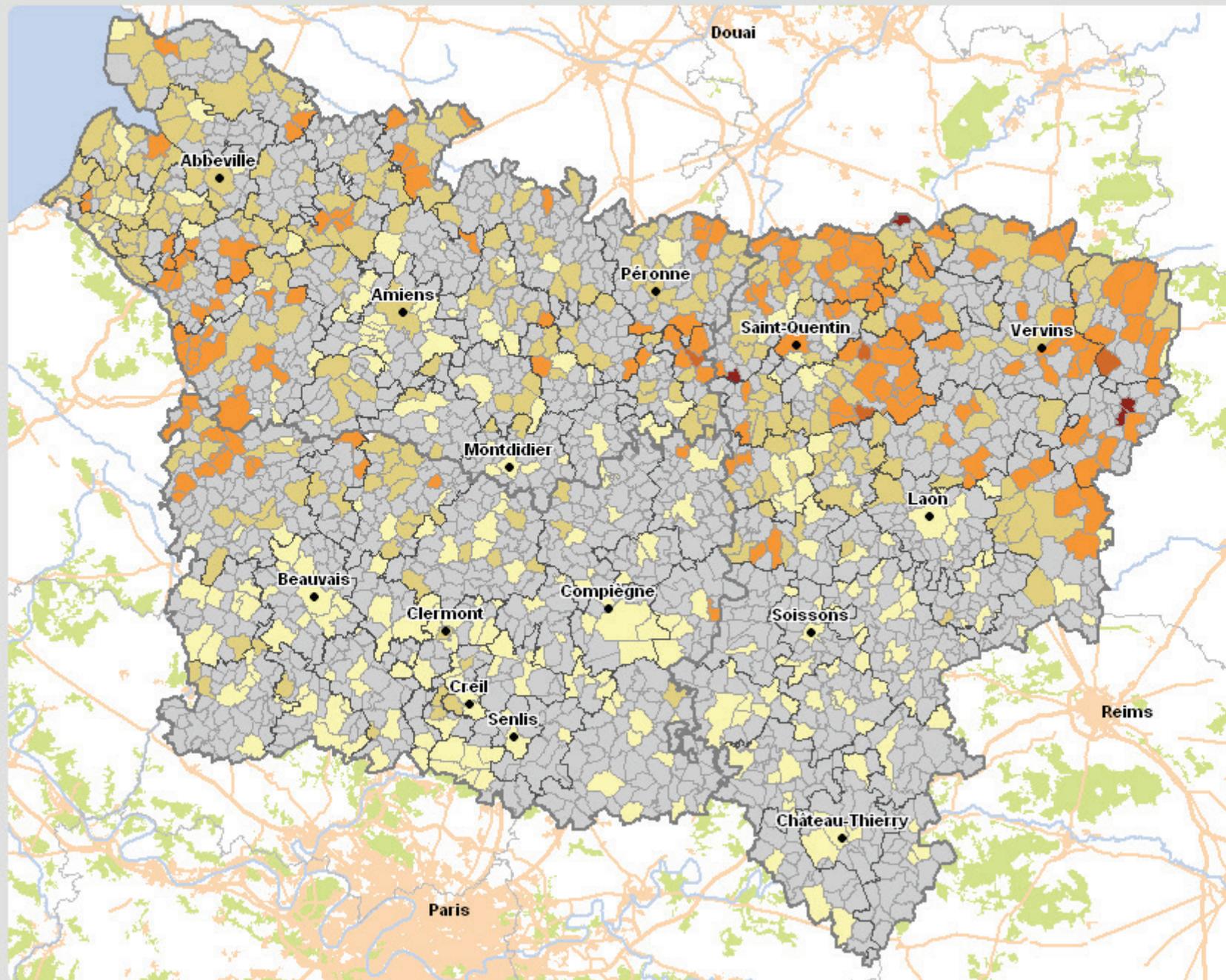


Périmètres EPCI au 1er janvier 2013

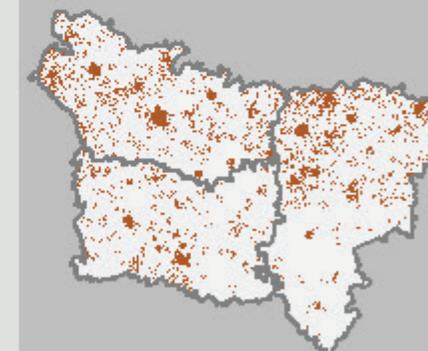


Sources : PPPI 2013
IGN - Bd Carto
IGN - Route500 - Route120
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Octobre 2013

Part du parc privé potentiellement indigne construit avant 1949 par commune



Taux des logements potentiellement indignes dans le parc privé des résidences principales construit avant 1949



1 point = 5 logements

Sources : PPMI 2013
 IGN - Bd Carto
 IGN - Route500 - Route120
 Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
 Octobre 2013

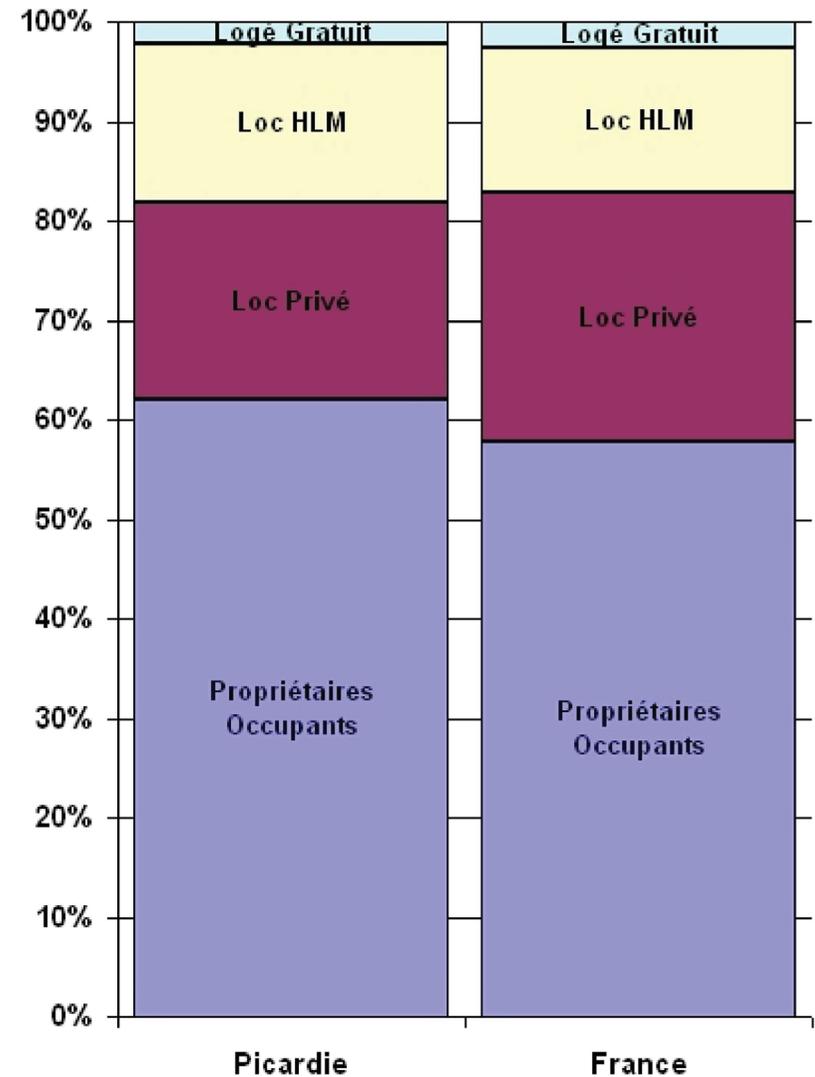
Statut d'occupation

La part des propriétaires occupants est plus élevée en Picardie qu'en France : 62% contre 58%, mais 60% d'entre eux ont des ressources inférieures aux plafonds HLM, et 45% de ces ménages ont plus de 60 ans.

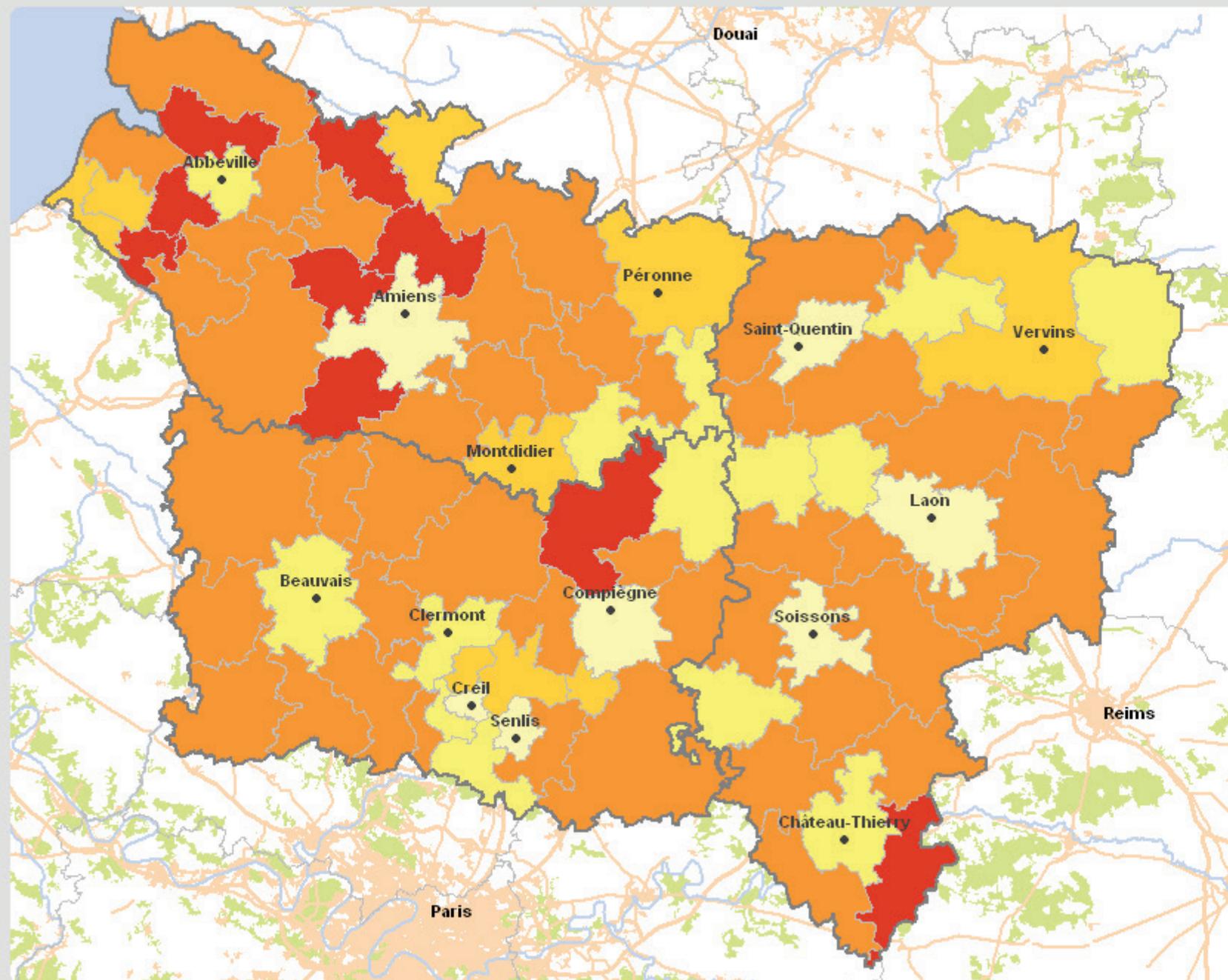
Le parc locatif privé accueille 17,5% de la population picarde, alors qu'il représente 20% des résidences principales.

Le parc locatif social, concentré sur les villes, représente 18% du parc pour 16,6% de la population.

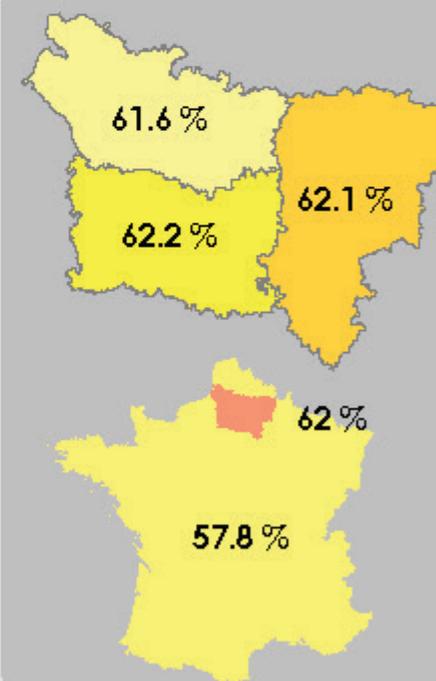
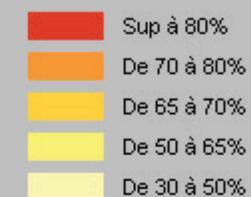
Depuis 2002, le parc locatif privé se développe un peu moins vite que le parc locatif social, et ceci malgré les dispositifs fiscaux incitatifs mis en œuvre.



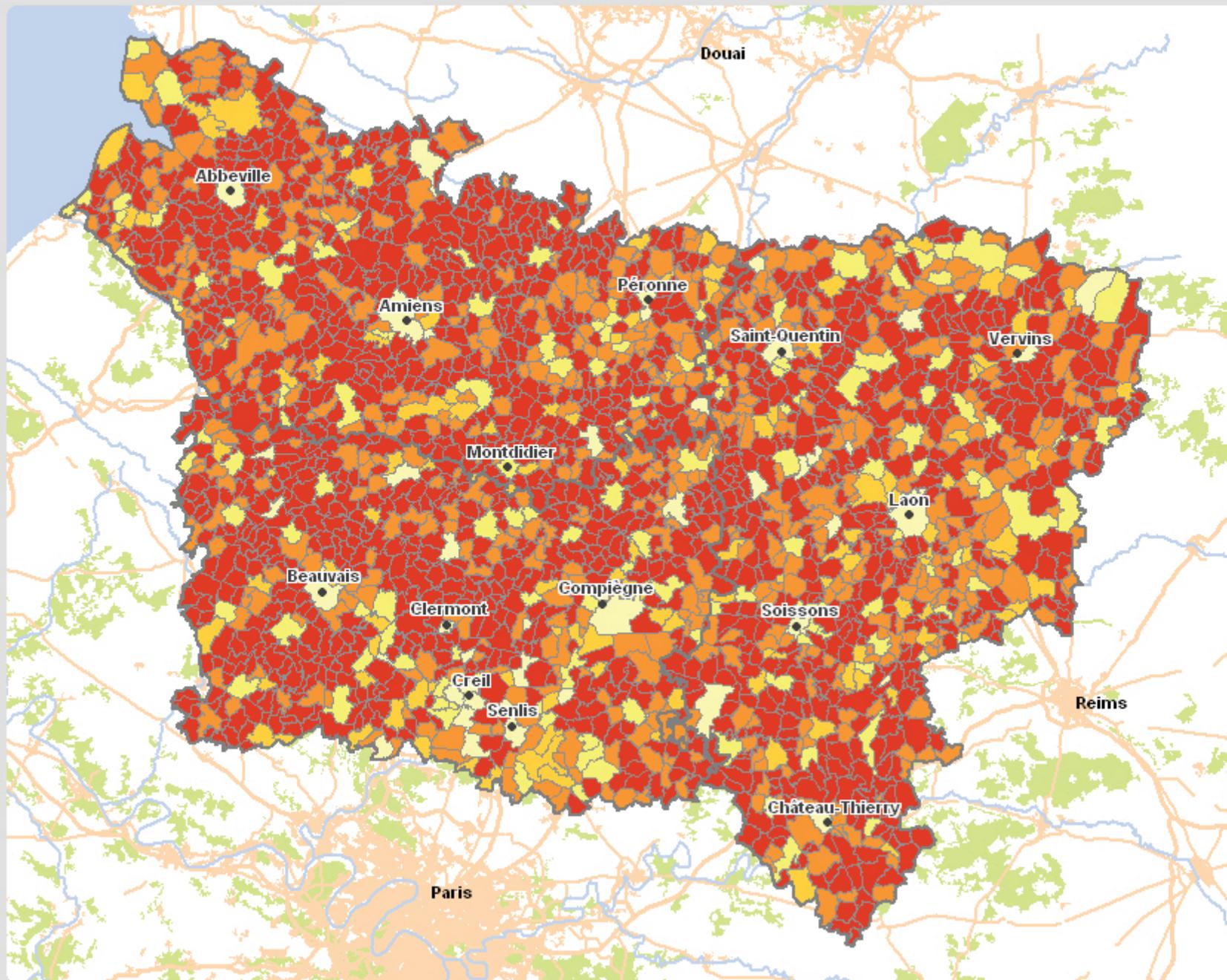
Part des propriétaires occupants par EPCI



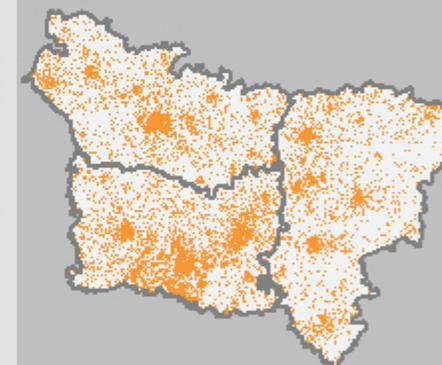
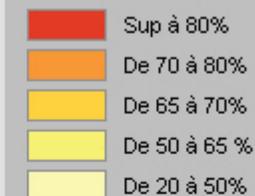
Part des propriétaires occupants dans le parc des résidences principales



Part des propriétaires occupants par commune



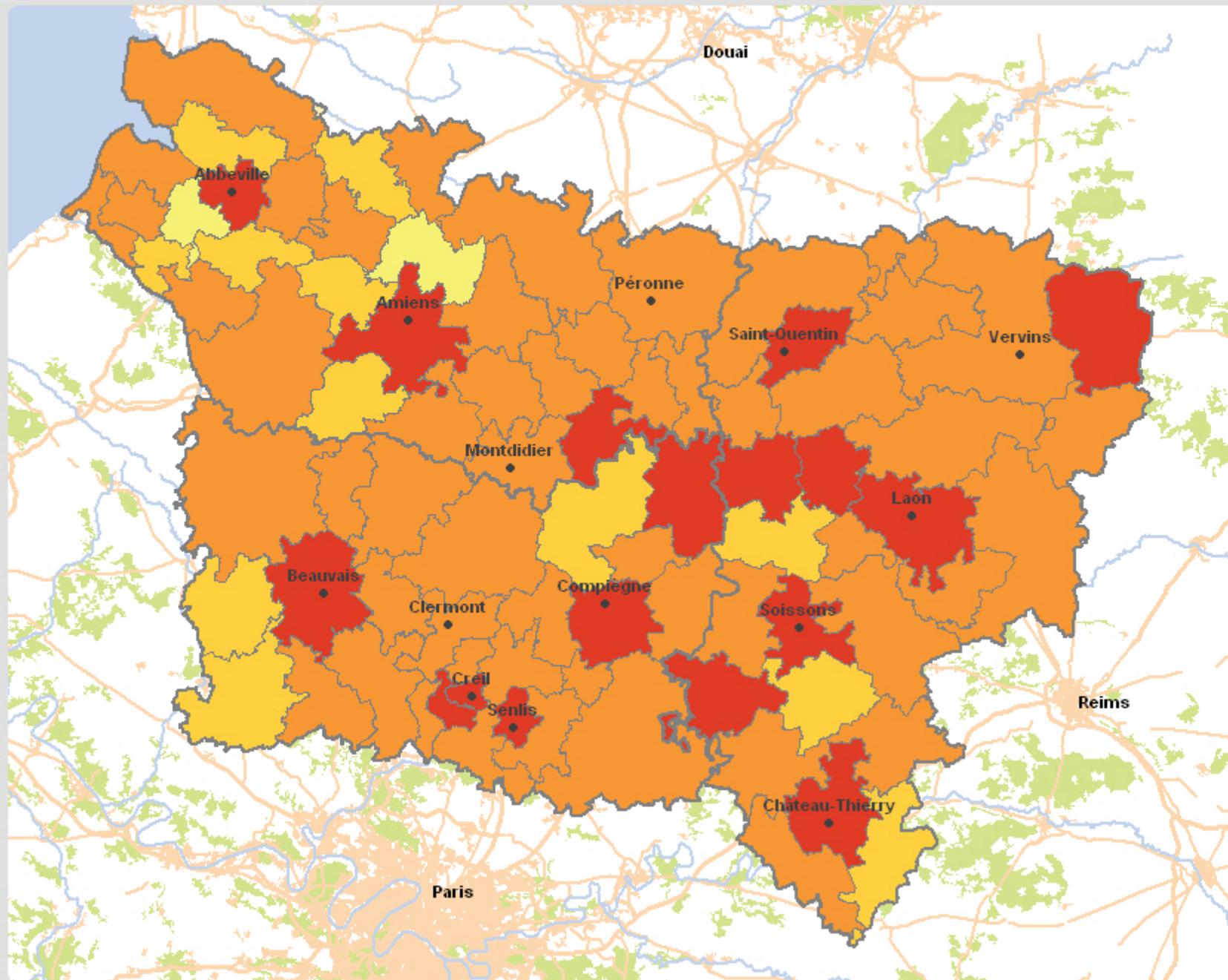
Part des propriétaires occupants dans le parc des résidences principal



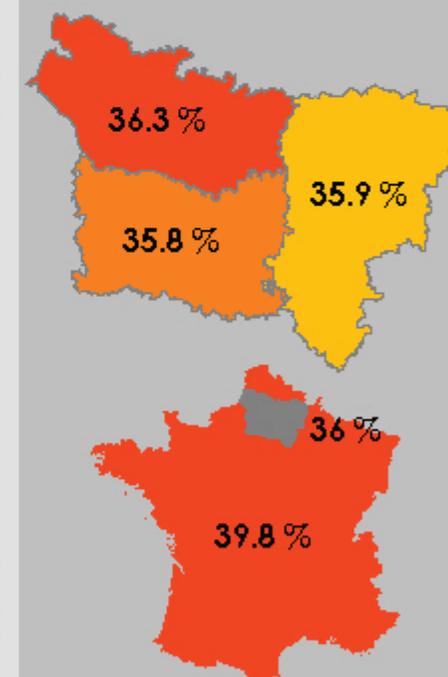
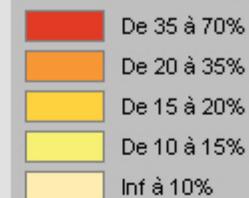
Densité de propriétaires occupants



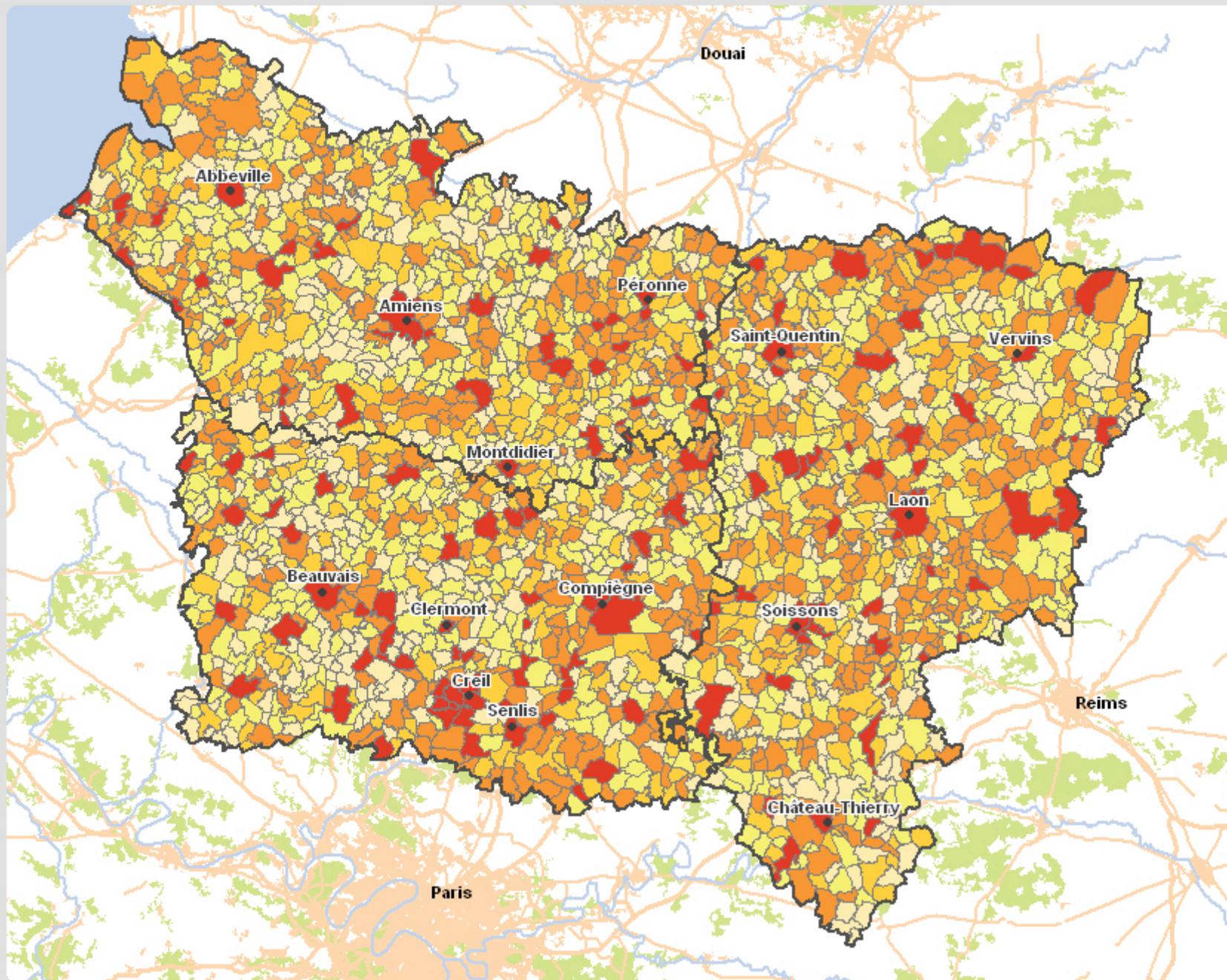
Parc locatif par EPCI



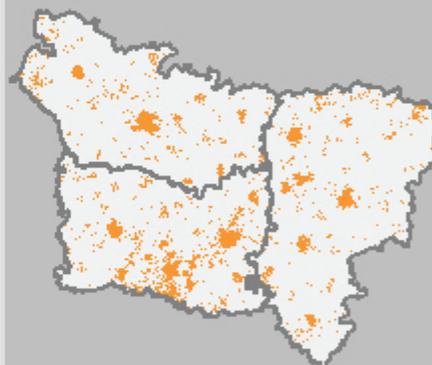
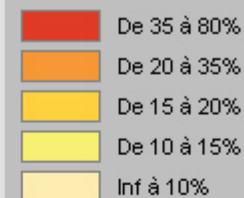
Part des résidences principales locatives dans le parc des résidences principales



Parc locatif par commune



Part des résidences principales locatives dans le parc des résidences principales



Densité de résidences principales en location



Sources : INSEE 2011

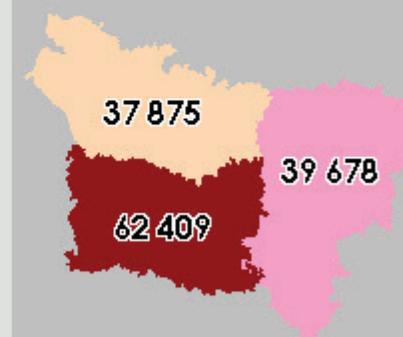
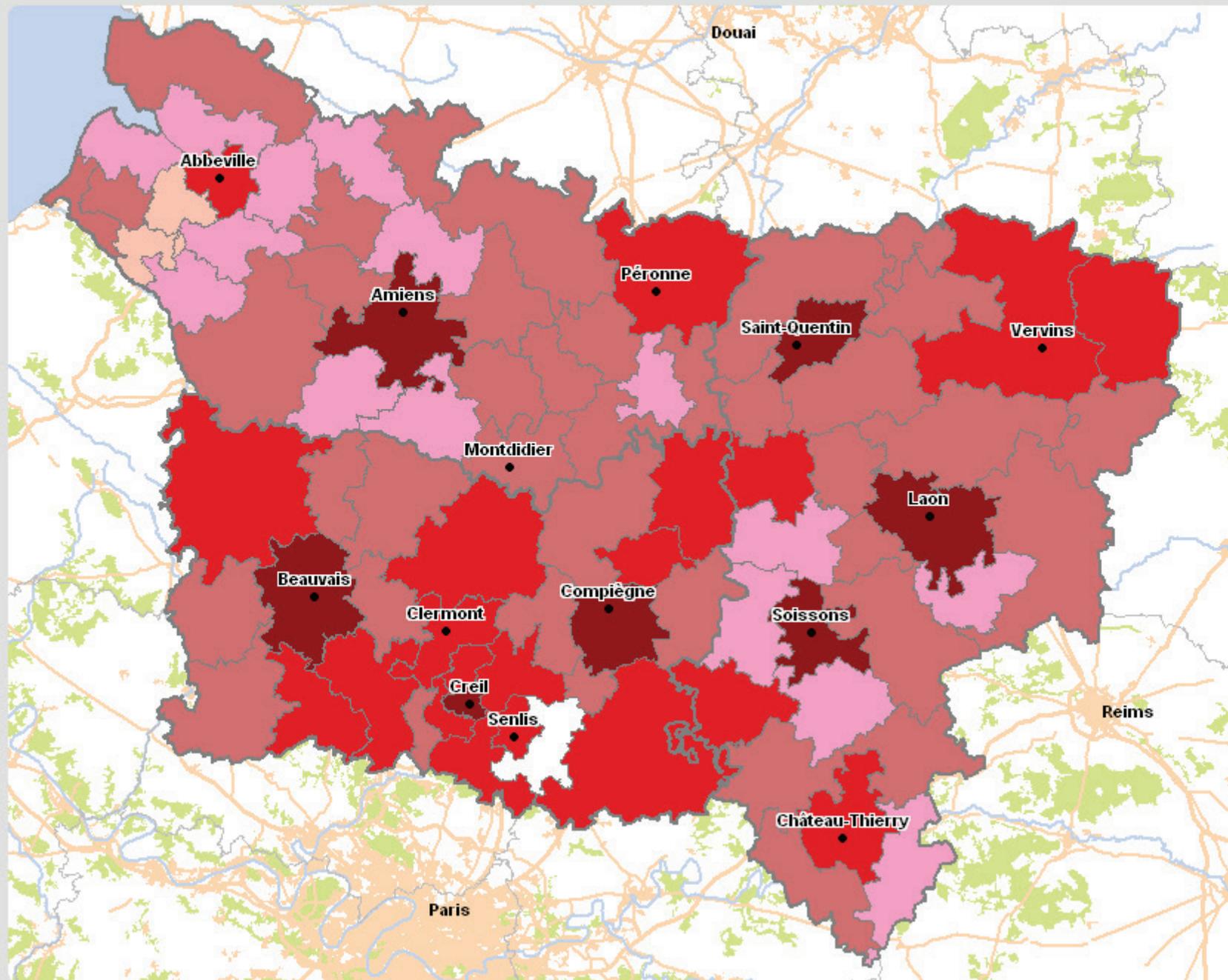
IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

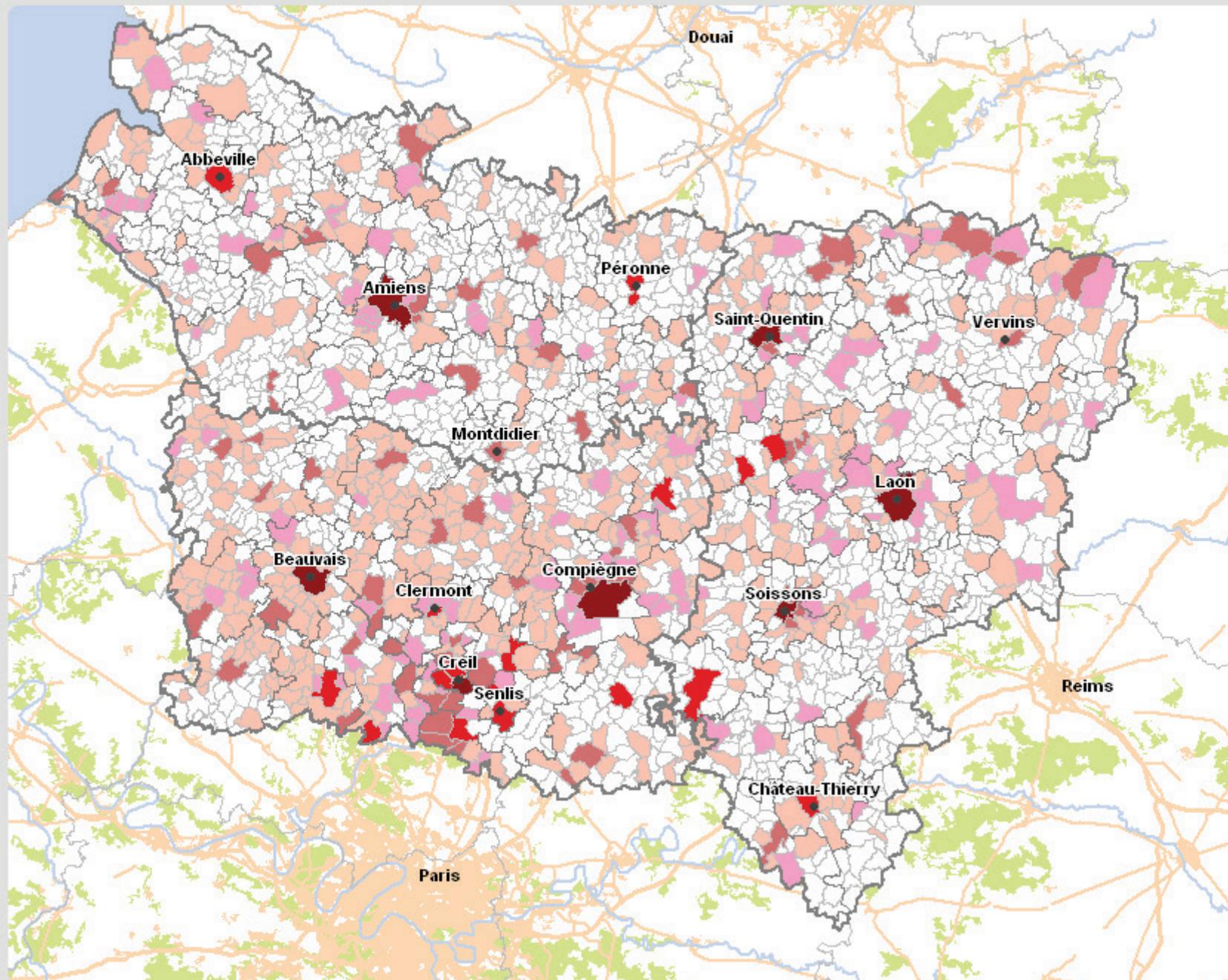
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

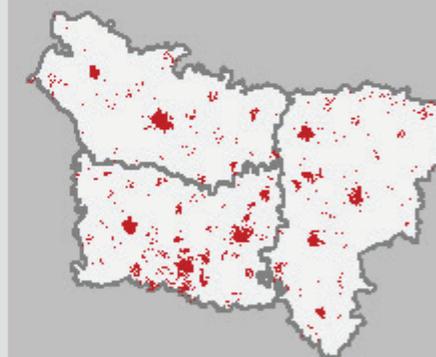
Le parc de logements sociaux par EPCI



Le parc de logements sociaux par commune



Nombre de logements sociaux



1 point = 50 logements

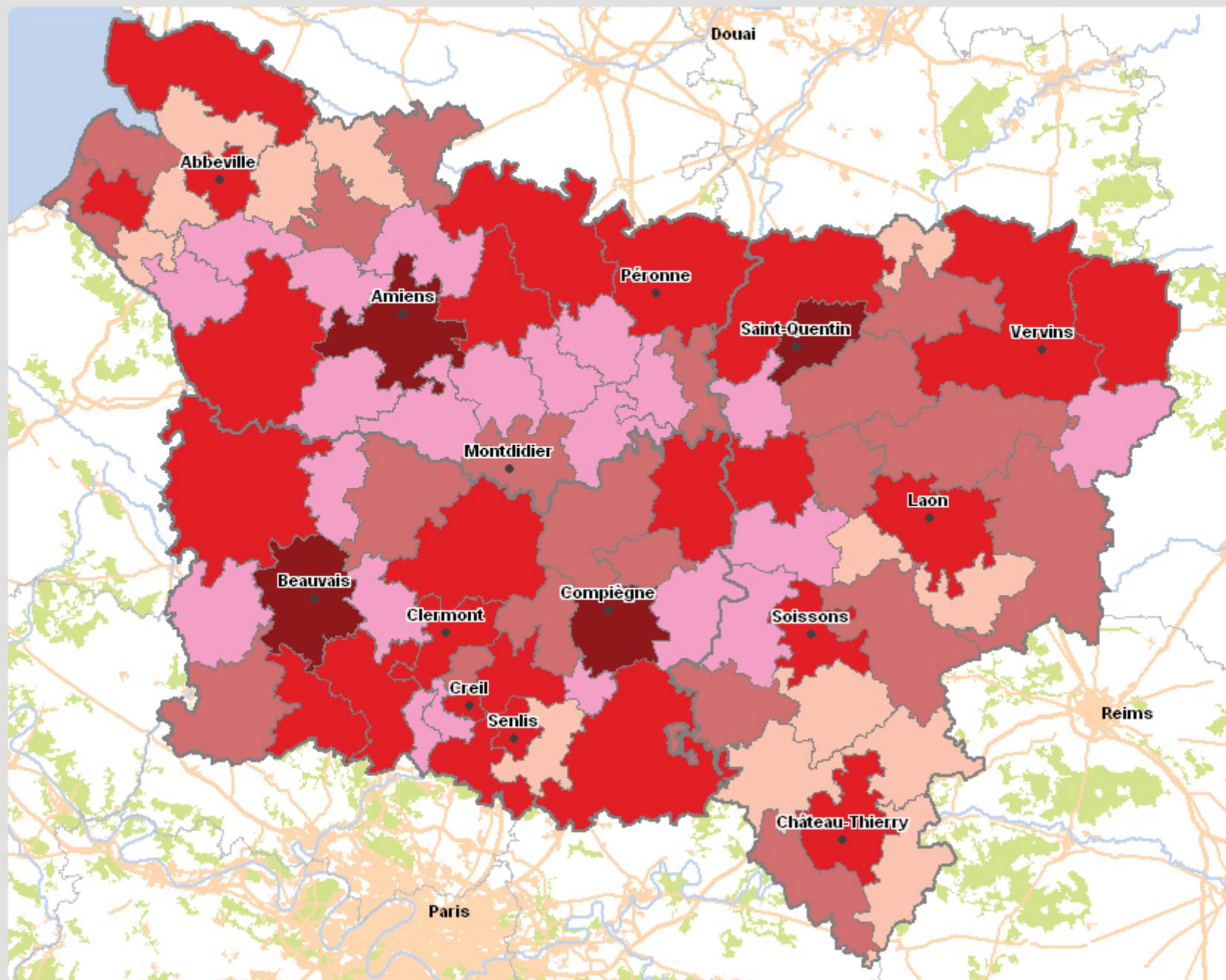
Sources : RPLS 2013

IGN - Bd Cartho

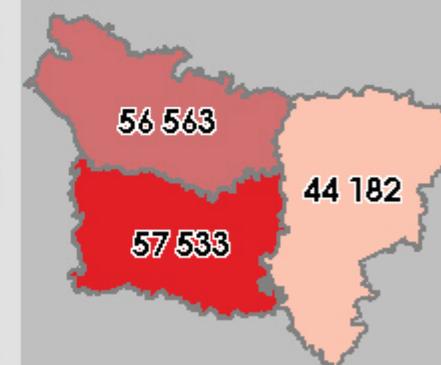
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

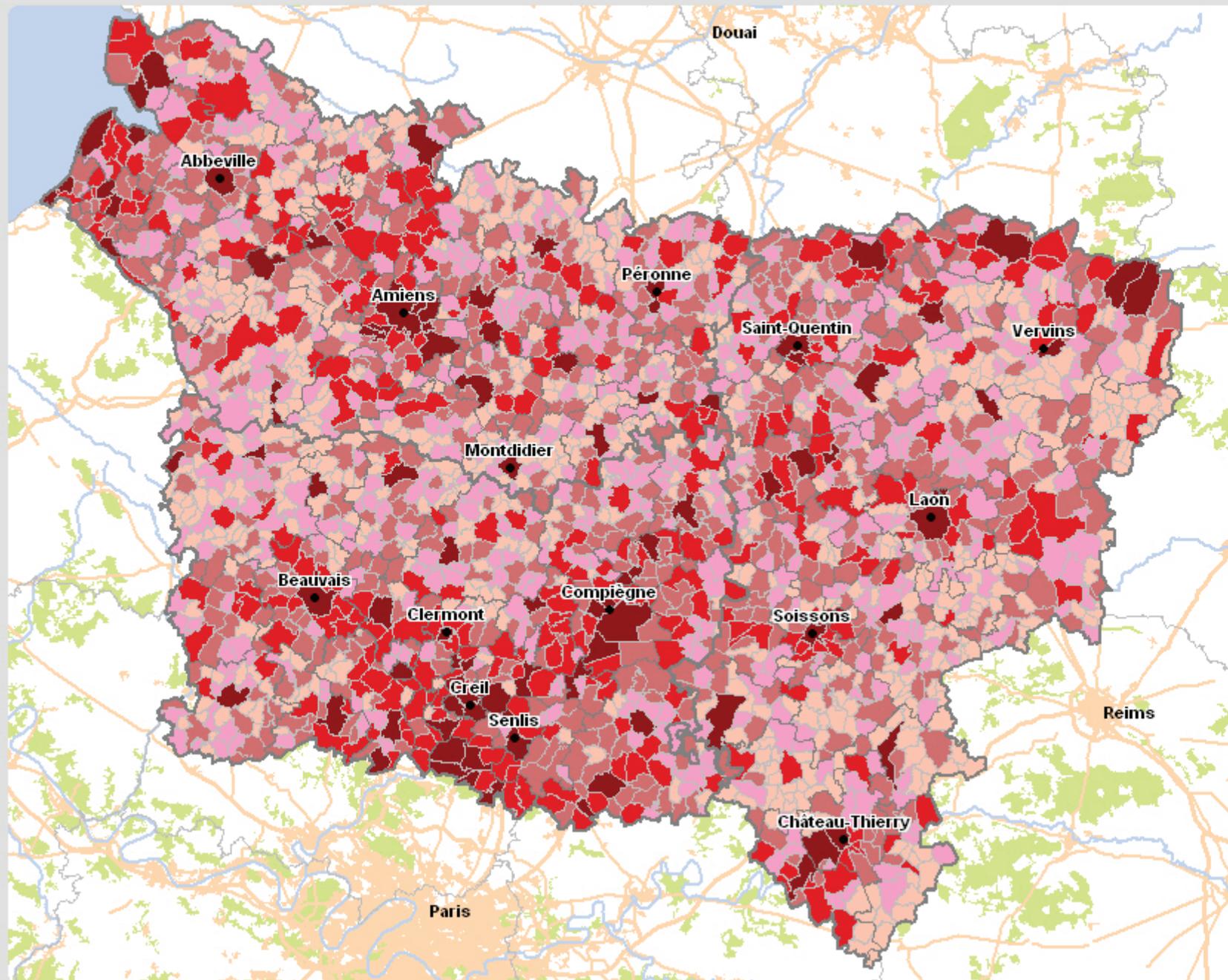
Le parc locatif privé par EPCI



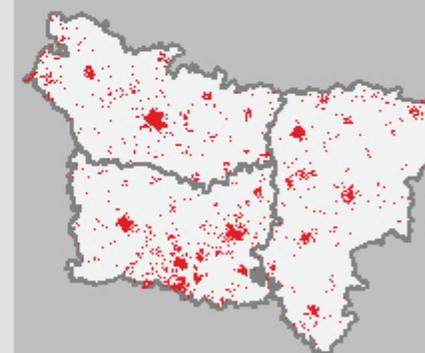
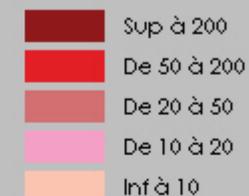
Nombre de logements du parc locatif privé



Le parc locatif privé par commune



Nombre de logements du parc locatif privé



Le parc locatif privé

1 point = 50 logements

Sources : flocom 2013

IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

Le parc locatif social

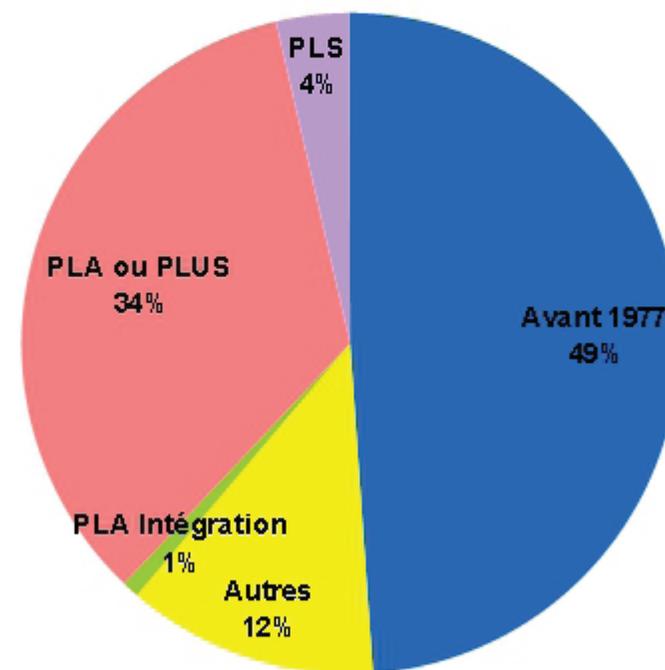
Au 1^{er} janvier 2013, le parc locatif social picard compte 140 000 logements. Durant l'année 2012, le parc s'est accru de 1,08% : 1 700 logements ont été mis en service, mais 1 100 logements sont en revanche sortis du parc (démolis ou vendus). La part de l'individuel parmi les logements sociaux est plus forte en Picardie qu'en France métropolitaine.

La densité moyenne de logements du parc social est, dans la région comme en France métropolitaine de 18 logements sociaux pour 100 résidences principales. L'Oise est le département qui comporte la plus forte densité de logements sociaux (18%), devant l'Aisne (16%) et la Somme (14%). Les plus fortes densités se trouvent logiquement dans les pôles urbains où un tiers des résidences principales appartient au parc HLM. Creil est la commune de Picardie qui comporte la plus forte densité de logements sociaux avec 6 résidences principales sur 10 appartenant au parc social. Sur l'ensemble de la Picardie, un quart des logements sociaux sont situés en ZUS.

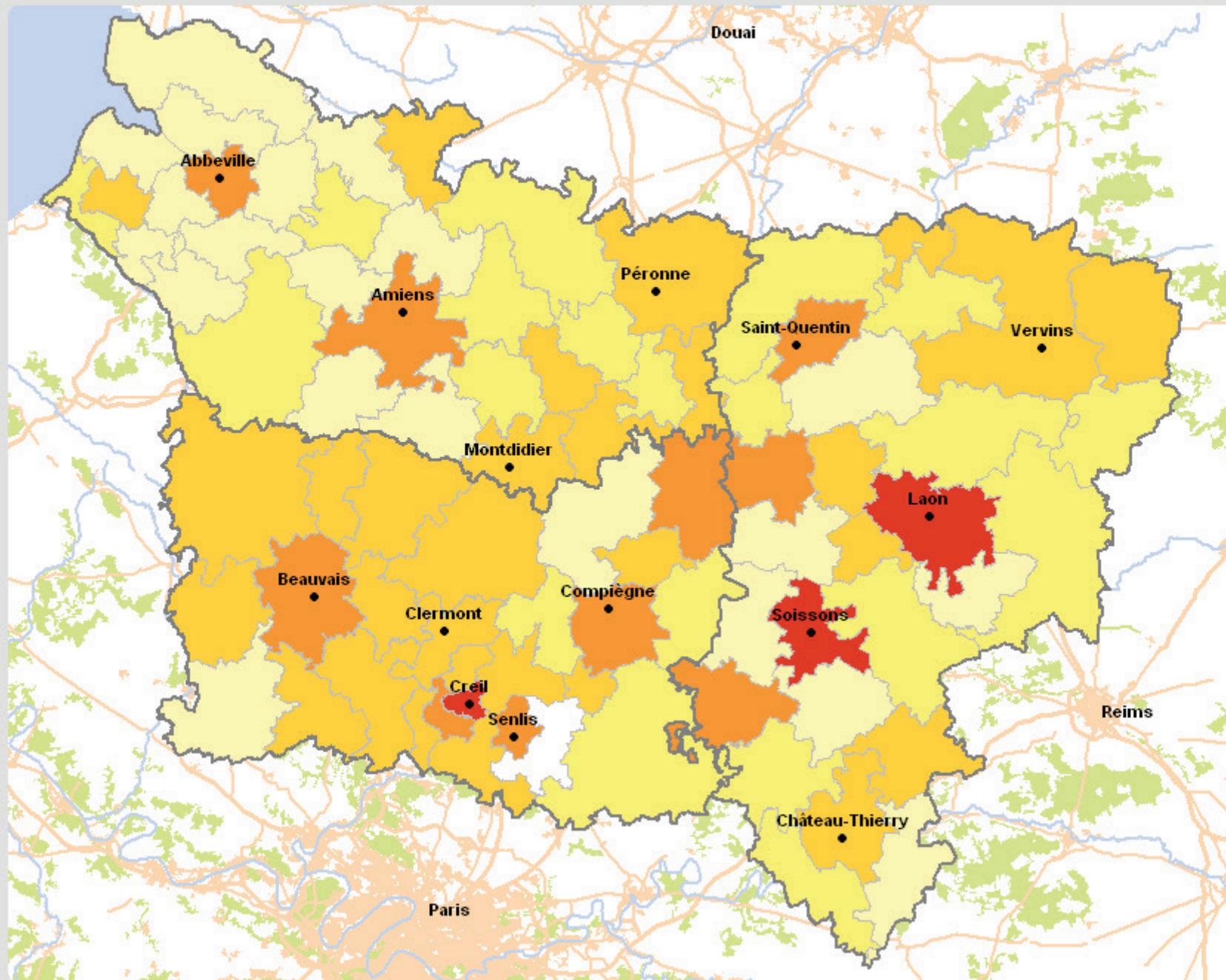
Au 1^{er} janvier 2013, 3,2% des logements sociaux sont vacants (3,2% en France métropolitaine). La situation n'est pas homogène sur l'ensemble du territoire, reflétant la tension des marchés. La vacance est élevée dans les zones rurales du nord-est de la région et dans celles en stagnation ou décroissance démographique (Santerre Haute Somme, Pays des Sources, Saint-Quentinois, Thierache). Elle est également élevée en Picardie verte et dans le Pays du Noyonnais. Ce taux est 4,4% en Picardie pour les logements financés en PLS.

En Picardie, 12,9% des logements ont fait l'objet d'un emménagement en 2012, taux supérieur à celui de la France métropolitaine (10%). Dans la Somme et l'Oise, le taux de rotation est comparable à la mobilité nationale et reflète une situation plus tendue sur certains territoires comme le sud de l'Oise, l'Amiénois ou le littoral. La mobilité est particulièrement importante sur certains secteurs de l'Aisne (Thiérache, Laonnois, etc.), là où la demande est moins forte.

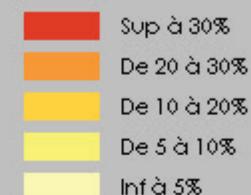
Mode de financement
du parc locatif social picard
RPLS 2013



Part des logements locatifs sociaux par EPCI

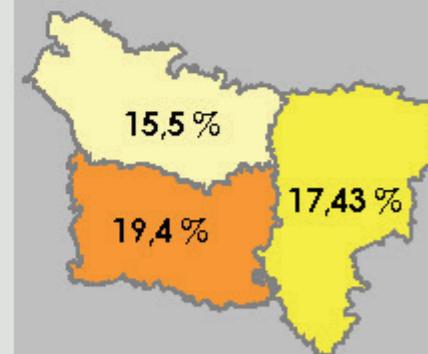


Taux de logements sociaux dans le parc de résidences principale:

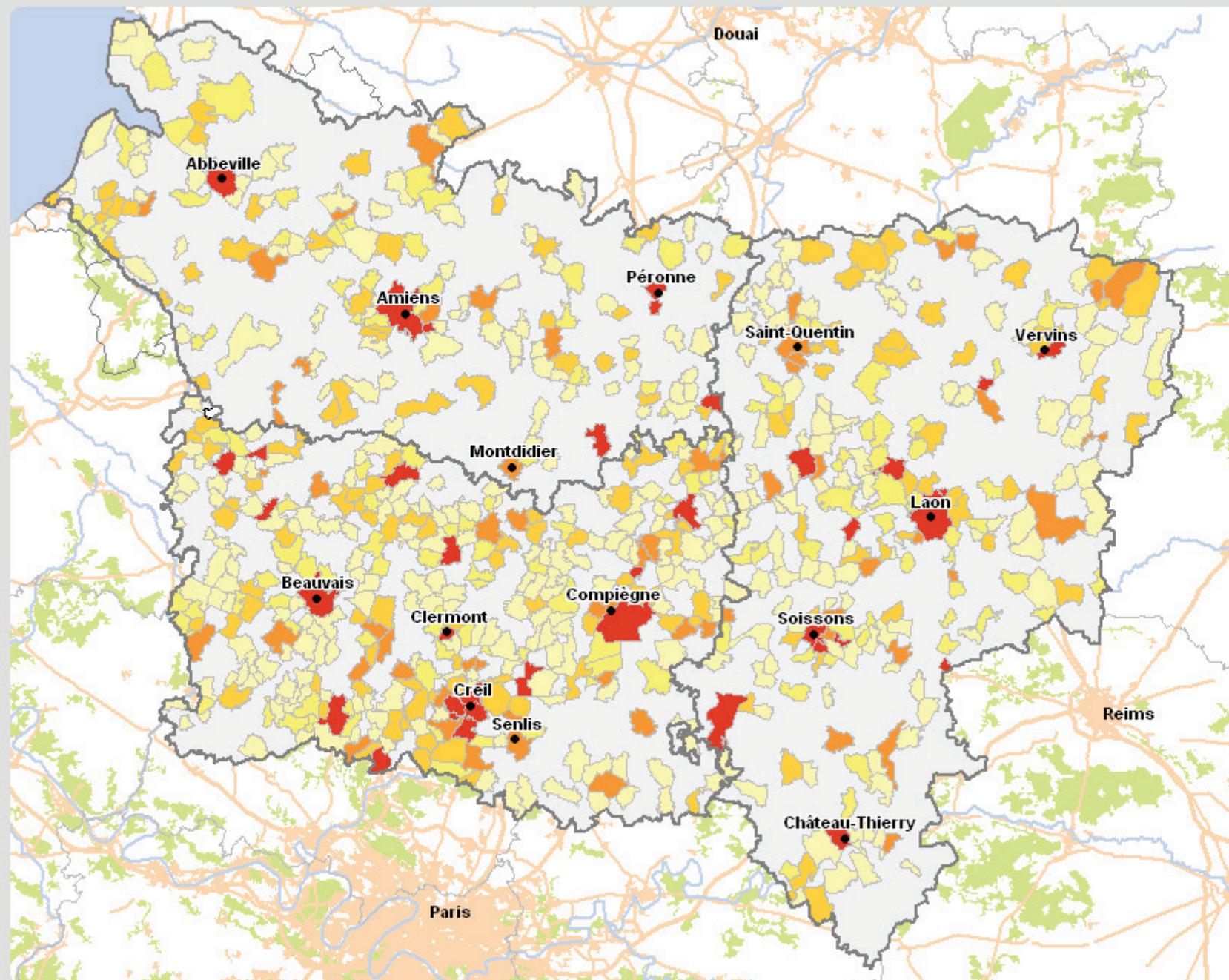


■ Pas de logement social

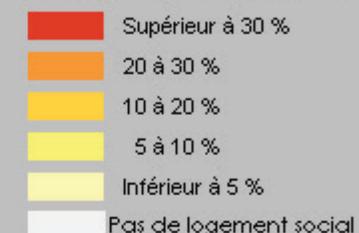
Suivant la définition de la loi SRU



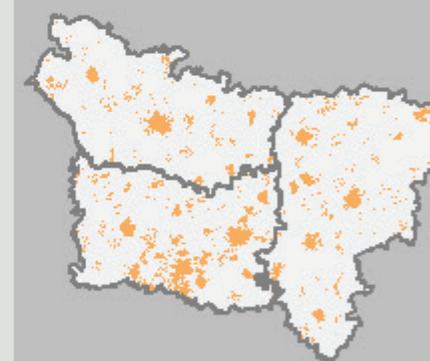
Part des logements locatifs sociaux par commune



Taux de logements sociaux dans les résidences principales



Suivant la définition de la loi SRU



Densité du nombre de logements sociaux

1 point = 20 logements

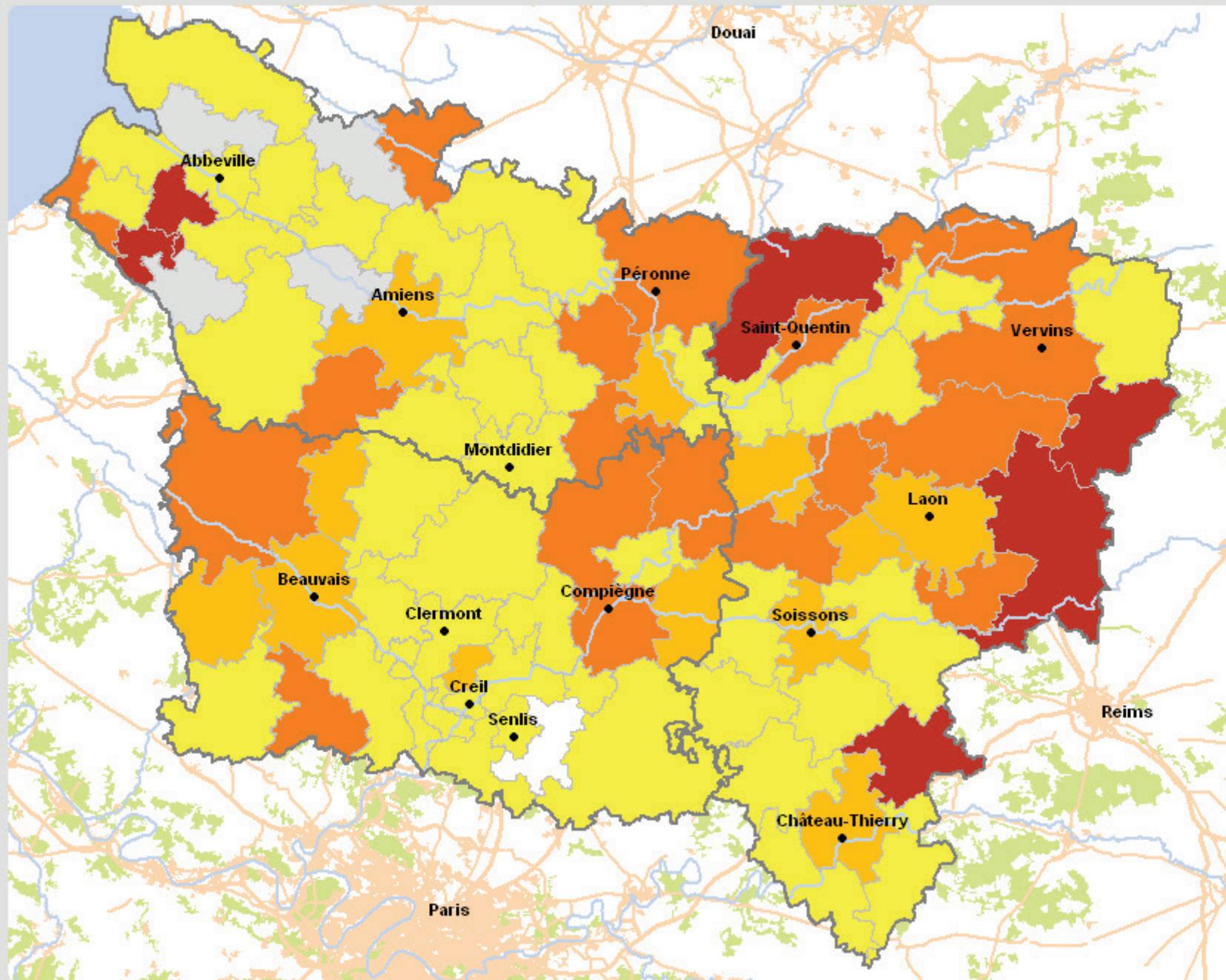
Sources : RPL 2012 DGFIP T.H 2012

IGN - Bd Carto

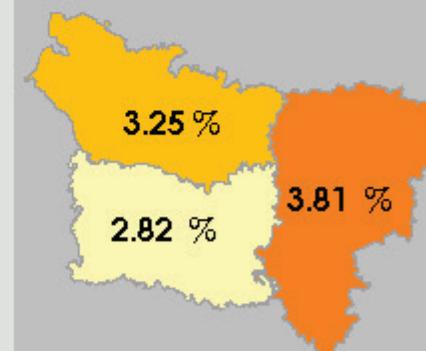
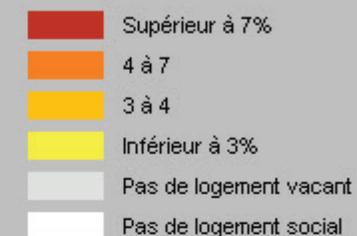
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Octobre 2013

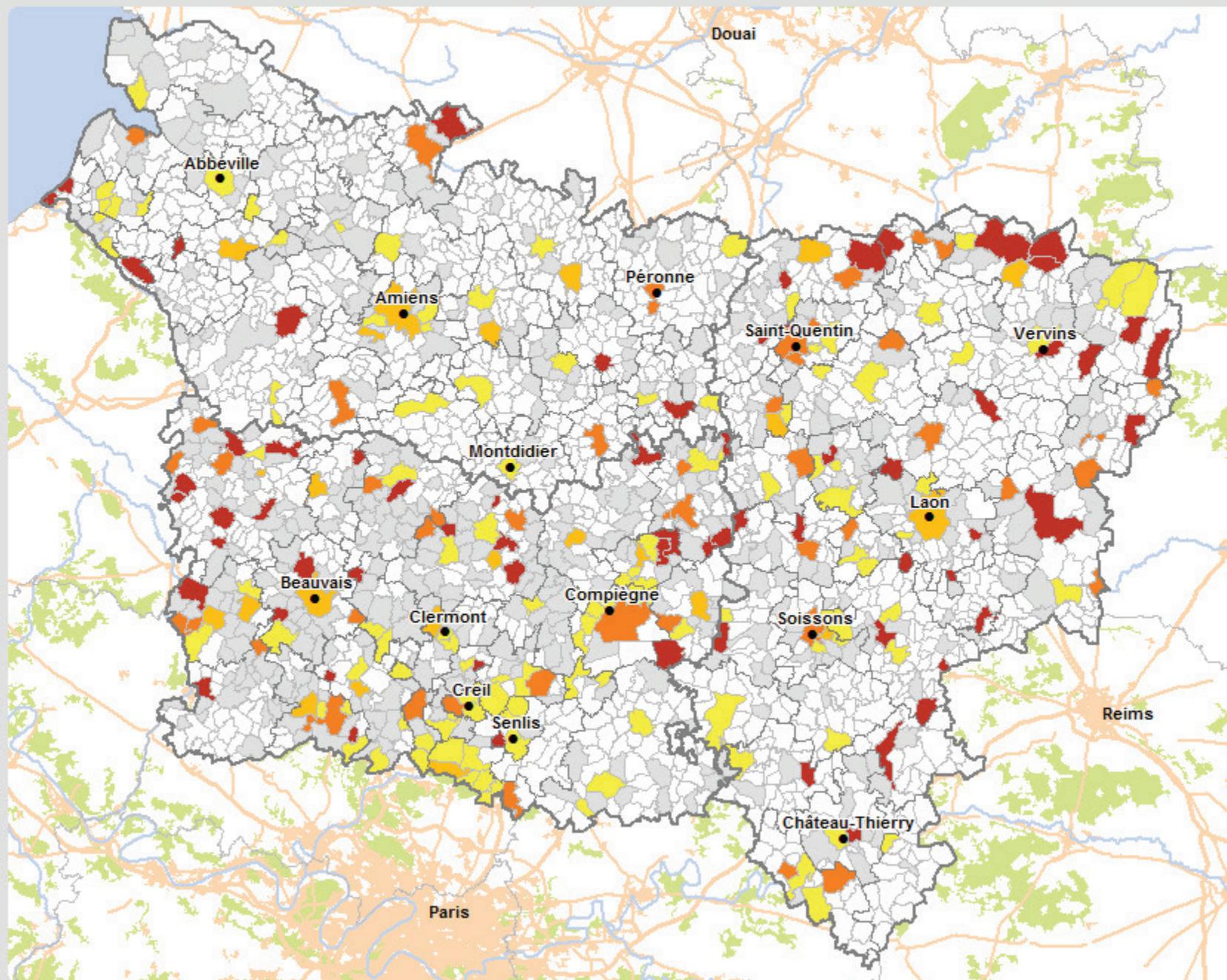
Taux de vacance dans le parc locatif social par EPCI



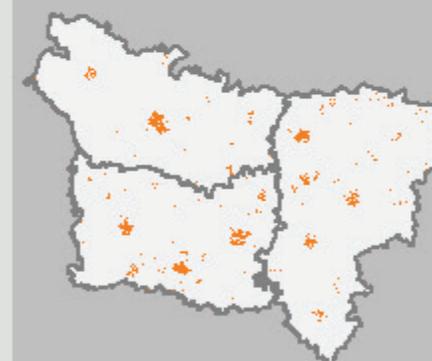
Taux de logements vacants dans le parc social



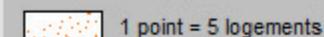
Part des logements locatifs sociaux vacants par commune



Taux de logements vacants dans le parc social



Densité de logements vacants



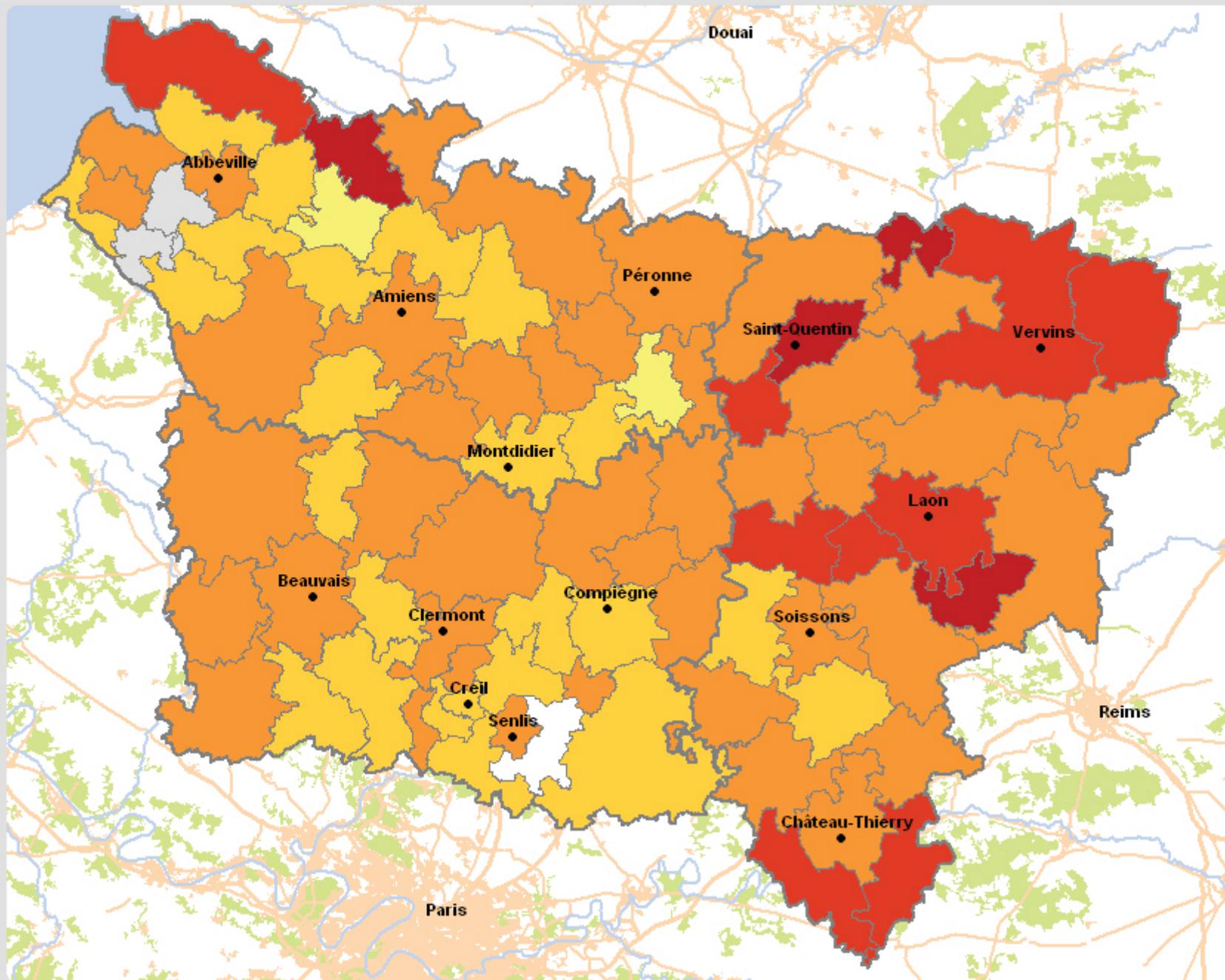
Sources : RPL 2013

IGN - Bd Cartho

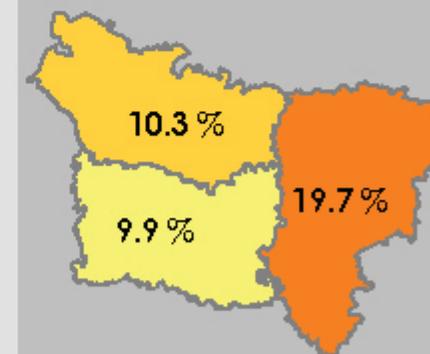
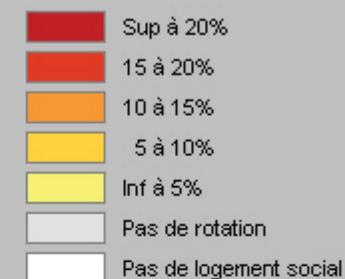
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

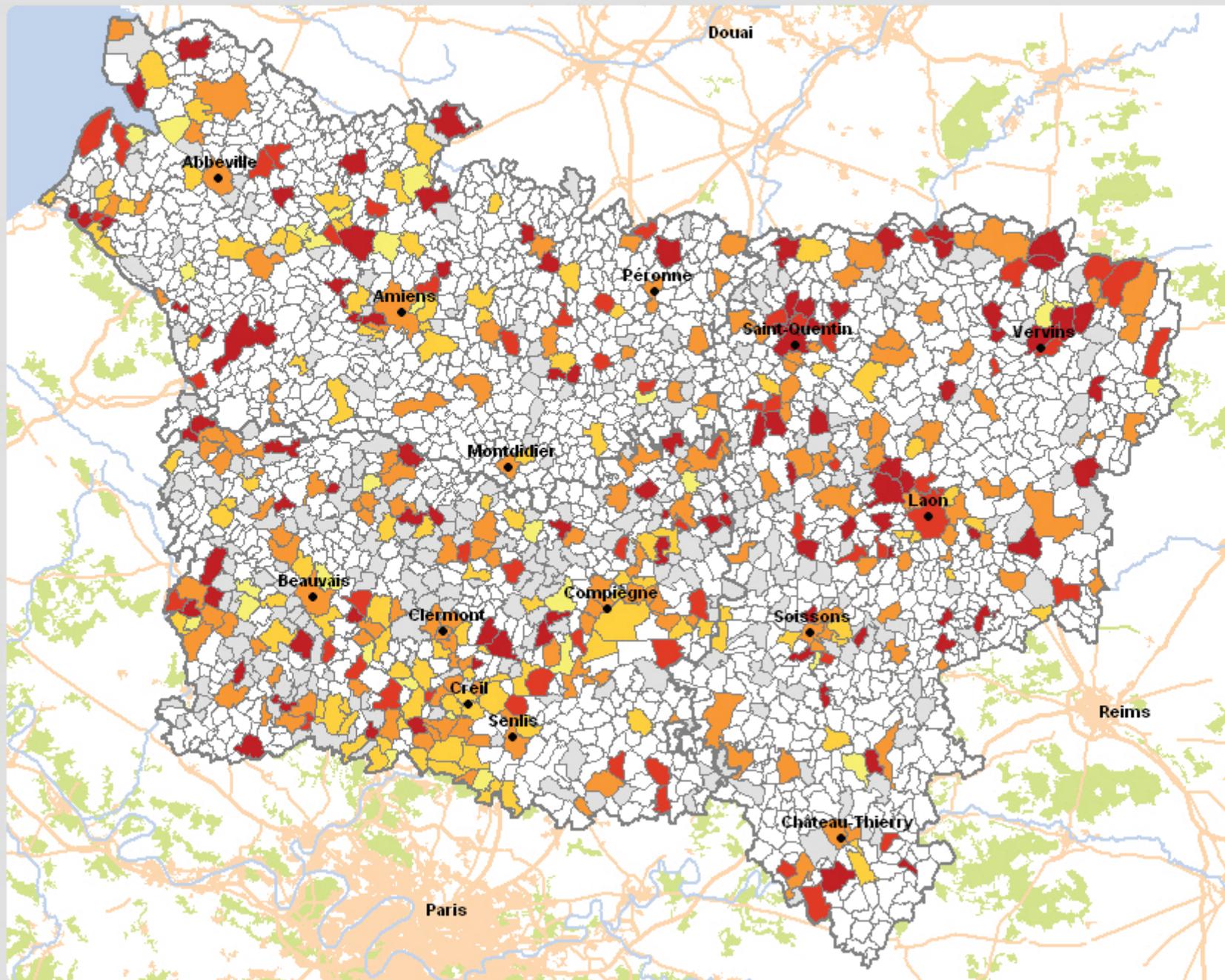
Taux de rotation dans le parc locatif social par EPCI



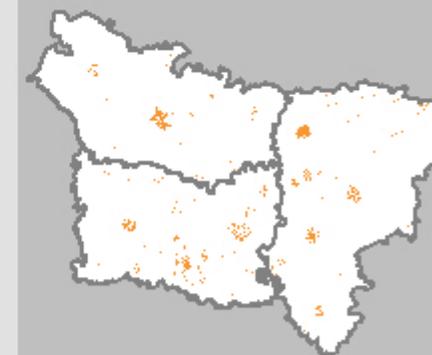
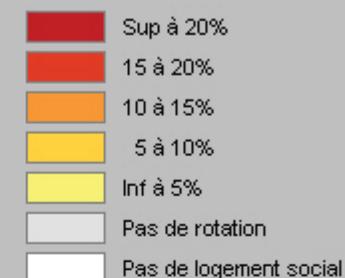
Taux de rotation dans le parc social



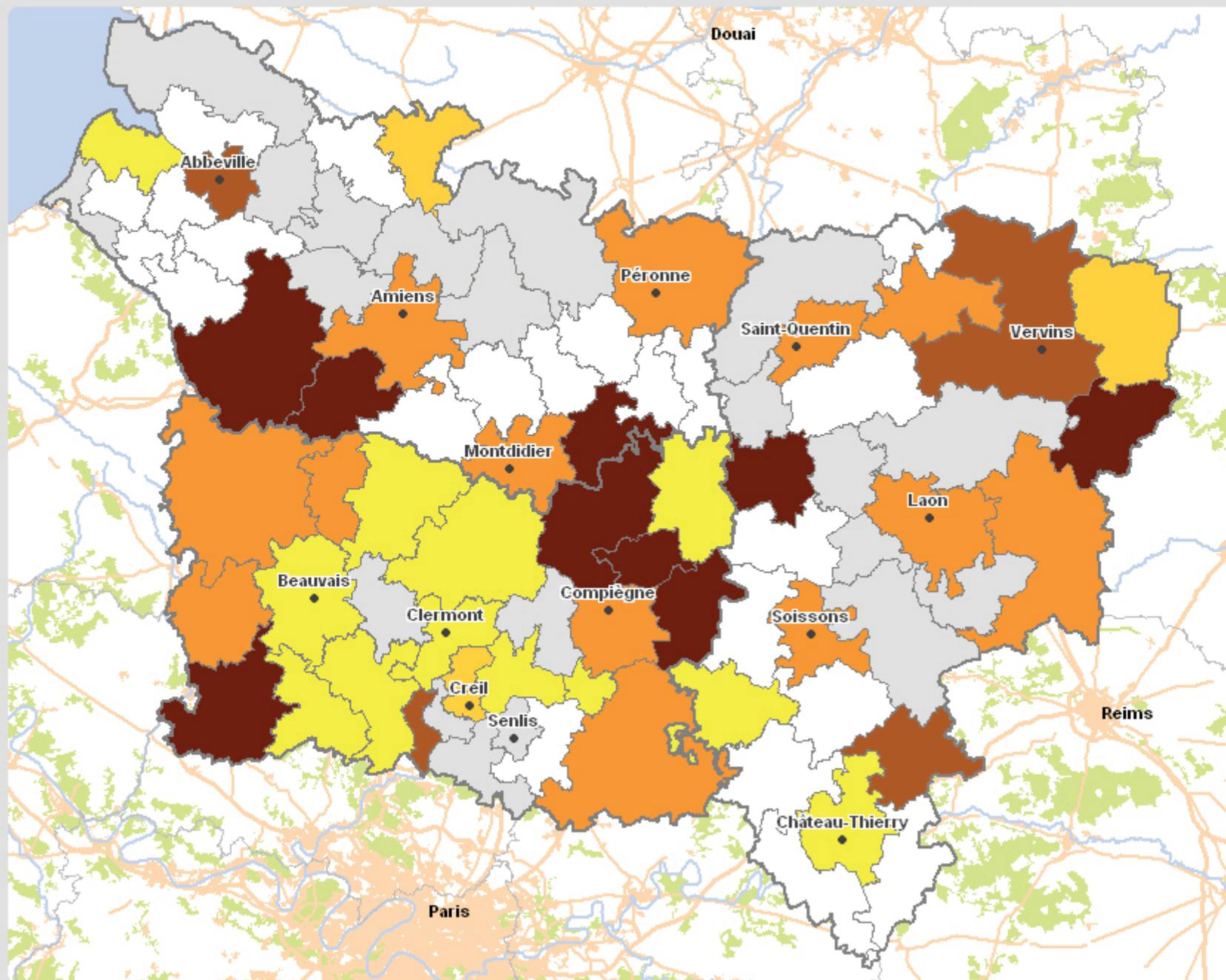
Taux de rotation dans le parc locatif social par commune



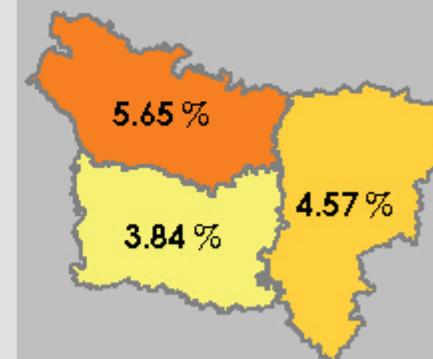
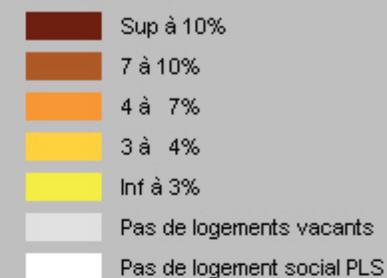
Taux de rotation dans le parc social



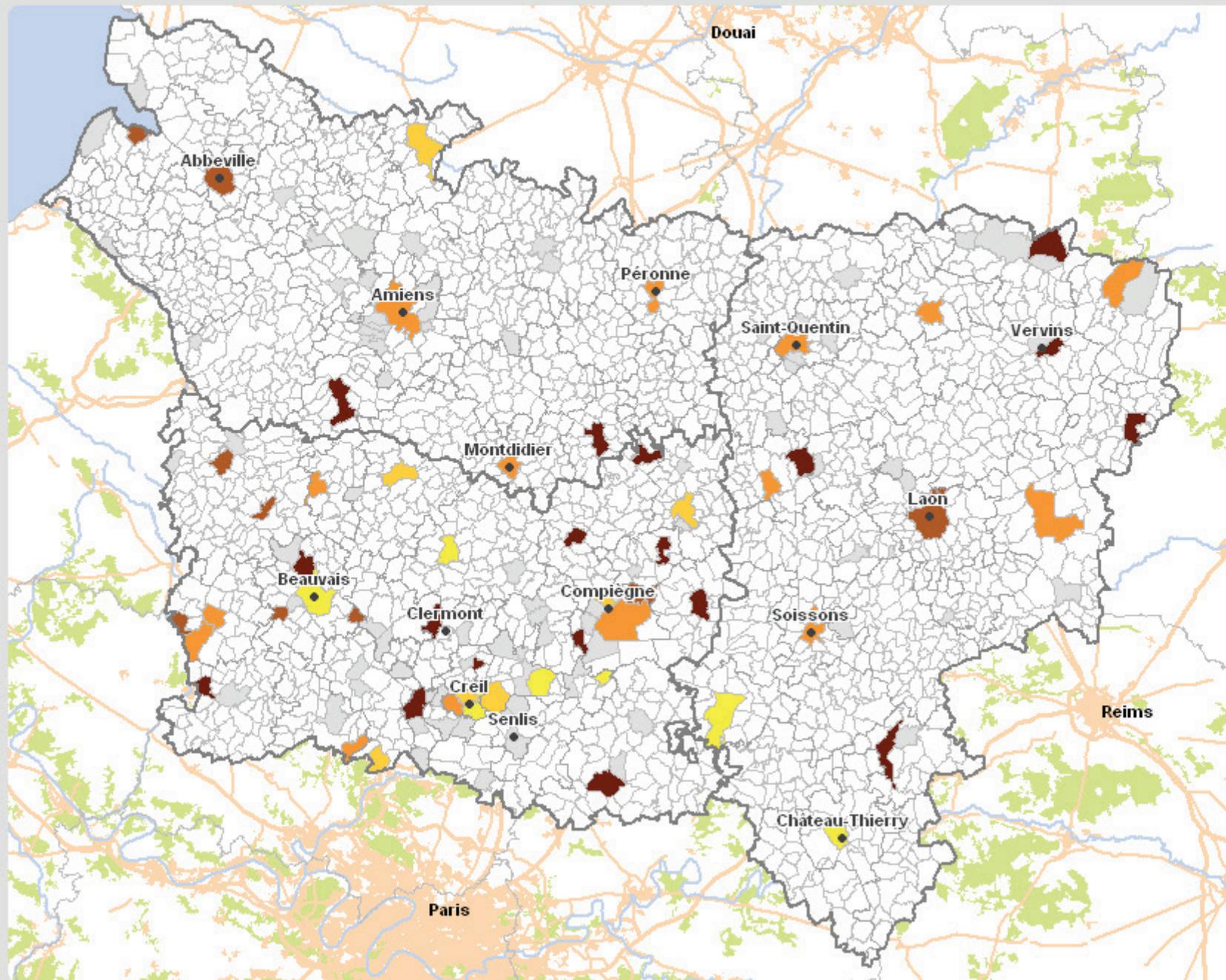
Part des logements vacants dans le parc social "PLS", par EPCI



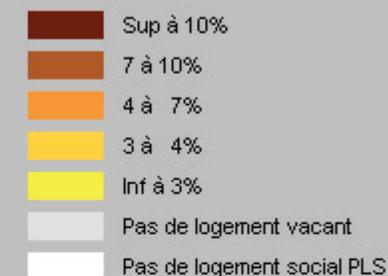
Taux de logements vacants dans le parc social PLS



Part des logements vacants dans le parc social "PLS", par commune



Taux de logements vacants dans le parc social PLS



Nombre de logements "PLS"



Densité de logements PLS vacants



Sources : RPLS 2013

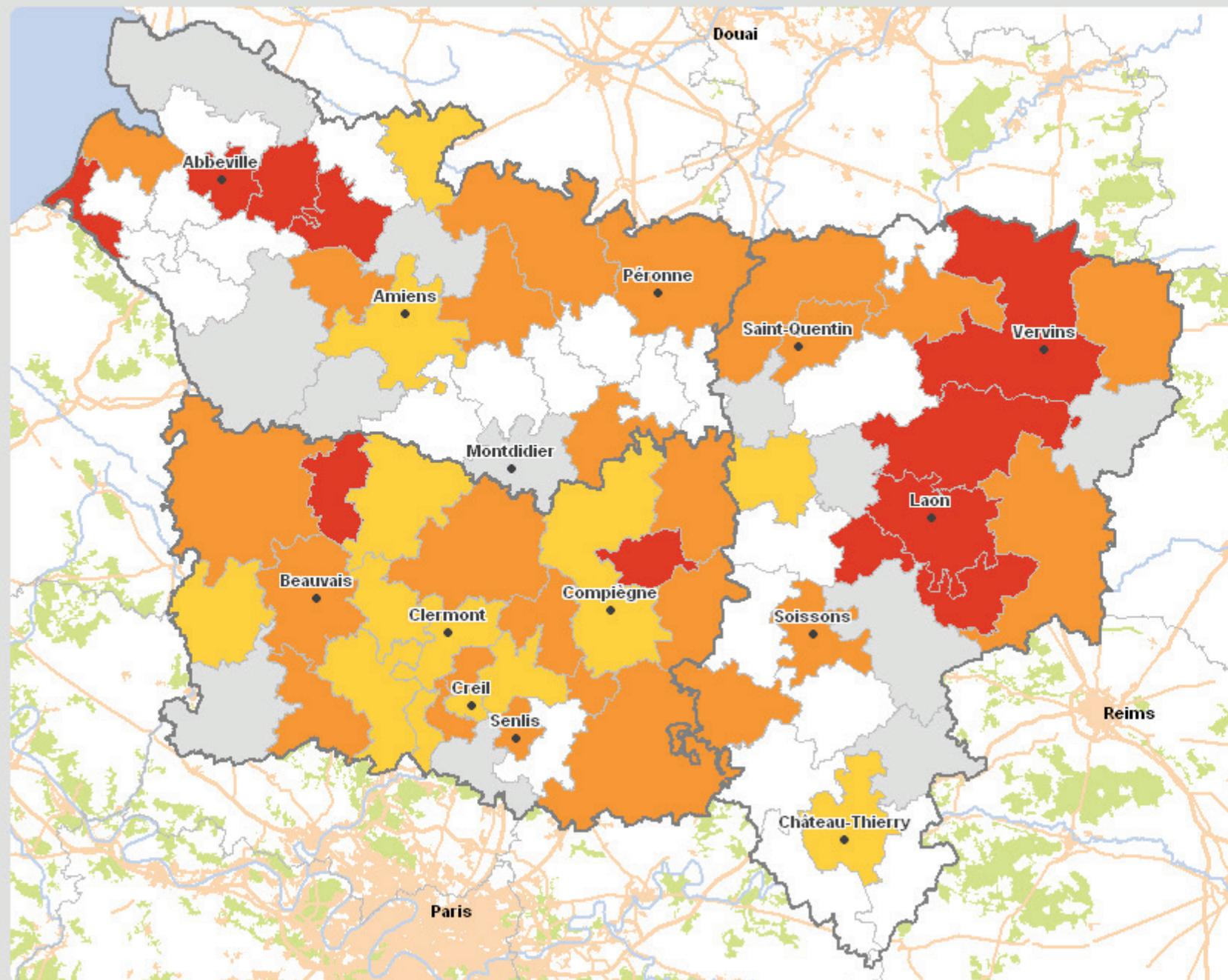
IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

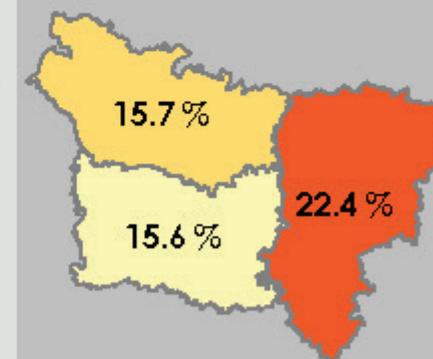
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

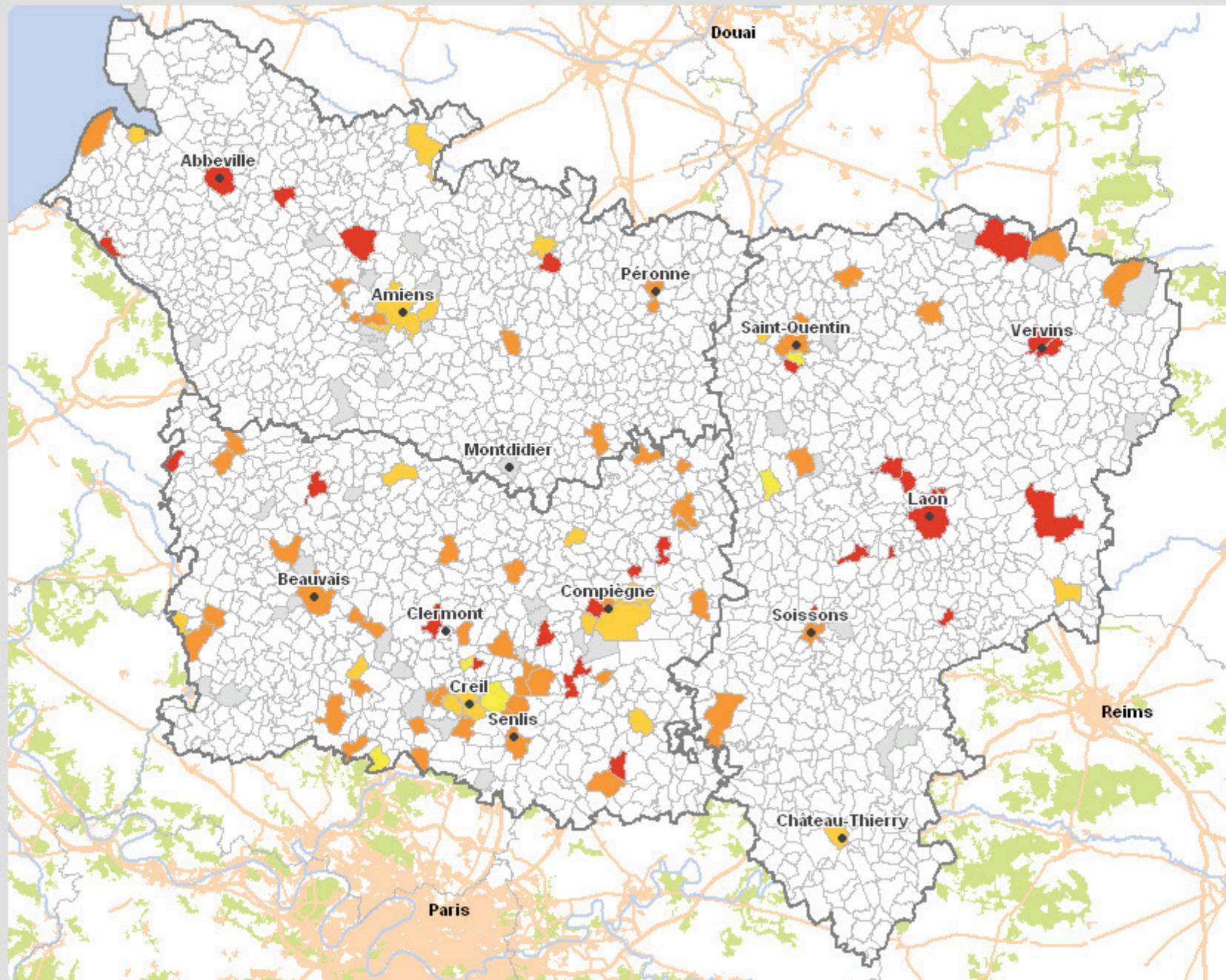
Part de la rotation des logements dans le parc social "PLS", par EPCI



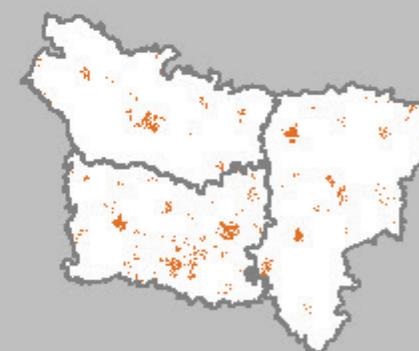
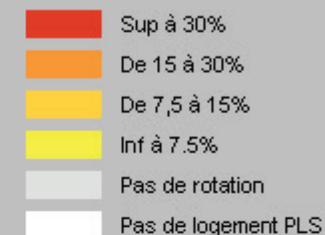
Taux de rotation dans le parc social PLS



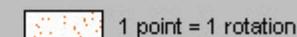
Part de la rotation des logements dans le parc social "PLS", par commune



Taux de rotation dans le parc social PLS



Densité de rotation



Sources : RPLS 2013

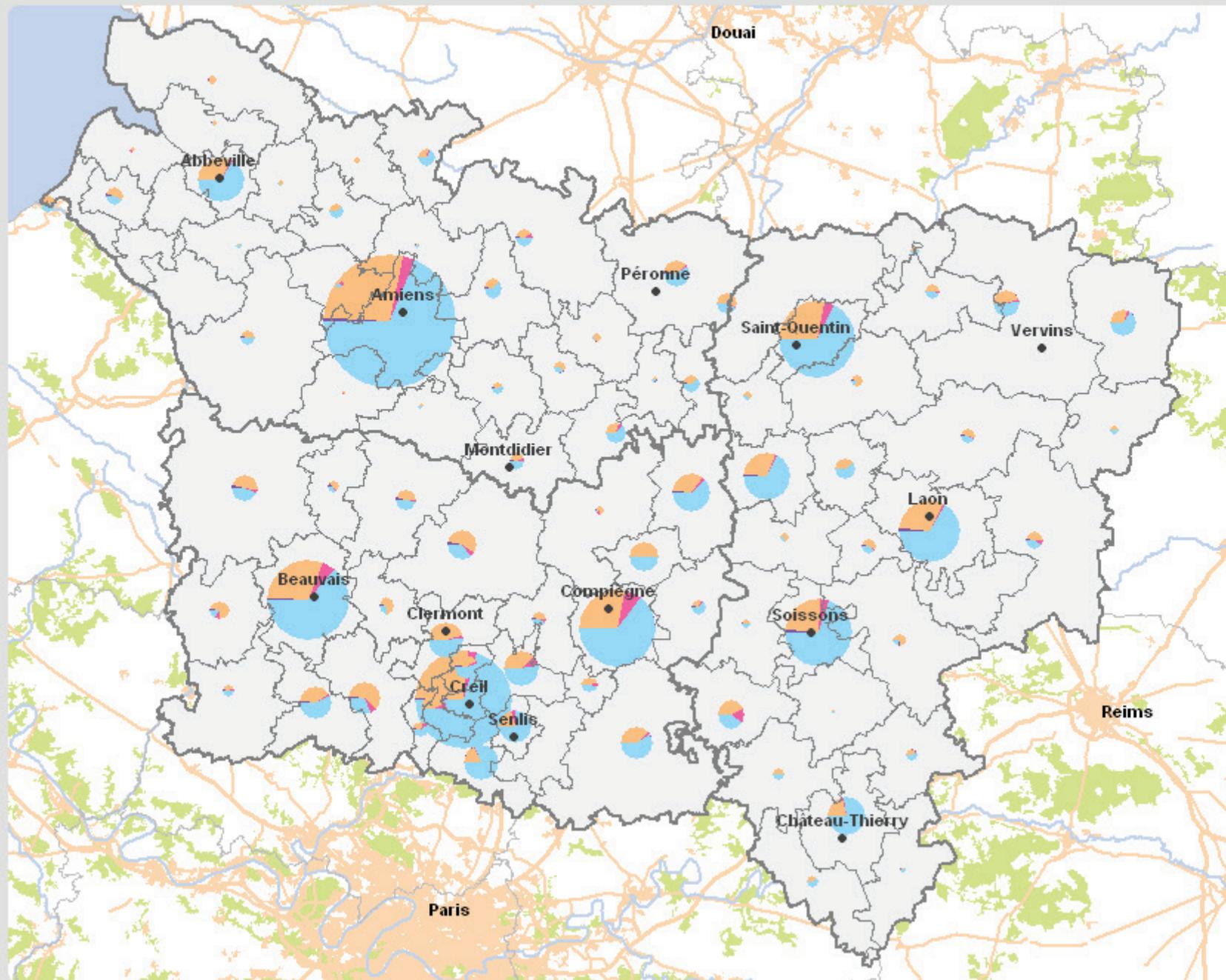
IGN - Bd Cartho

IGN - Route500 - Route120

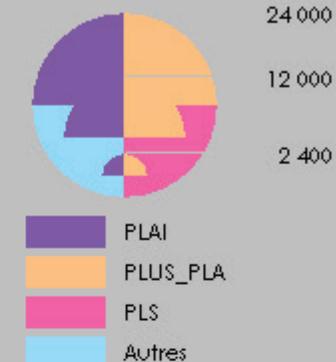
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

Mode de financement du parc locatif social par EPCI

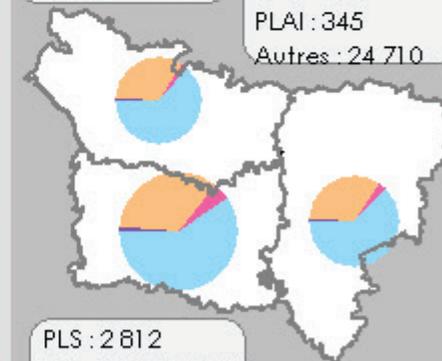


Types de financements



PLS : 1 105
 PLA-PLUS : 12 648
 PLAI : 308
 Autres : 23 814

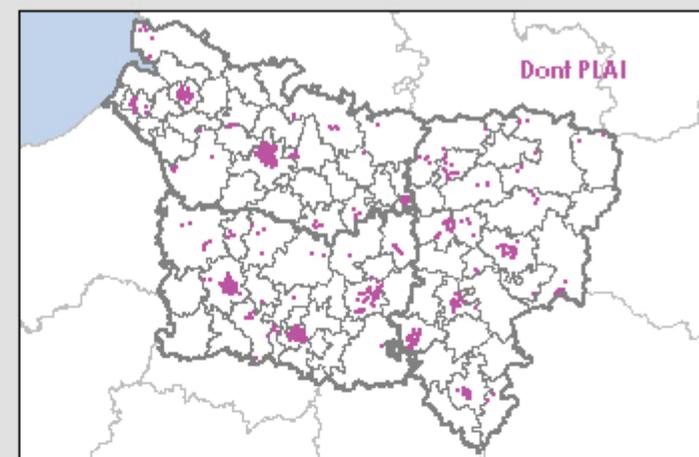
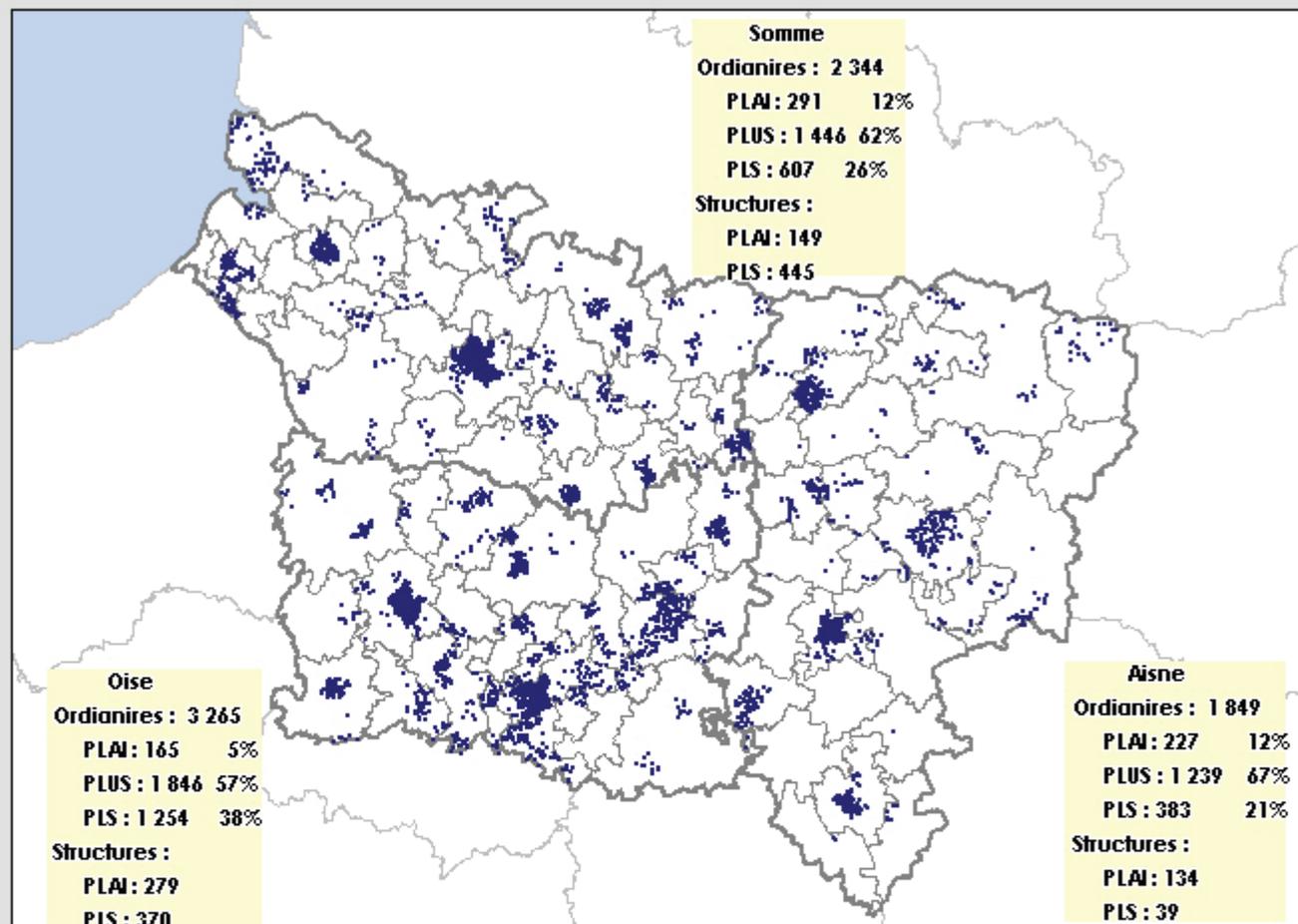
PLS : 1 257
 PLA-PLUS : 13 366
 PLAI : 345
 Autres : 24 710



PLS : 2 812
 PLA-PLUS : 22 035
 PLAI : 534
 Autres : 37 028

Sources : RPLS 2013
 IGN - Bd Carto
 IGN - Route500 - Route120
 Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
 Septembre 2014

La construction de logements locatifs sociaux de 2006 à 2009



1 point = 2 logements

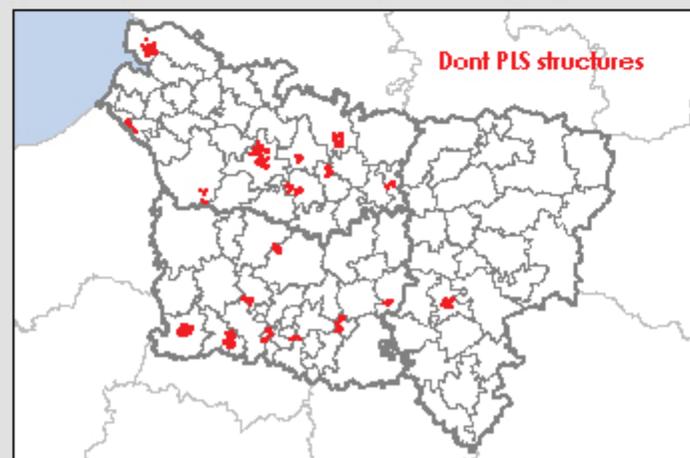
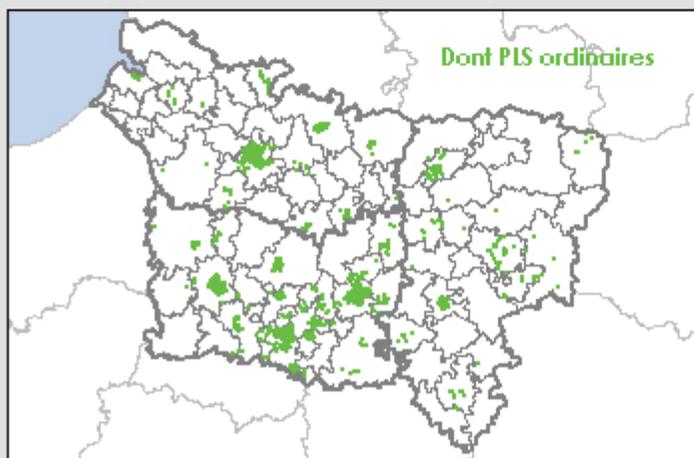
8 874 logements sociaux
construits de 2006 à 2009
(2 200 logements par an) :

Logements ordi naires : 7 458

PLAI :	683 9%
PLUS :	4 531 61%
PLS :	2 244 30%

Structures :

PLAI :	562
PLS :	854

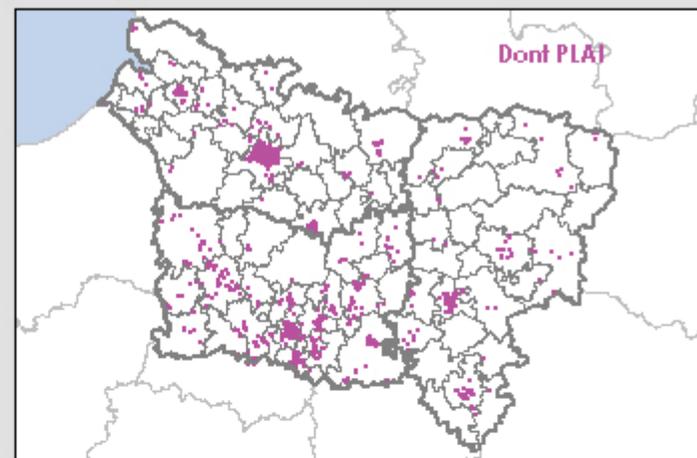
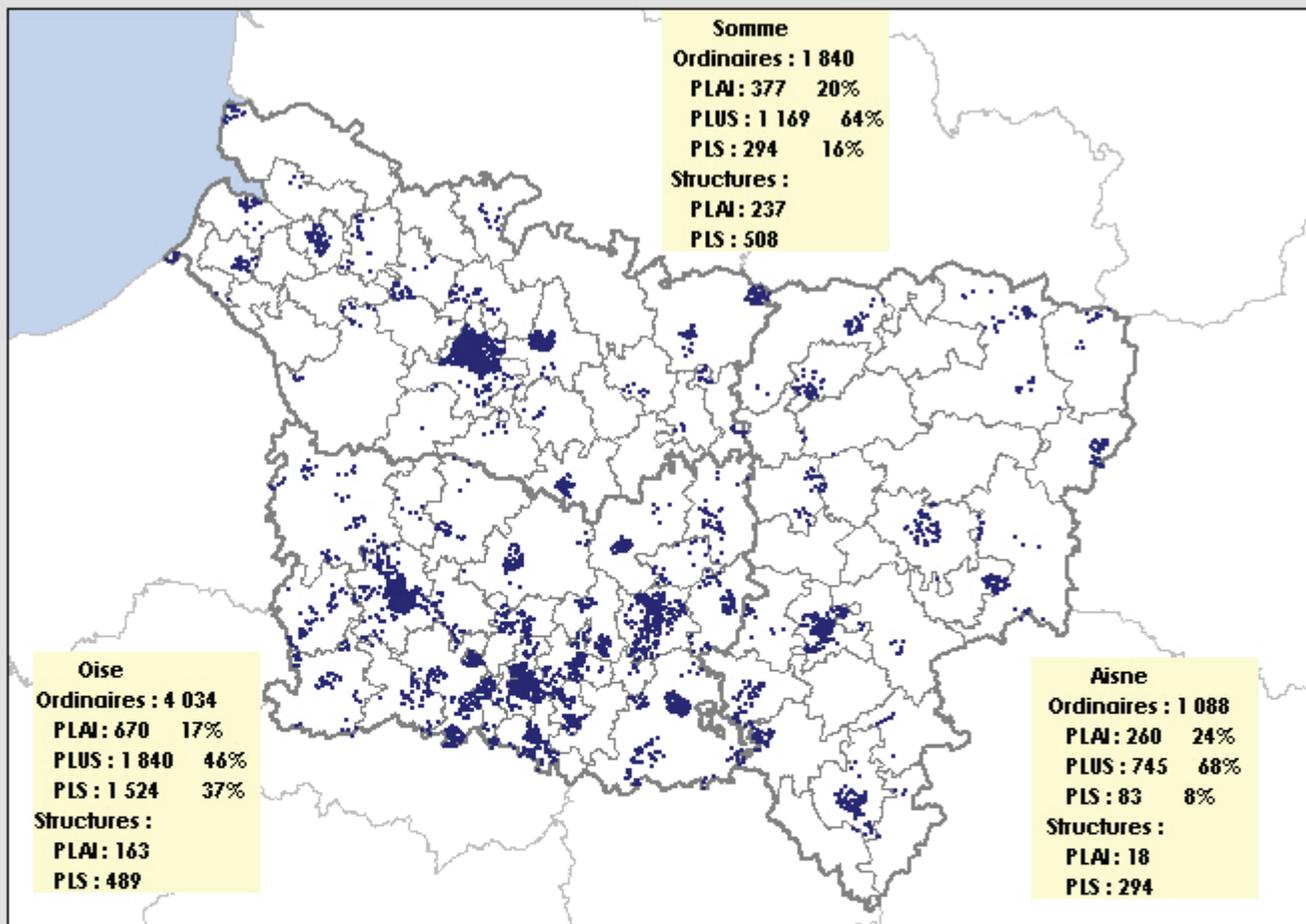


Sources : SISAL 2006 à 2013

IGN - Bd Carto

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Septembre 2014

La construction de logements locatifs sociaux de 2010 à 2013



1 point = 2 logements

8 671 logements sociaux
construits de 2009 à 2013
(2 200 logements par an) :

Logements familiaux : 6 962

PLAI : 1 307 19%

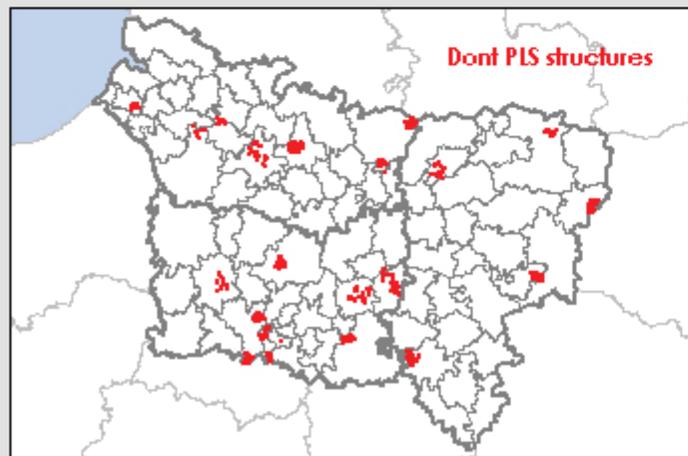
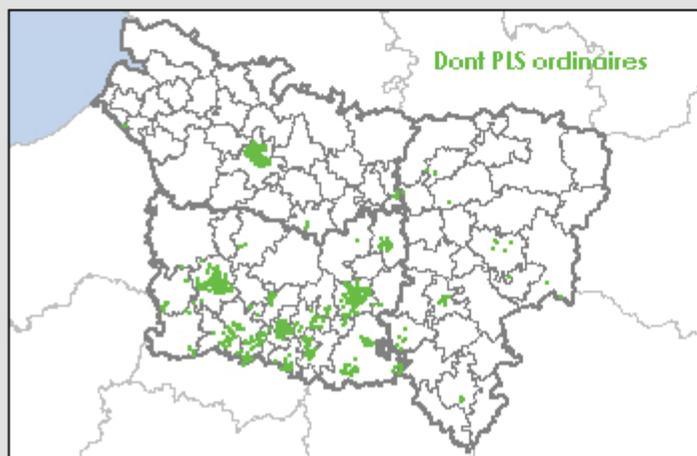
PLUS : 3 754 54%

PLS : 1 901 27%

Structures :

PLAI : 418

PLS : 1 291

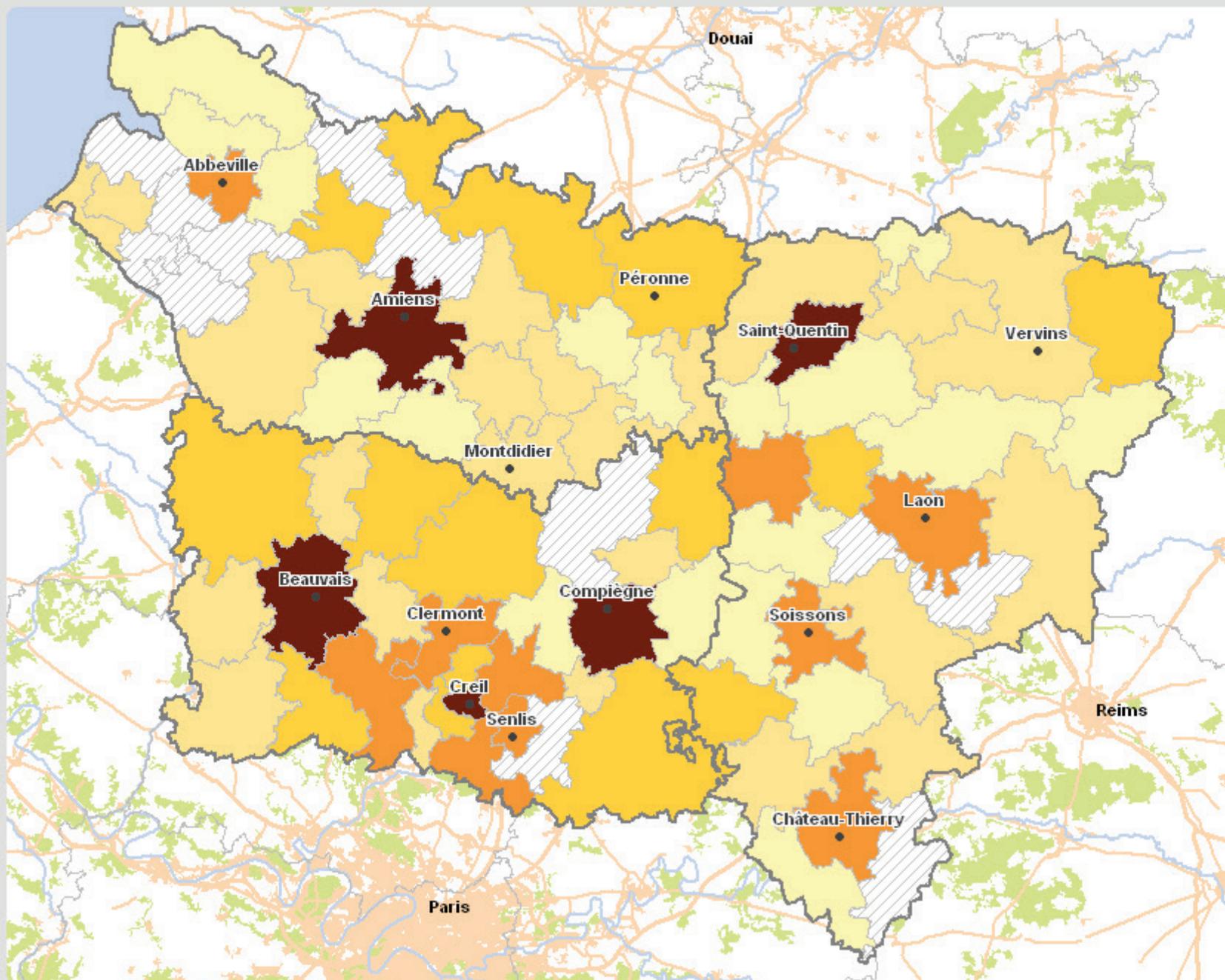


Sources : SISAL 2006 à 2013

IGN - Bd Carro

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
septembre 2014

Parc locatif social construit avant 1970 par EPCI

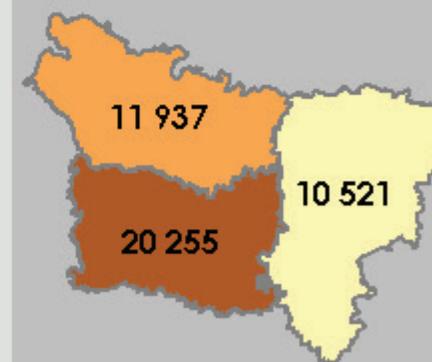


Nombre de logements construits avant 1970

Nbre de logts construits avant 1970

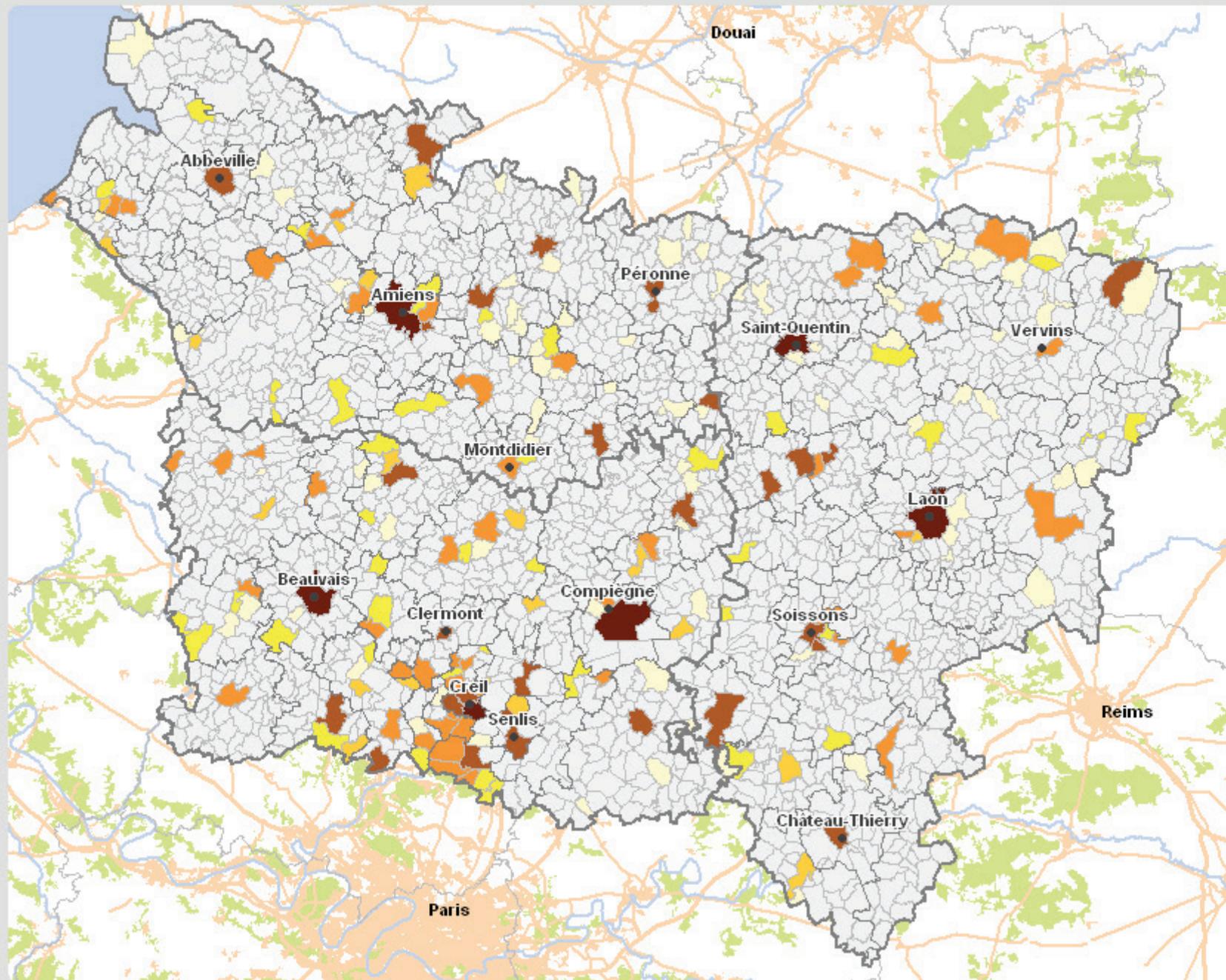


Nombre de logements sociaux construits avant 1970



Sources : RPLS 2013
 IGN - Bd Cartho
 IGN - Route500 - Route120
 Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
 Septembre 2014

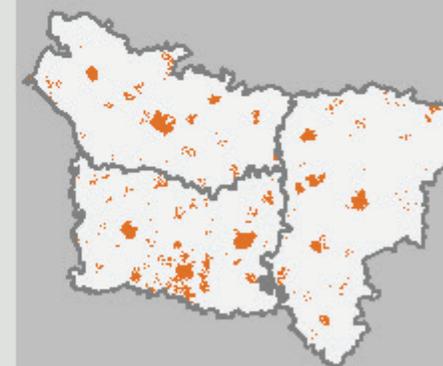
Parc locatif social construit avant 1970 par commune



Nombre de logements sociaux construits avant 1970



Logements sociaux d'avant 1970



1 point = 10 logements

Sources : RPLS 2013

IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

Le DALO

L'Oise et la Somme font partie des 14 départements qui enregistrent le plus de recours déposés par mois.

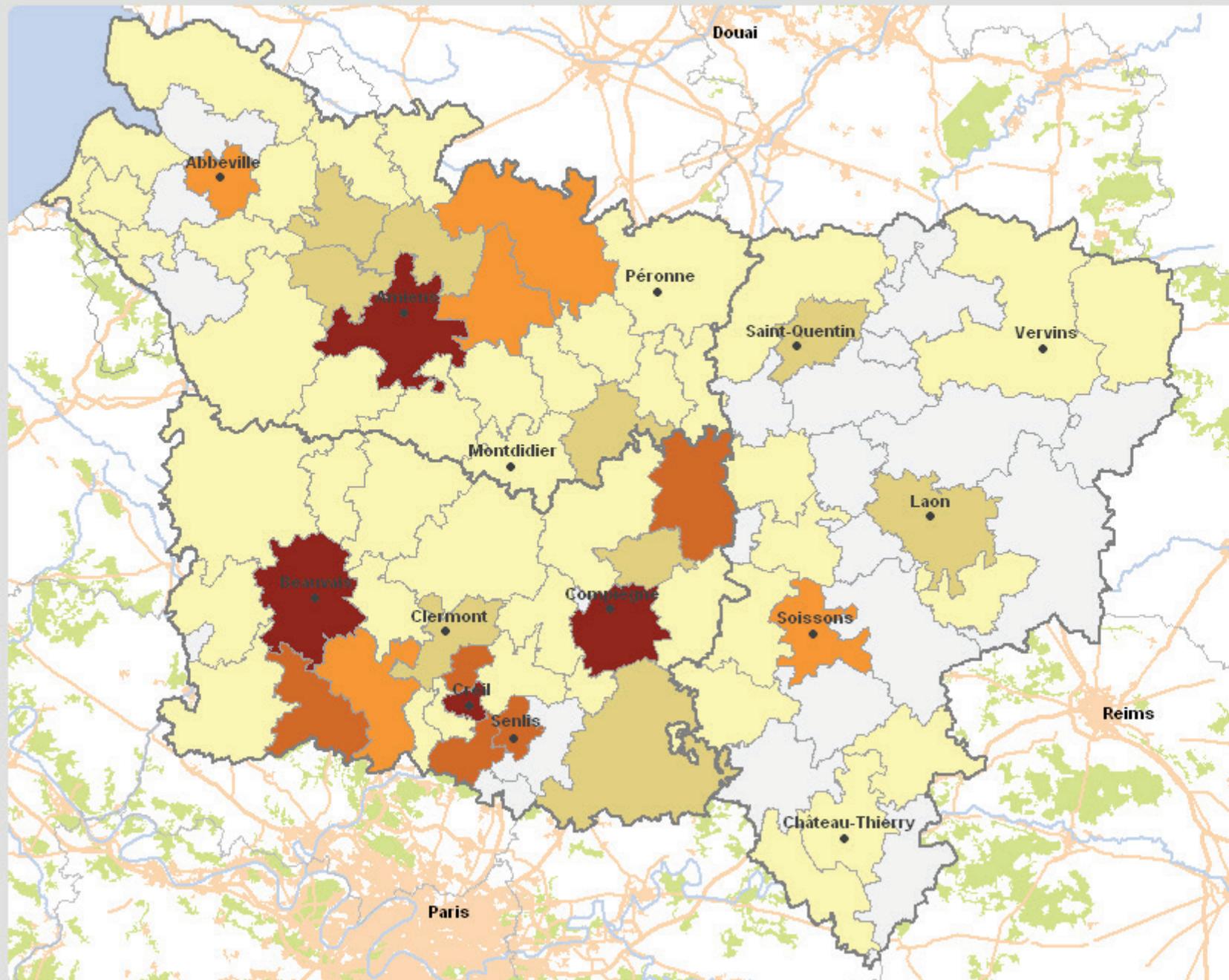
En 2012 : 1 110 recours en Picardie ce qui représente 1,5 % des recours DALO nationaux. En cohérence avec la tension de la demande, 60 % de ces recours sont dans l'Oise, 36 % dans la Somme et 4 % dans l'Aisne. Ils sont concentrés dans les principaux pôles urbains (Amiens, Beauvais, Compiègne, Creil...).

59 % des ménages reconnus prioritaires et urgents ont été relogés (ce qui est supérieur au niveau national qui est de 51%).

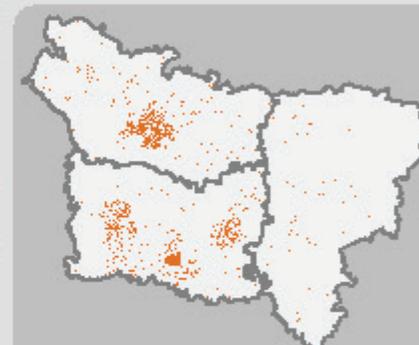
Les principaux motifs de recours sont, par ordre d'importance :

- Délai d'attente d'un logement social supérieur au délai fixé par arrêté préfectoral ;
- Dépourvu de logement / hébergé chez un particulier ;
- Logement sur-occupé avec handicapé ou enfant mineur à charge ;
- Menacé d'expulsion, sans relogement.

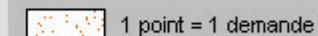
Nombre de recours au Droit Au Logement Opposable par EPCI



Nombre de demandes



Densité du nombre de requérant



Sources : InfoDalo 2012

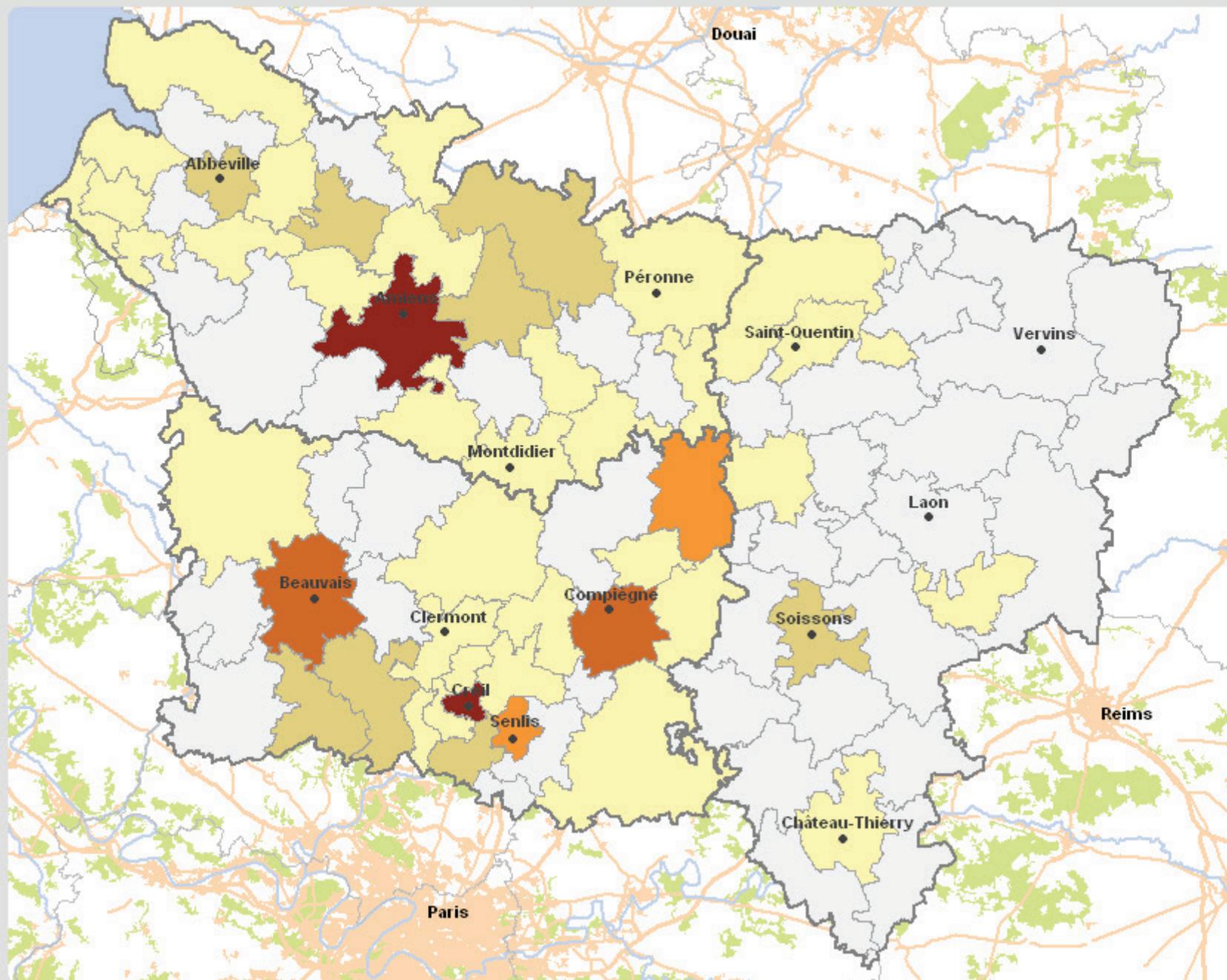
IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Novembre 2013

Nombre de bénéficiaires désignés par le préfet à un bailleur aux fins de les loger, par EPCI



Nombre de bénéficiaires



Densité du nombre de bénéficiaires

1 point = 1 bénéficiaire



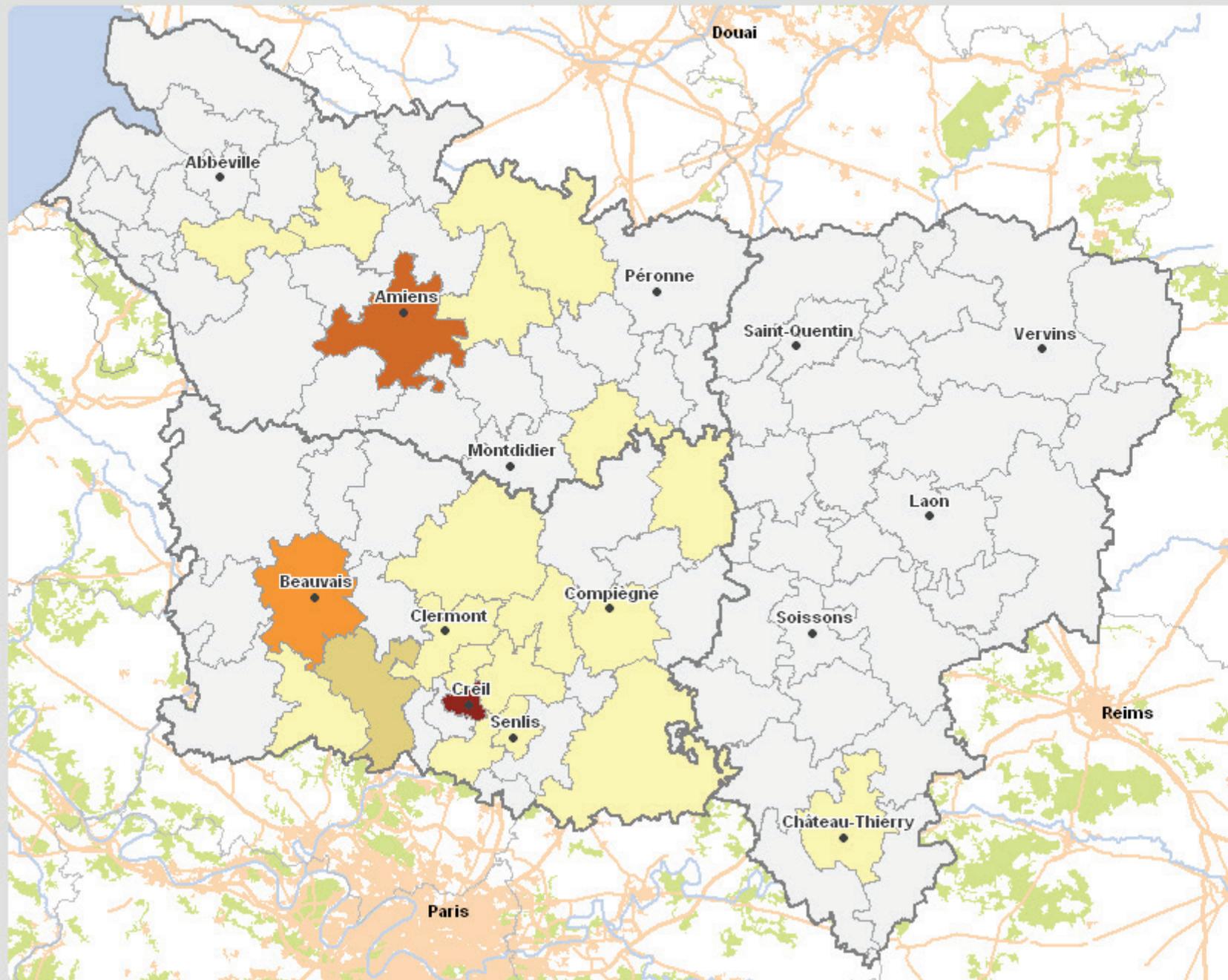
Sources : InfoDalo 2012

IGN - Bd Carto

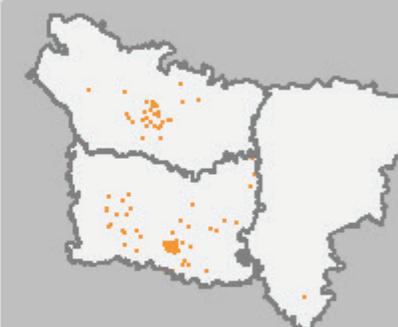
IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Octobre 2013

Nombre de bénéficiaires désignés par le préfet avec motif de délai long, par EPCI

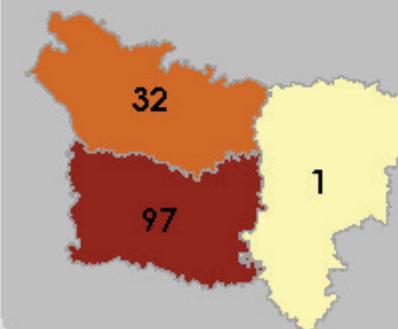


Nombre de bénéficiaires



Nombre de bénéficiaires

1 point = 1 bénéficiaire



Sources : InfoDalo 2012

IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Octobre 2013

La demande locative sociale

Au 1^{er} janvier 2014, 40 000 demandes étaient en instance : 45% de ces demandes concernent l'Oise, 28% la Somme et 27% l'Aisne.

En réalité, 43 % sont déjà locataires du parc HLM. Les demandes de mutations internes sont importantes dans les secteurs du Laonnois, la Thiérache et le Vermandois.

Les locataires du parc privé représentent 18% de ces demandes.

Les demandes reposent principalement sur les motifs suivants :

- sans logement propre (22%) ;
- logement trop petit (15%) ;
- logement trop cher (11%) ;
- divorce / séparation (9%).

La qualité du logement (logement non habitable) est indiqué dans 3,5% des cas.

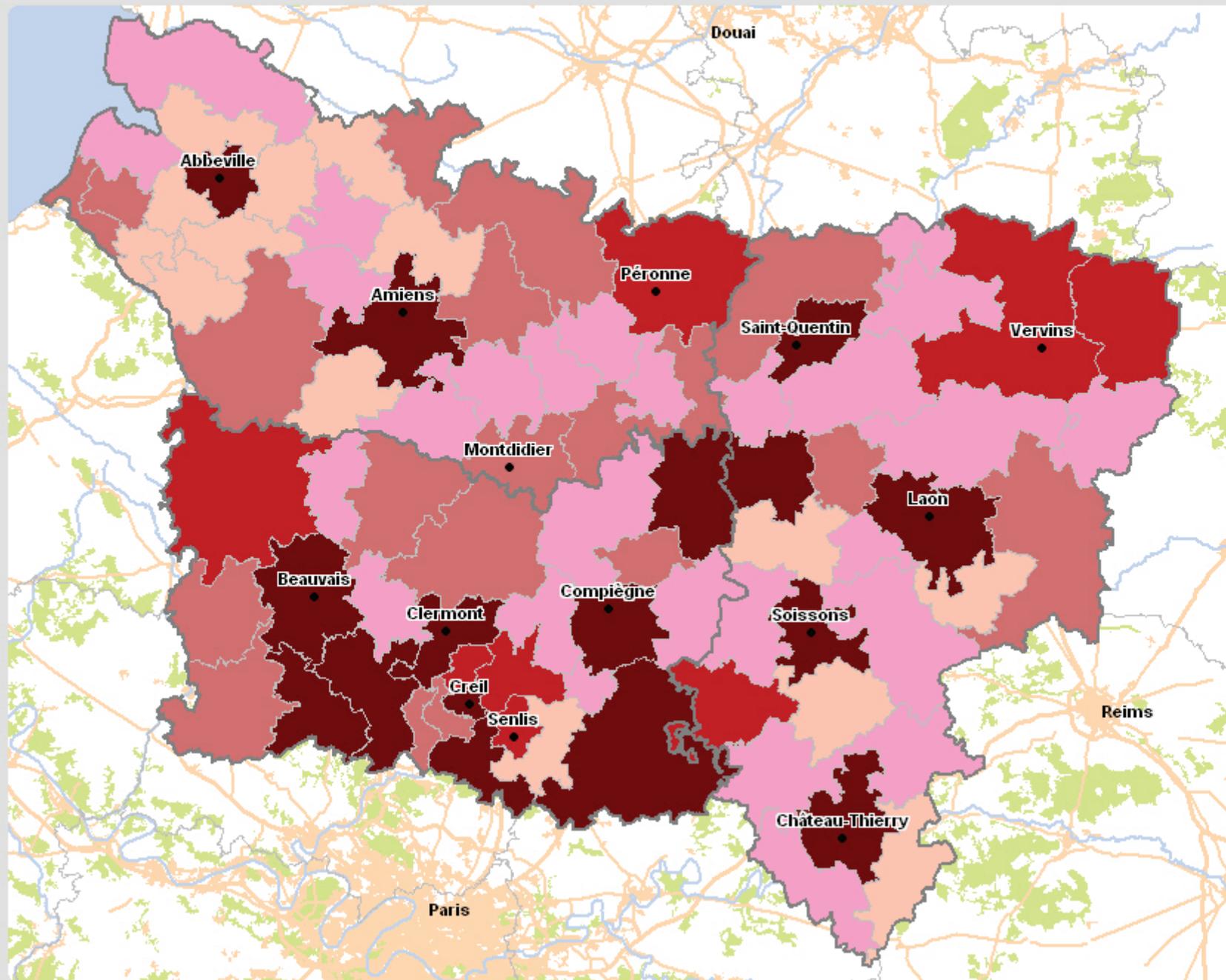
En revanche, les motifs tels que procédure d'expulsion, violences familiales, démolition, regroupement familiale ou propriétaire en difficulté sont évoqués pour chacun dans moins d'1% des demandes.

36% des demandeurs sont en situation de CDI, 13% sont au chômage, 10% en stage, CDD ou intérim et 9% retraités.

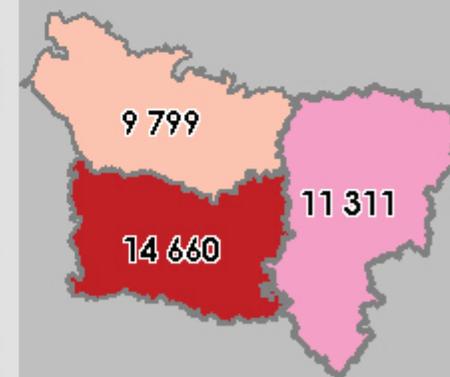
Au cours de l'année 2013, 35 500 nouvelles demandes ont été déposées, mais 15 000 ont fait l'objet d'une attribution.

En 2013, le délai moyen d'attribution a été de 5 mois dans l'Aisne, de 10 mois dans l'Oise et de 14 mois dans la Somme (moyenne nationale 13 mois).

Nombre de demandes déposées au cours de l'année 2013 par EPCI demandé



Nbre de nouvelles demandes déposées



Sources : SNE 2013

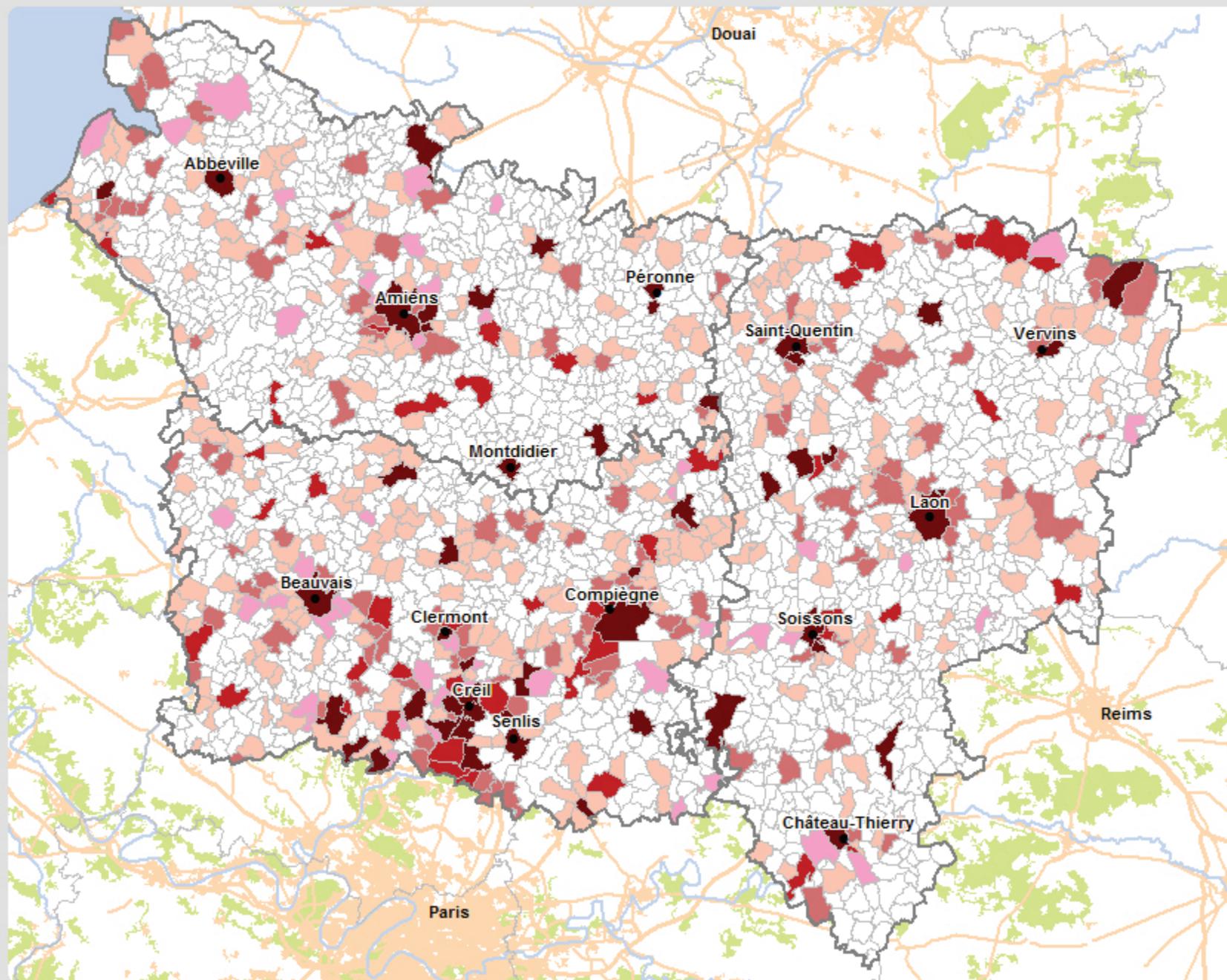
IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

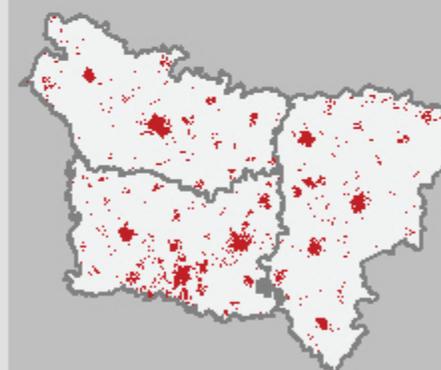
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

Nombre de demandes déposées au cours de l'année 2013 par commune demandée



Nbre de nouvelles demandes déposées



Localisation des nouvelles demandes

1 point = 10 demandes

Sources : SNE 2013

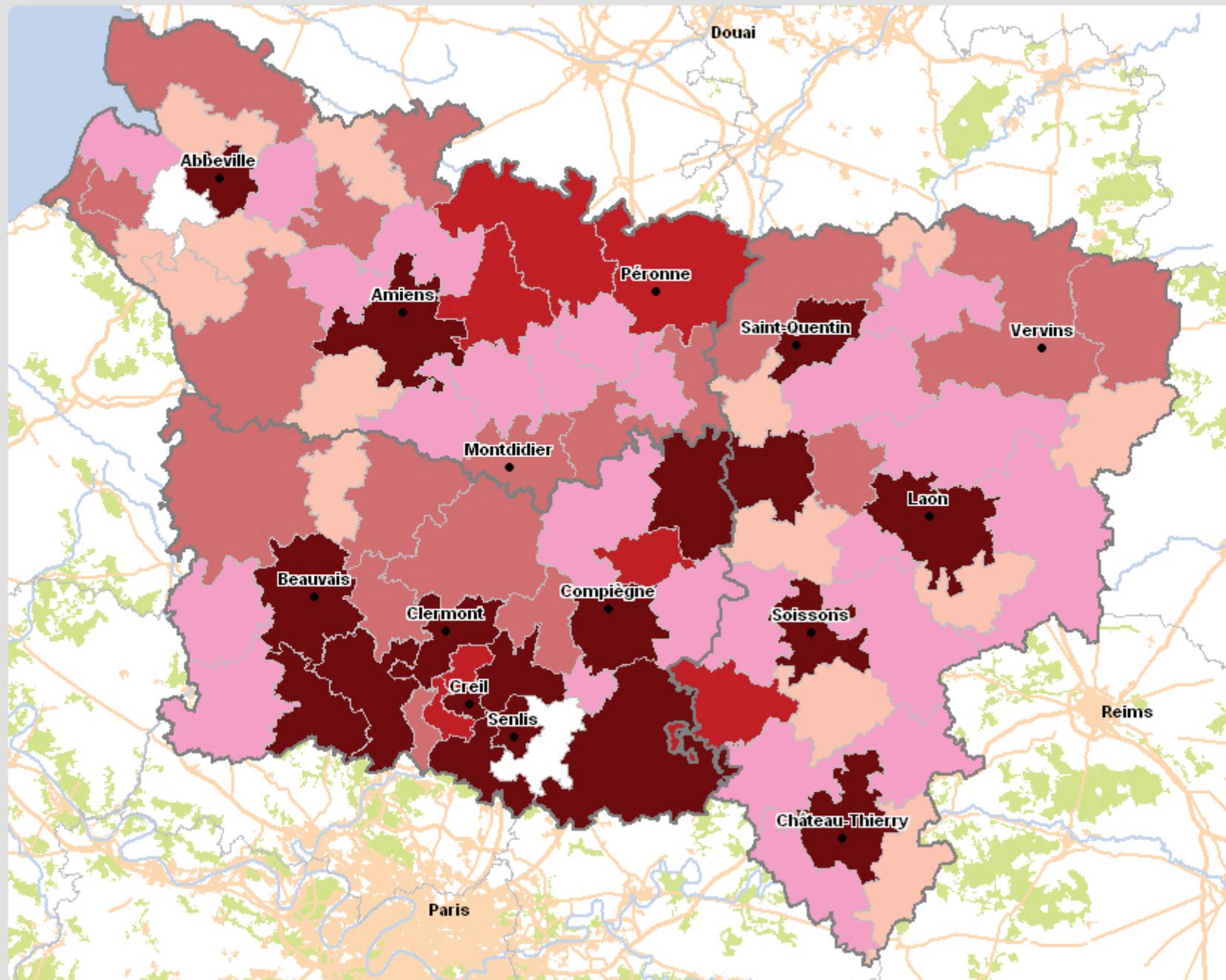
IGN - Bd Cartho

IGN - Route500 - Route120

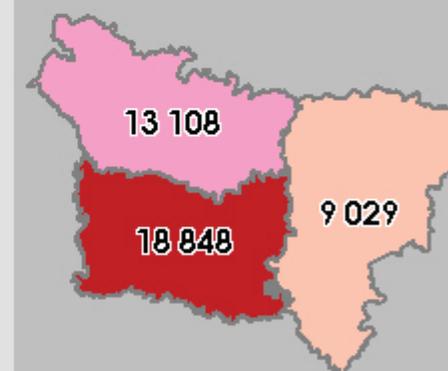
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

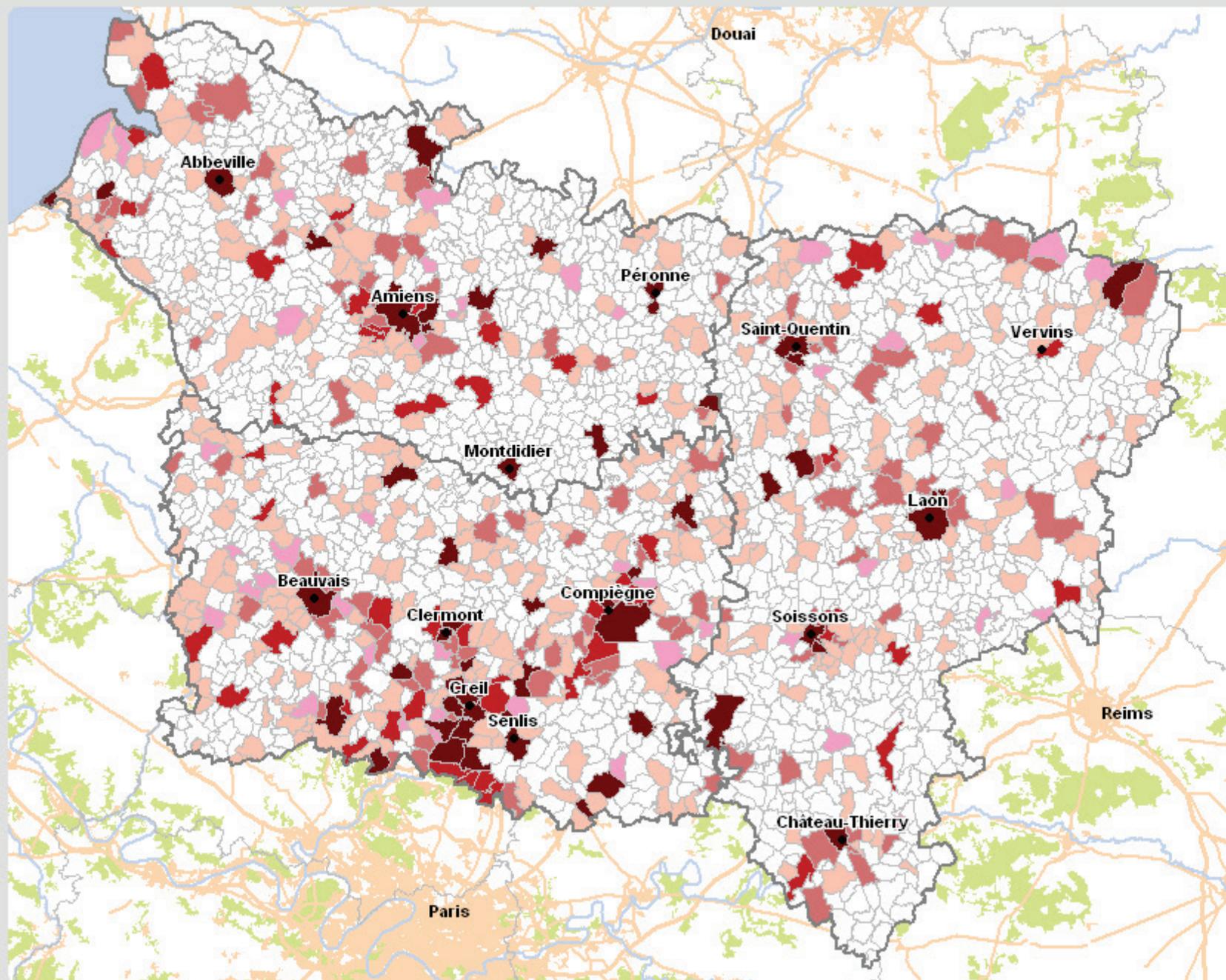
Nombre de demandes en instance en octobre 2014 par EPCI demandé



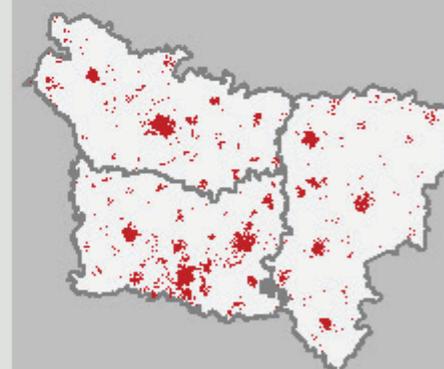
Nbre de demandes en instance



Nombre de demandes en instance en octobre 2013 par commune demandée



Nombre de demandes en instance



Localisation des demandes



Sources : SNE Oct 2014

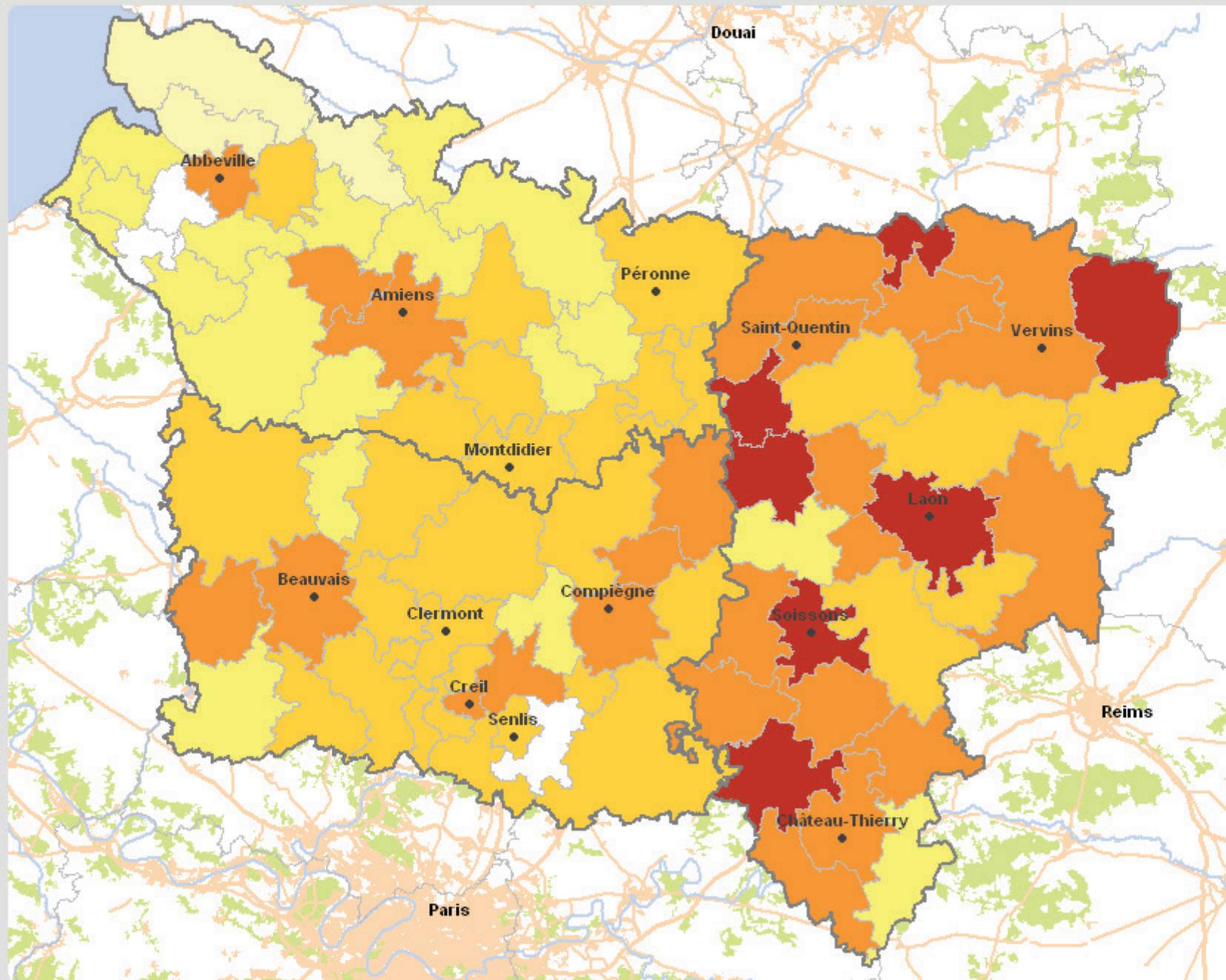
IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

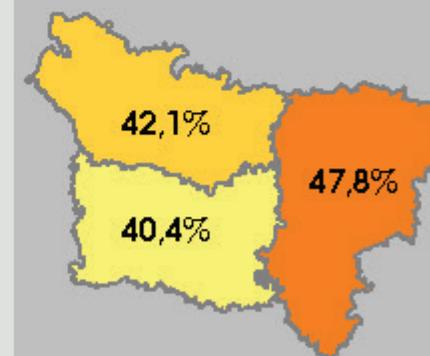
Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Octobre 2014

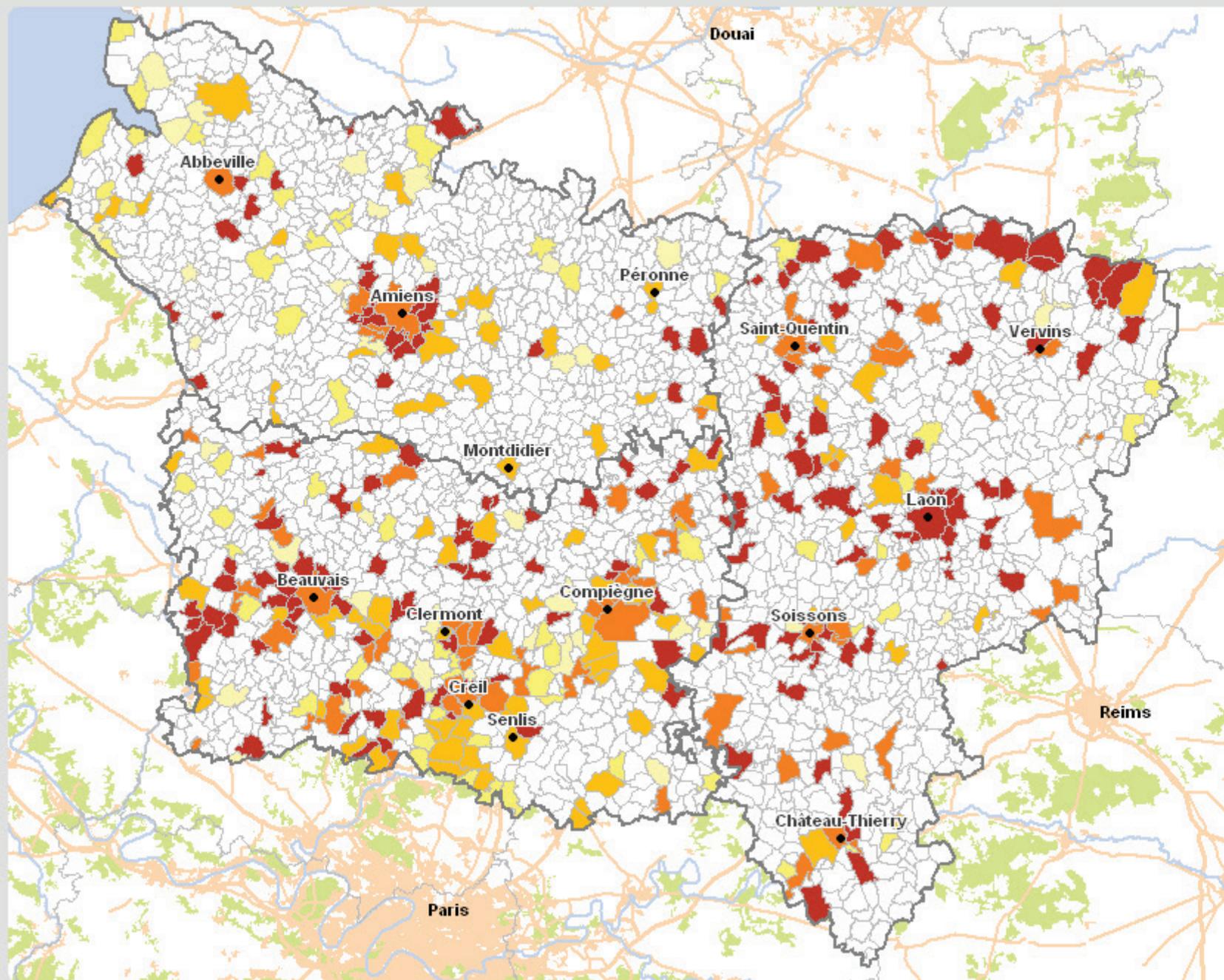
Part des demandes de mutation dans les demandes en instance en octobre 2014 par EPCI



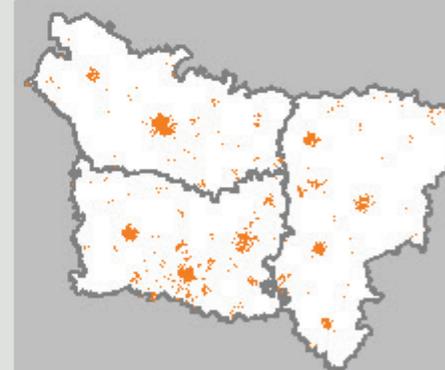
Part des mutations dans les demandes en stock



Part des demandes de mutation dans les demandes en instance en octobre 2014 par commune demandée



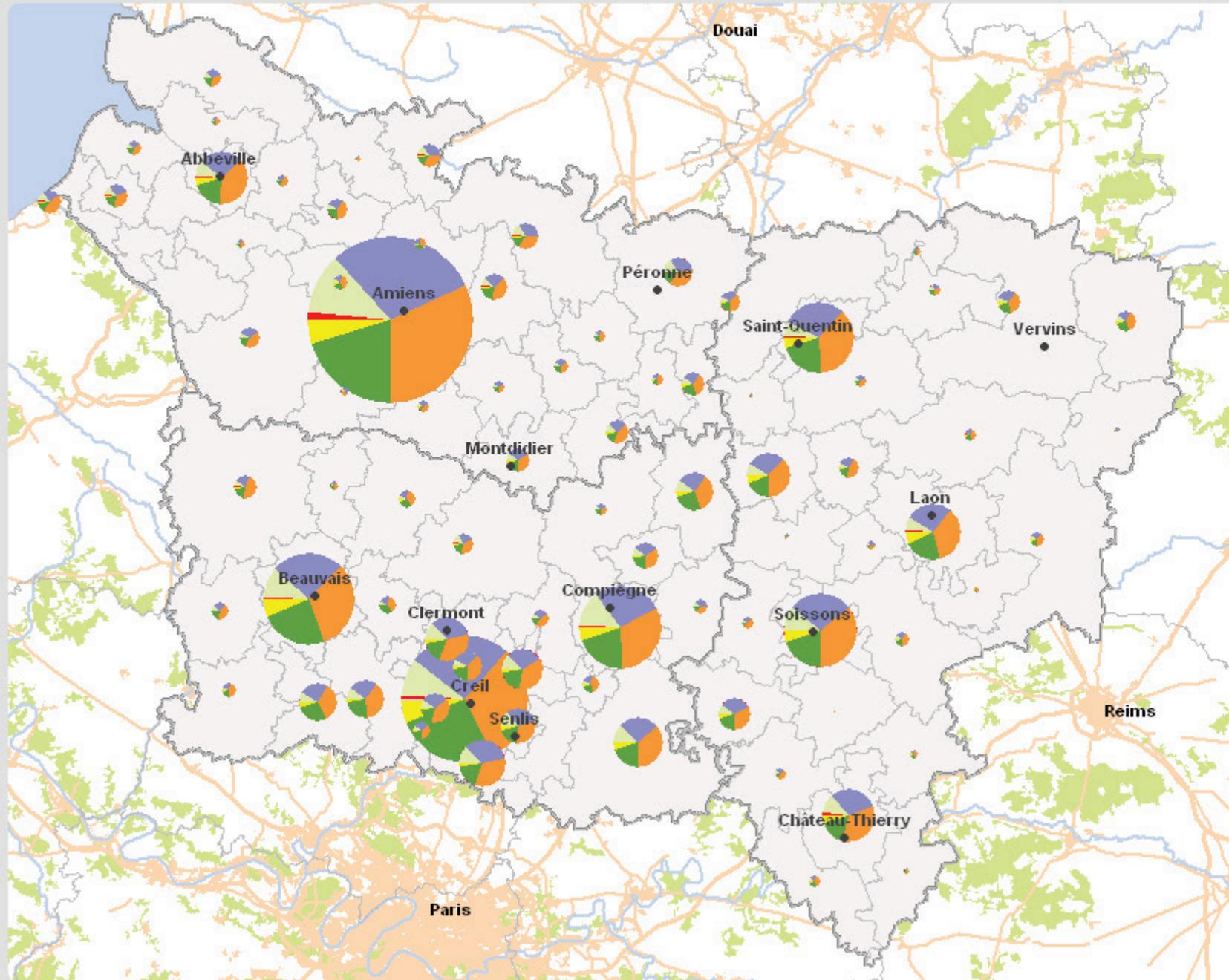
Part des mutations dans les demandes en stock



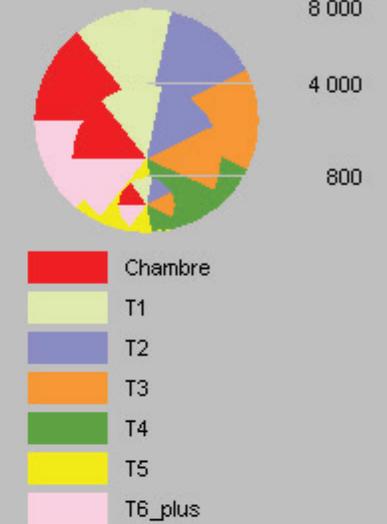
Localisation des demandes

1 point = 10 demandes

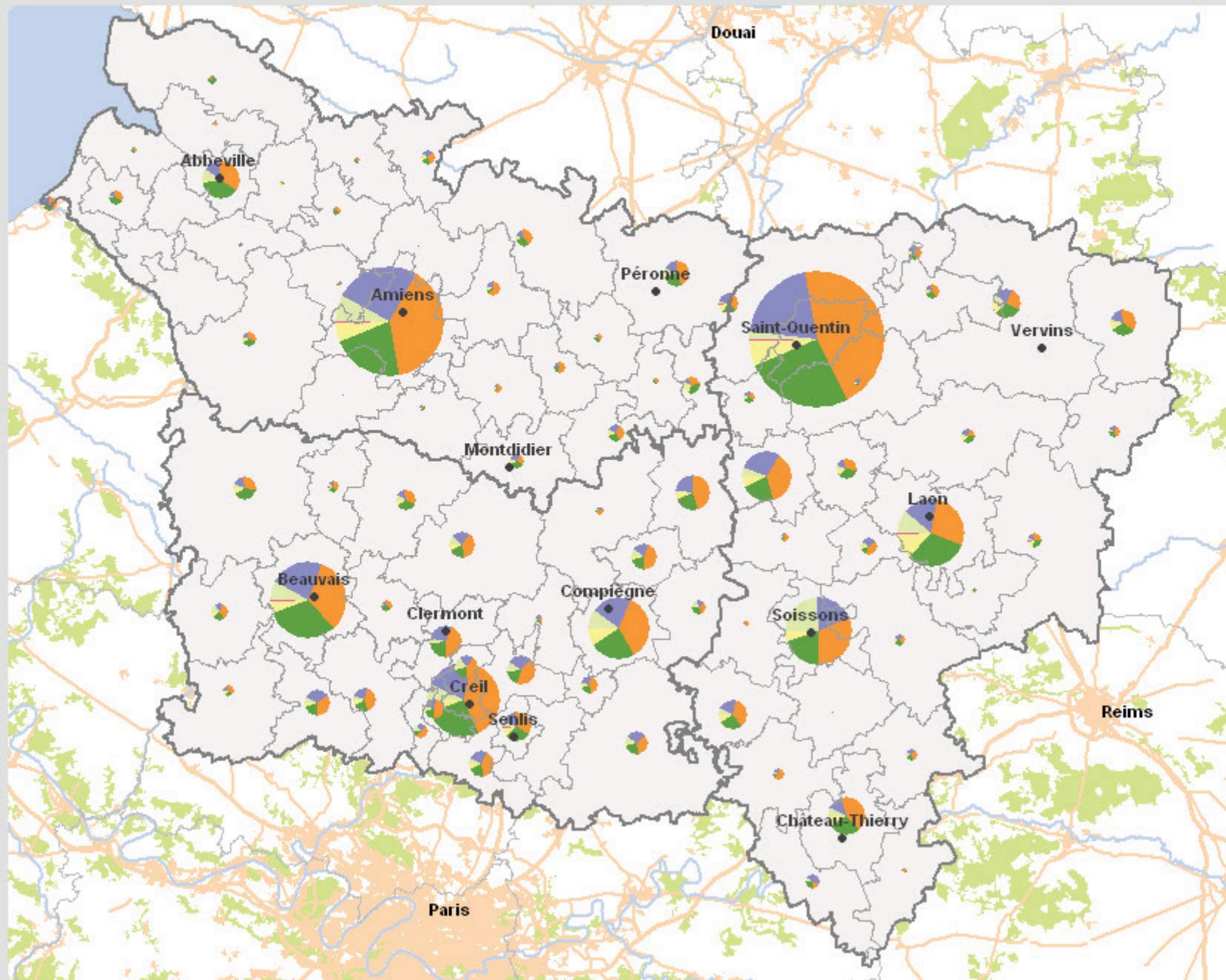
Typologie des logements demandés



Typologies des demandes en stock



Typologie des logements ayant fait l'objet d'une mutation



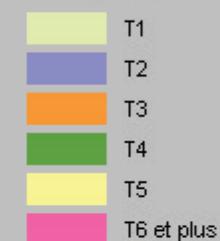
Les logements ayant fait l'objet d'une rotation



3 300

1 650

330



Sources : RPL 2013

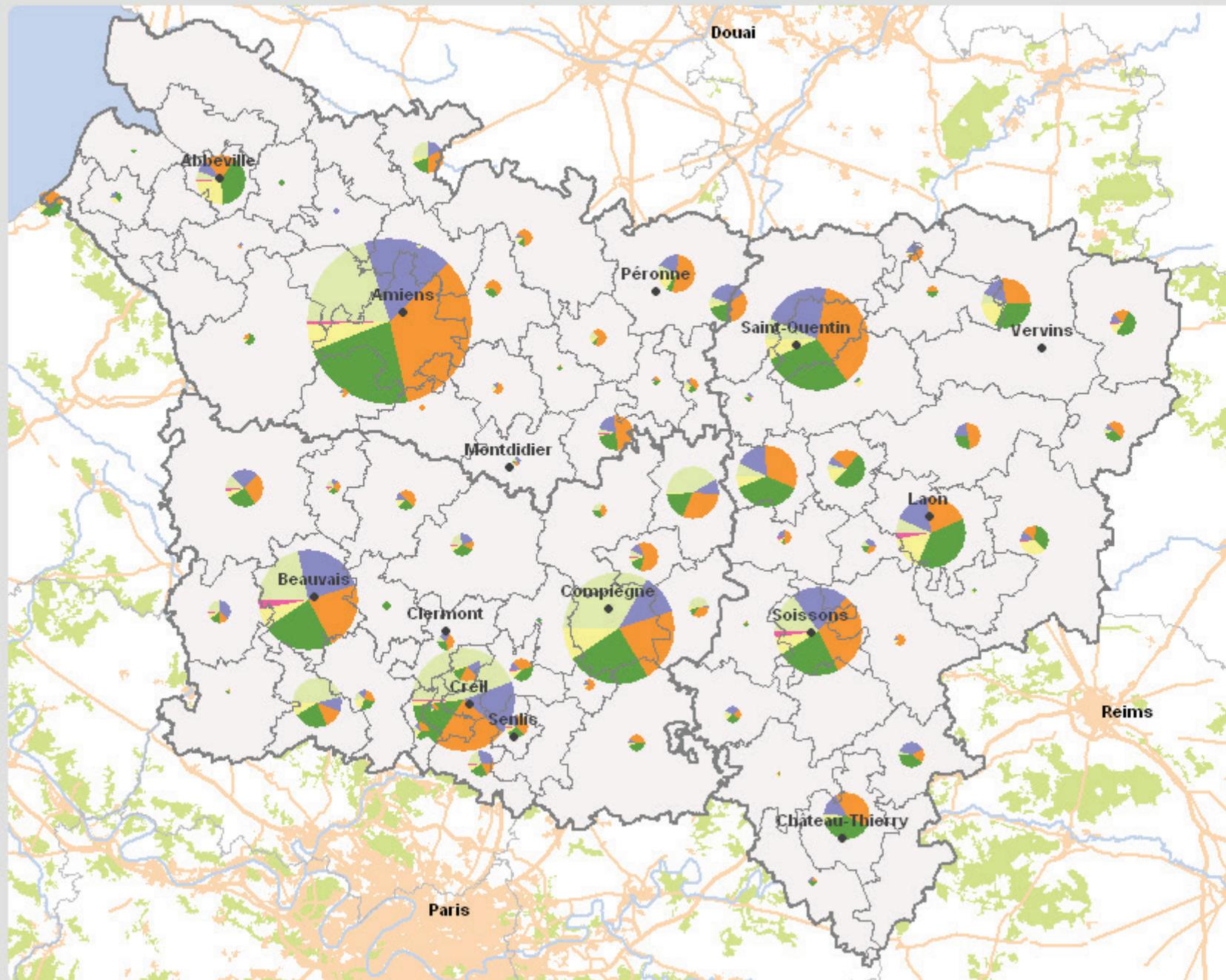
IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

Typologie des logements vacants



Les logements vacants



800

400

80

- T1
- T2
- T3
- T4
- T5
- T6 et plus

Sources : RPL 2013

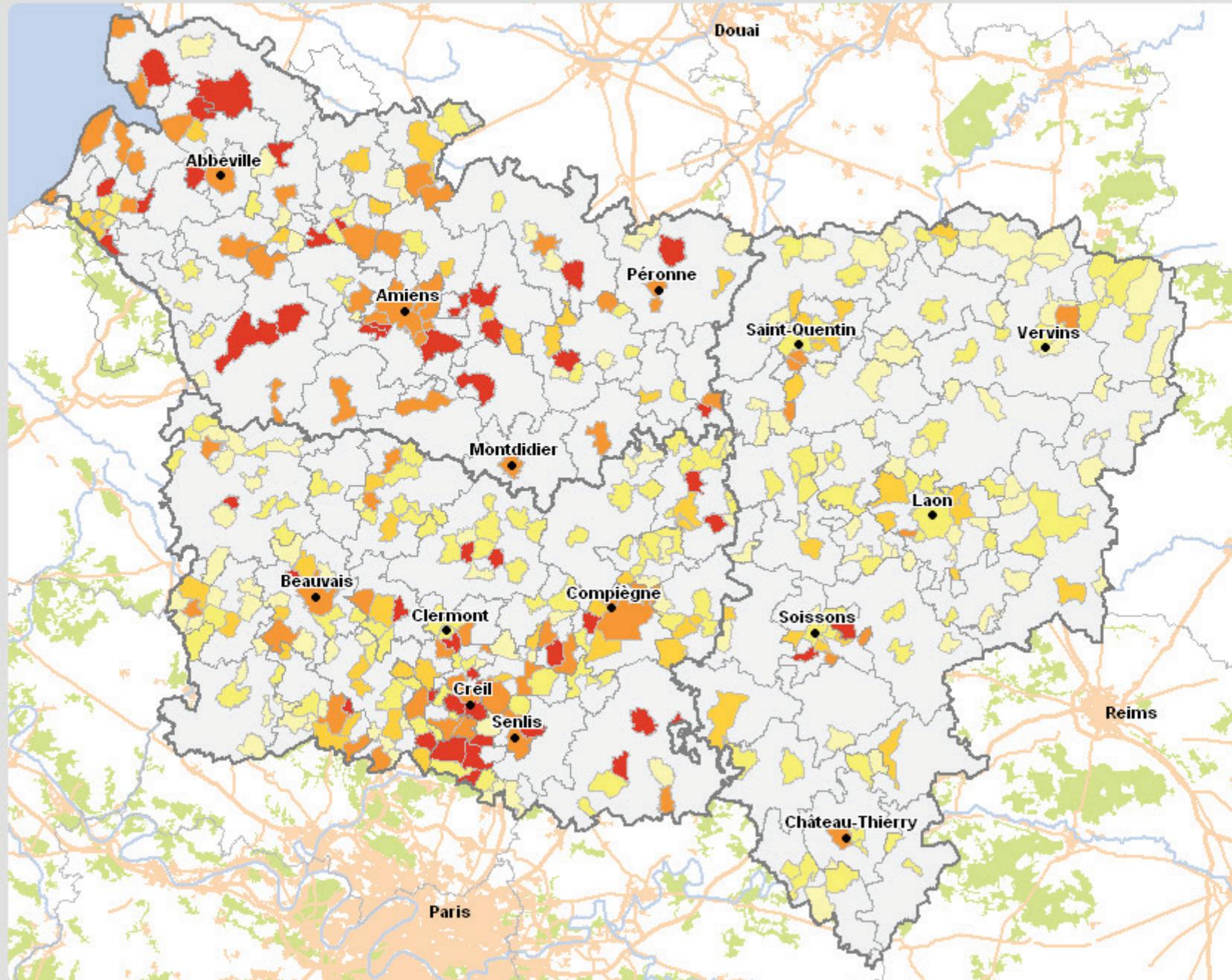
IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Septembre 2014

Délai moyen d'attribution d'un logement dans la commune d'attribution



Délai moyen d'attribution en mois

- Supérieur à 1 an
- 8 à 12 mois
- 6 à 8 mois
- 3 à 6 mois
- Inférieur à 3 mois

Sources : SNE 2012

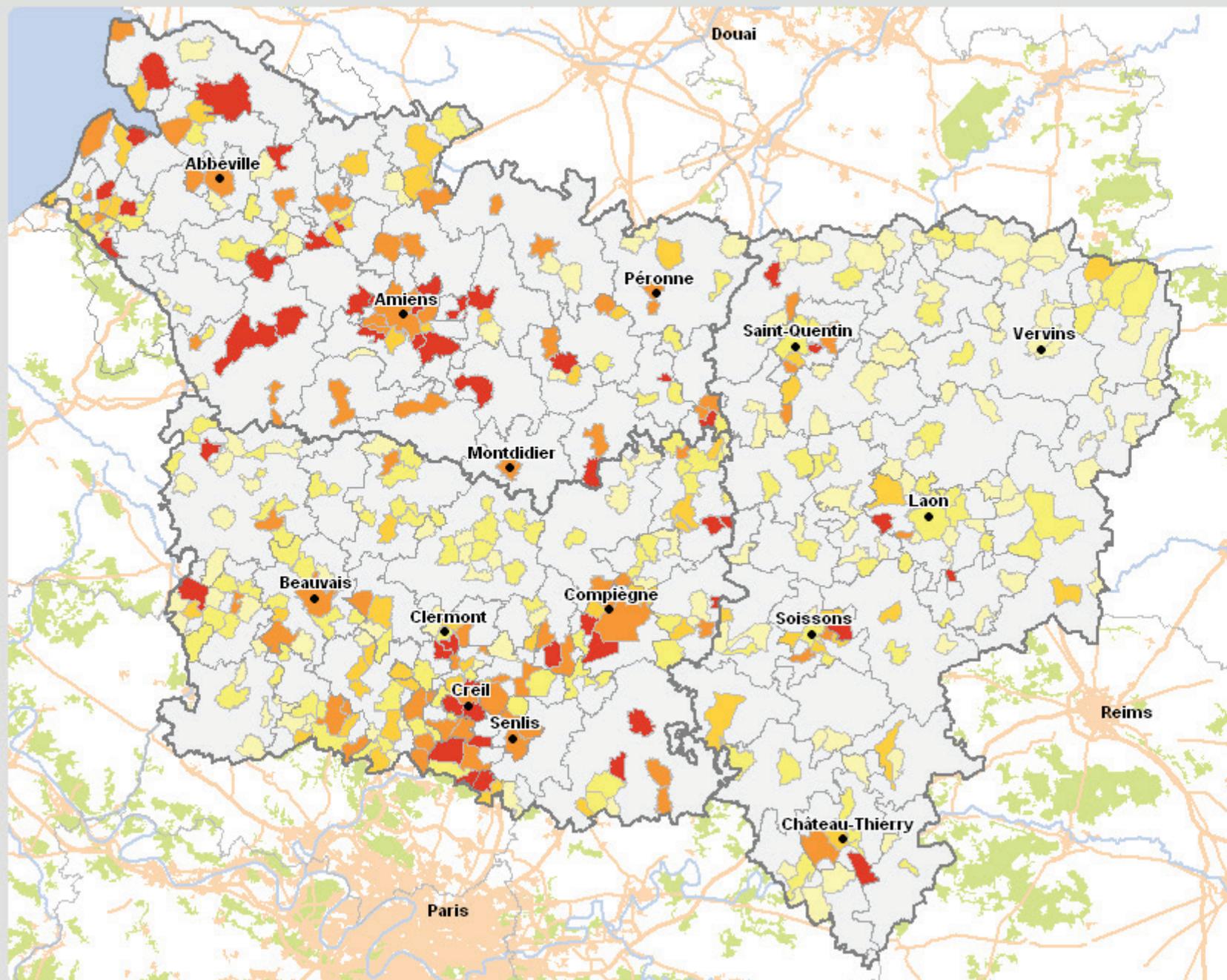
IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT

Novembre 2013

Délai moyen d'attribution d'un logement dans la commune demandée



Délai moyen d'attribution en mois

- Supérieur à 1 an
- 8 à 12 mois
- 6 à 8 mois
- 3 à 6 mois
- Inférieur à 3 mois

Sources : SNE 2012

IGN - Bd Carto

IGN - Route500 - Route120

Réalisation : DREAL Picardie / ECLAT / Pôle HT
Novembre 2013

La planification

Les données précédentes permettent d'approcher les difficultés des ménages picards face à l'accès à un logement décent et abordable.

Des outils permettent de mieux appréhender le fonctionnement des territoires et des marchés, et aident les collectivités à mieux répondre aux difficultés locales.

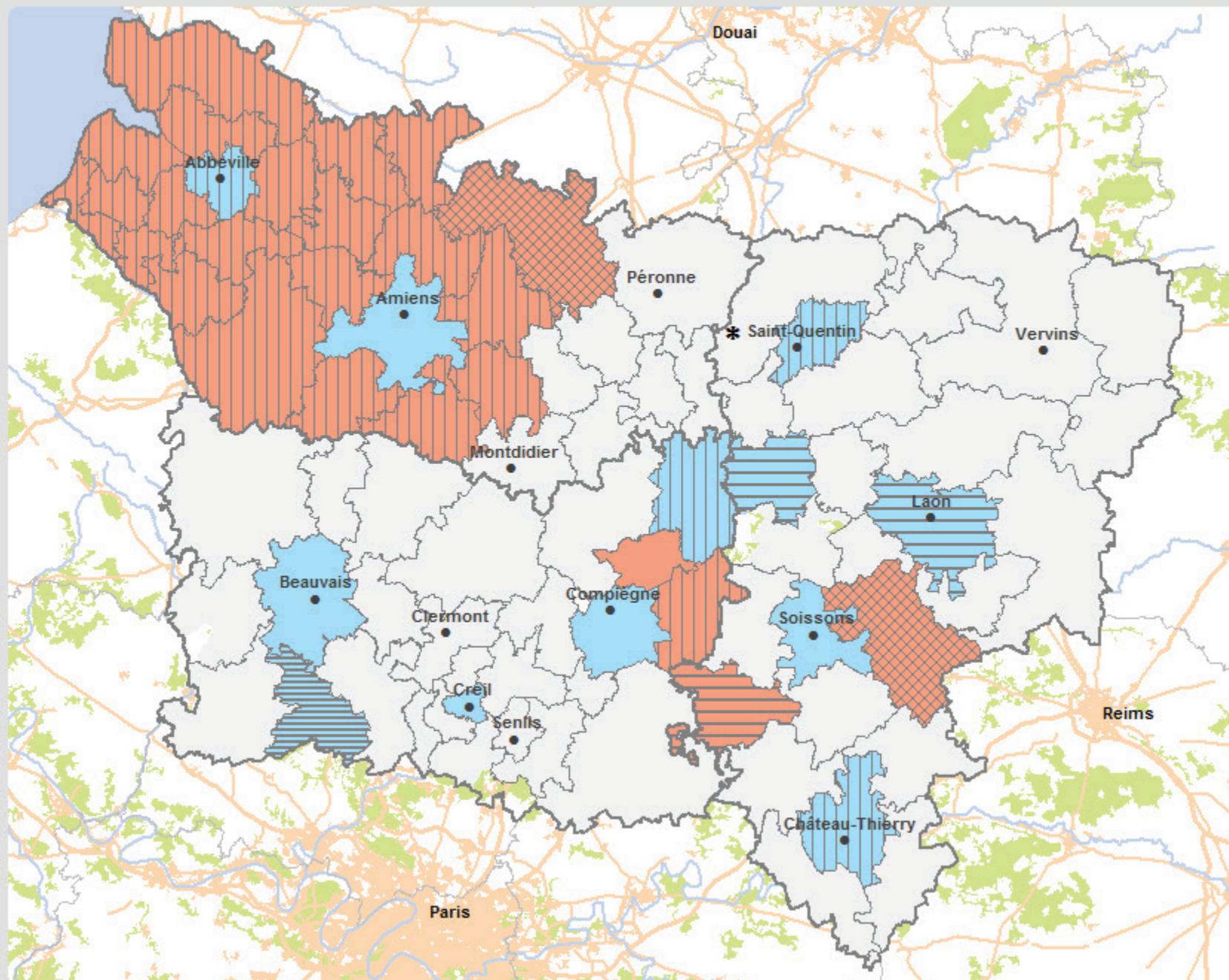
La Picardie compte 34 SCOTs en cours d'élaboration ou approuvés (dont celui Beauvaisis en révision) et 24 EPCI restent encore aujourd'hui en dehors de cette démarche. 1 181 communes de la région (52% du territoire) sont couvertes par un SCOT approuvé.

En matière de politiques locales de l'habitat, les 3 conseils généraux se sont dotés d'un Plan Départemental de l'Habitat (PDH) pour définir leurs politiques en matière d'habitat, en cohérence avec leur politique sociale.

Seuls 5 EPCI, délégataires des aides à la pierre, sont dotés d'un PLH approuvé (ou PLUi pour la communauté d'agglomération de Saint-Quentin), ainsi que la communauté d'agglomération Creilloise.

Des études habitat ont été engagées dans la Somme, à l'échelle des Pays, pour définir les programmes d'actions qui seront portés par les EPCI sous forme de PLH ou PLUi. Un ensemble de PLH est donc initié. Mais pour nombre d'EPCI, cette démarche n'est pas même initiée.

Etat d'avancement des PLH

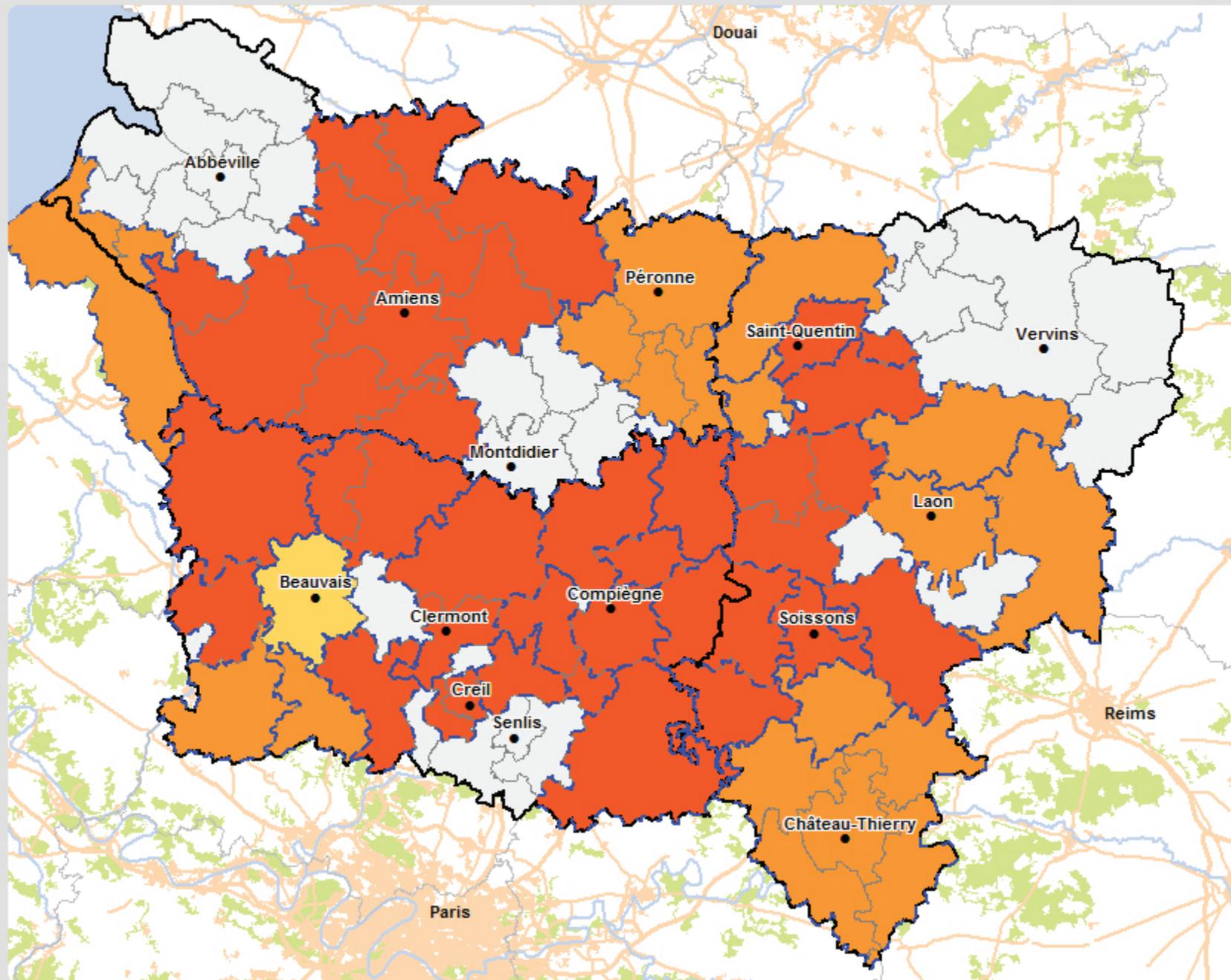


Etat d'avancement des PLH Obligatoires et Volontaires

-  Obligatoire Arrivé à échéance
-  Obligatoire En vigueur
-  Obligatoire Engagé
-  Obligatoire Prêt à engager
-  Obligatoire Non engagé
-  Volontaire Arrivé à échéance
-  Volontaire En vigueur
-  Volontaire Engagé
-  Volontaire Prêt à engager
-  Aucun PLH

* PLUi valant PLH engagé

Etat d'avancement des SCOTs



Etat d'avancement des SCOTs

- Schéma approuvé
- Schéma en révision
- SCOT en élaboration
- SCOT en réflexion

La pression de la demande

La pression des marchés est très différente suivant les territoires.

Il n'existe pas de définition précise de la notion de tension, mais différents éléments permettent de la caractériser :

- le taux de mobilité ;
- la vacance ;
- le taux d'effort ;
- les niveaux de prix et de loyers...

Différents zonages établis à l'échelon national font référence.

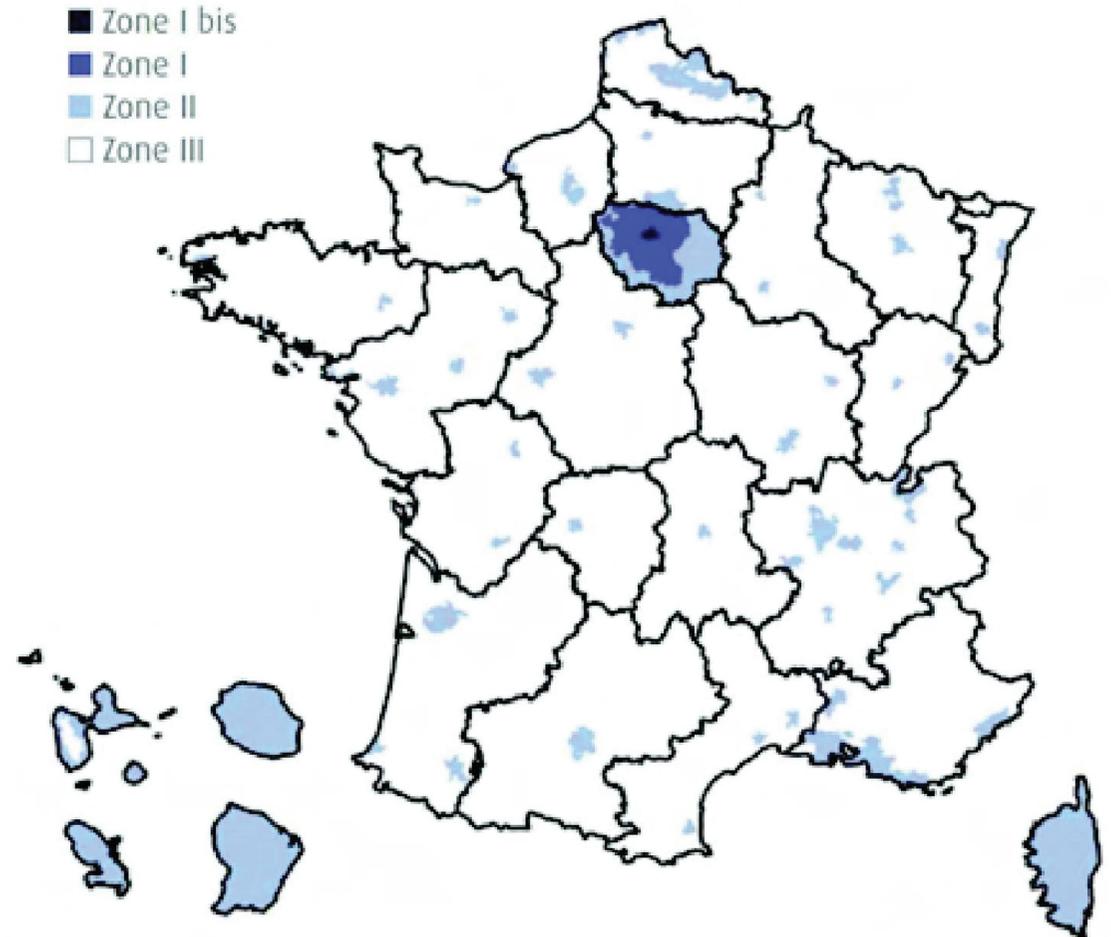
Le zonage I, II, III

Ce zonage dit « locatif social », ou « HLM », est utilisé pour les plafonds de ressources et de loyers du logement locatif social.

Établi en 1977 en vue du calcul des droits à l'aide personnalisée au logement, il a été construit pour tenir compte des écarts entre les loyers de marché et les revenus des personnes, écarts plus ou moins grands selon les territoires, puis il a été étendu à toutes les aides personnelles au logement (APL).

Ce zonage sert de référence pour arrêter les loyers conventionnés des logements sociaux.

En Picardie, sont classées en zone II, toutes les communes des cantons de Chantilly, Creil, Nogent-sur-Oise, Creil-Sud, Montataire, Nanteuil-le-Haudoin, Neuilly-en-Thelle, Pont-Sainte-Maxence et Senlis, et les communes d'Amiens, Cagny, Camon, Dreuil-lès-Amiens, Dury, Longueau, Pont-de-Metz, Rivery, Saleux et Salouël.



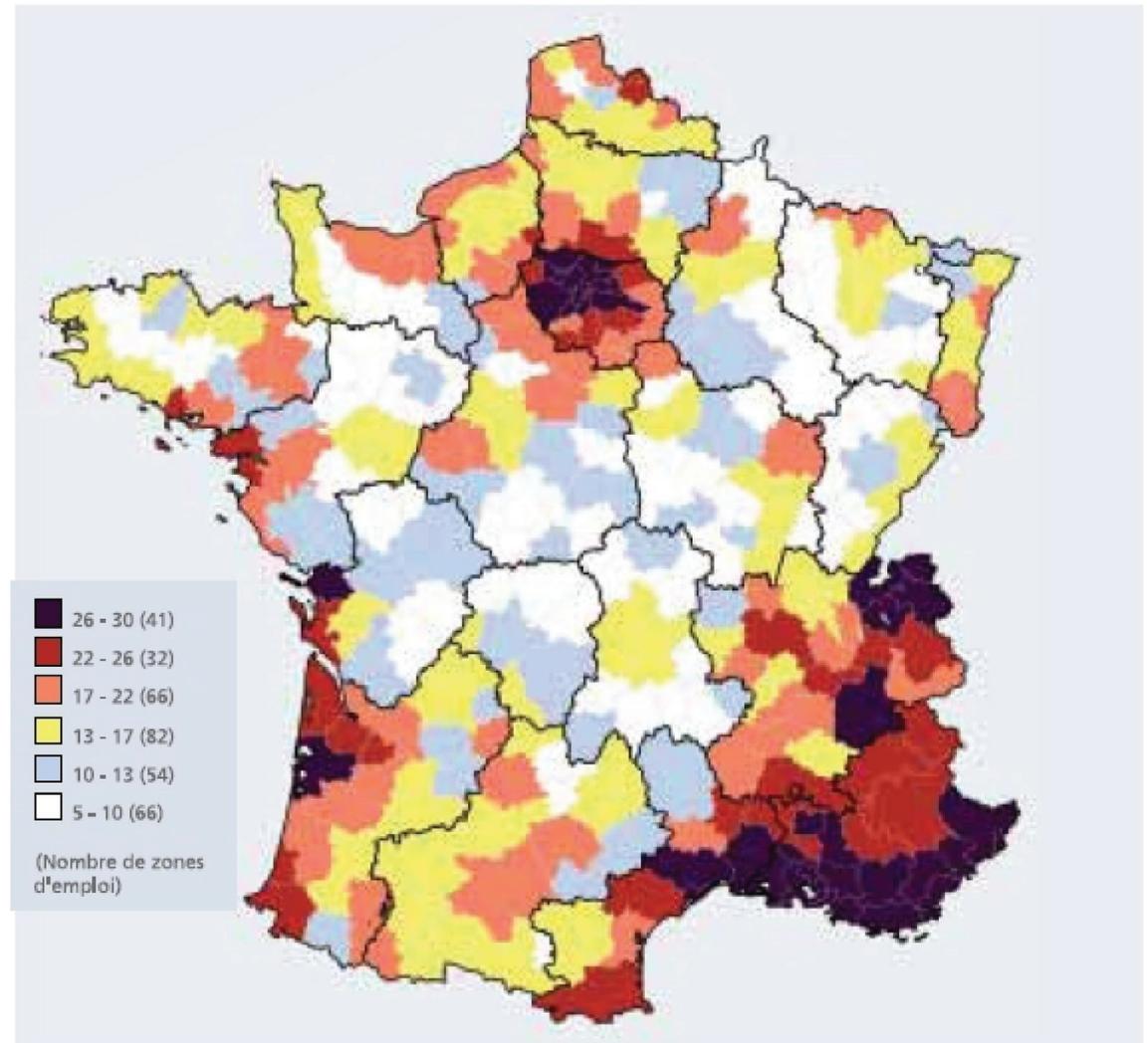
Le gradient synthétique de tension de marché de l'Anah

Une étude commandée par l'Anah en 2008 offre une vision nationale, en classant les 350 bassins d'emploi selon la tension du marché local du logement.

Celle-ci combine 4 critères qui sont le niveau des prix de vente du marché privé, le taux de mobilité dans le parc social, la suroccupation dans le parc privé et le taux d'effort dans le parc locatif privé.

La carte nationale met en évidence des degrés de tension différents suivant les territoires :

- fort dans une partie sud de l'Oise (en zone II HLM) où les ménages ont des revenus moins importants qu'en Ile de France ;
- un peu moins fort autour de Beauvais et Compiègne, et sur une partie du littoral ;
- faible dans le nord de l'Aisne.





**Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de Picardie**
Service énergie, Climat, Logement
et Aménagement du Territoire
56 rue Jules Barni
80040 Amiens cedex 1
Tel. 03 22 82 25 00

www.picardie.developpement-durable.gouv.fr

